
RAPPORT

DE LA

COMMISSION

NOMMÉE POUR

“ EXAMINER LES LIVRES, COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES DE
LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU NORD DU
CANADA, AINSI QUE LES DÉBOURSÉS ET
DÉPENSES DE LA DITE COMPAGNIE; ”

AINSI QUE LES

TÉMOIGNAGES ENTENDUS DEVANT LA DITE COMMISSION.

Imprimé par Ordre du Parlement.



OTTAWA

IMPRIME PAR MACLEAN, ROGER ET CIE., RUE WELLINGTON.

1877.

RAPPORT

A Son Excellence le Très Honorable SIR FRÉDÉRIC TEMPLE, Comte de Dufferin, Vicomte et Baron Clandeboye de Clandeboye, dans le Comté de Down, dans la Pairie du Royaume-Uni, Baron Dufferin et Clandeboye de Balleyleidy et Killeleagh, dans le Comté de Down, dans la Pairie d'Irlande, et Baronet, Chevalier du Très Illustre Ordre de Saint-Patrice, Chevalier Grand'-Croix de l'Ordre Très Distingué de St. Michel et St. George, Chevalier Commandeur du Très Honorable Ordre du Bain, etc., etc., Gouverneur-Général et Vice-Amiral du Canada.

Plaise à Votre Excellence :

Nous, soussignés, deux des commissaires nommés par Votre Excellence, en vertu d'une commission en date du 22ème jour de juillet 1876, pour examiner les livres, comptes et pièces justificatives de la Compagnie du chemin de fer du Nord du Canada, ainsi que les déboursés et dépenses de la dite Compagnie, et pour les autres fins énoncées dans la dite Commission, avons l'honneur (vu le refus de M. Adam Hope, le troisième commissaire, d'agir comme tel) de faire rapport à Votre Excellence du résultat de notre examen, en tant qu'il nous a été permis d'y procéder.

A la première assemblée (après lecture de la Commission) tenue le 23 août 1876, dans le but d'entendre les témoins—la Couronne et toutes les parties intéressées se trouvant dûment représentées par le ministère de leur conseil—l'honorable procureur-général d'Ontario de la part du gouvernement fédéral, demanda que la compagnie du chemin de fer du Nord permît d'avoir libre accès à ses livres, ou qu'elle les mît à leur disposition pour qu'ils en fissent un examen complet; là-dessus, M. J. D. Armour, C. R., agissant comme procureur et conseil pour et au nom des actionnaires de la Compagnie du chemin de fer du Nord, et M. Cumberland, directeur-gérant de cette compagnie, demandèrent par écrit qu'avant de procéder à l'enquête, on produisît un état des sommes particulières que l'on disait avoir été diverties, ainsi que des entrées frauduleuses énoncées dans le préambule de la Commission, et aussi qu'on accordât à M. Cumberland un délai d'une journée pour l'examen des livres à cet égard. Après discussion, il fut arrêté (sans préjudice à aucune question) que l'on fournirait un état de ces sommes; que la Commission s'ajournerait jusqu'à vendredi, le 25 août 1876, à une heure p.m.; que M. Miall, le teneur de livres de service, comparaisant de la part du gouvernement, aurait libre accès aux livres dans la matinée de vendredi jusqu'au moment de la réunion de la Commission, si on le désirait, pour l'examen de toutes les entrées se rattachant à ces sommes; que vendredi on procéderait à l'interrogatoire des témoins, si le conseil du gouvernement en était d'avis; que M. Cumberland se présenterait alors pour donner son témoignage ou répondre aux transquestions, sans être assigné par *subpoena*; et que l'on pourrait également entendre les autres témoins. La question de faire un examen général des livres et des affaires de la compagnie, soit en excluant, soit en comprenant les sommes ci-dessus mentionnées (ou toutes autres sommes particulières) fut ensuite amenée sur le tapis par les procureur et conseil, mais M. Armour s'étant opposé à cet examen général, on ajourna la considération de cette question à la prochaine réunion de la Commission, sans préjudice aux droits des parties intéressées.

Vendredi, le 25 août 1876, la Commission s'assembla, en conformité de tel ajournement, et M. Cumberland subit un interrogatoire assez long. (A l'égard du témoignage qu'il donna alors, et des pièces à l'appui qui furent en même temps produites, voir l'annexe A.)

Samedi, le 26 août, fut repris l'interrogatoire de M. Cumberland. Cet interrogatoire terminé, l'honorable Procureur-Général d'Ontario renouvela sa demande au sujet de l'examen général des livres, demande à laquelle l'honorable J. H. Cameron, conseil de la Compagnie du chemin de fer du Nord, opposa l'objection suivante par écrit :

"M. Cameron refuse de consentir à ce qu'aucun teneur de livres examine les livres de la compagnie d'une manière générale, et sans qu'il soit produit un état indiquant spécialement toute entrée ou somme d'argent, au sujet de laquelle le gouvernement se propose de démontrer de l'irrégularité, ou au sujet de laquelle le gouvernement prétend avoir des droits, attendu qu'un tel examen ne forme pas partie des procédés de la Commission; de plus, il s'oppose à tout examen quelconque, à moins que le teneur de livres, chargé de faire tel examen, ne prête serment au préalable et ne procède à cet examen en présence de la Commission; ou à moins qu'il ne déclare de la part du gouvernement que celui-ci se propose de démontrer qu'il a droit à des sommes d'argent autres que celles qui sont spécialement portées et mentionnées dans la dite Commission, et qu'il ne spécifie en même temps quelles sont ces sommes d'argent." En outre M. Cameron prétendait que la Commission n'avait pas le pouvoir d'ordonner que les livres fussent examinés par le teneur de livres.

À la prochaine réunion de la Commission, tenue le 30 août 1876, M. Cumberland fut de nouveau interrogé, et l'honorable procureur-général d'Ontario renouvela sa demande au sujet de l'examen général des livres de la Compagnie du chemin de fer du Nord, tandis que l'honorable J. H. Cameron proposa un ajournement jusqu'au lendemain, afin qu'il lui fût permis de se consulter avec M. G. D'Arcy Boulton, solliciteur de la Compagnie du chemin de fer du Nord (lequel venait d'arriver d'Angleterre). Cette proposition de M. Cameron fut agréée.

Le lendemain (31 août 1876), l'honorable J. H. Cameron soumit à la Commission une proposition par écrit, par laquelle il demandait un nouvel ajournement jusqu'au 14 septembre 1876, pour les raisons y mentionnées, comme suit :

"M. Cameron, de la part de la Compagnie du chemin de fer du Nord, sollicite un ajournement jusqu'au 14 du mois prochain, vu qu'il se croit tenu de consulter l'opinion des directeurs du bureau de Londres, avant de se décider à remettre ou retenir les livres de la compagnie pour les fins d'une investigation générale. Cet ajournement lui permettra de se mettre en communication, par la poste demain, avec le bureau de Londres, et d'en recevoir une réponse par le câble pour le jour auquel les procédés seront ajournés; et, comme cet ajournement le dispensera, en toute probabilité, de la nécessité de se prononcer lui-même sur la question de produire ou non les livres (point qui a été laissé à sa décision par le bureau local en ce pays), il considère que ce mode de procéder sera plus conforme aux vues du gouvernement et de la compagnie, si cet ajournement a lieu; d'un autre côté, si l'on exigeait maintenant la production des livres, il se croirait obligé de s'y opposer."

Cet ajournement, après considération, ayant été approuvé par l'honorable procureur-général, fut accordé.

À une assemblée tenue le 14 septembre 1876, aux termes de l'ajournement, l'honorable J. H. Cameron annonça qu'il n'avait pas encore reçu de réponse du bureau de Londres, mais que, sur la demande du procureur-général, il consentait, dans l'intervalle, à que le teneur de livres du gouvernement examinât les livres de la Compagnie du chemin de fer du Nord, en commençant à l'année 1868, aux chapitres des frais judiciaires et parlementaires, "dépenses contingentes" et "frais d'impression et d'annonces," tout en convenant que les livres, pour les fins de cette investigation, seraient mis à la disposition de ce teneur de livres pas plus tard que mardi matin le 19 septembre 1876.

Le 15 septembre 1876, la Commission interrogeait MM. G. T. Denison, fils, J. D. Edgar et F. W. Cumberland (mandé de nouveau). (Pour leurs témoignages, voir Annexe A.)

Lundi, le 18 septembre 1876, M. E. Miall, teneur de livres du gouvernement, se présente au bureau de la Compagnie du chemin de fer du Nord pour examiner les

livres aux chapitres indiqués dans les procès verbaux de la séance du 14 septembre, 1876, mais on lui en refusa l'accès, sous le prétexte que M. Cumberland était malade. Le 19 et le 20 septembre, M. Miall se rendit encore au bureau, mais le résultat de sa visite fut le même. Le 21 septembre, M. Featherston et M. Miall se présentèrent au bureau de la Compagnie du chemin de fer du Nord, et demandèrent qu'on leur donnât accès aux livres pour les fins ci-haut mentionnées, ce qui leur fut refusé, le secrétaire (M. Hamilton) produisant en même temps copie d'une résolution récente du bureau des directeurs de la dite compagnie à Toronto, qui défendait de permettre que les livres fussent examinés, ou qu'on en prit aucun extrait, à moins que ce ne fut par l'ordre du président ou de M. Cumberland, ou en présence de l'un ou de l'autre, ou en vertu d'une résolution à ce contraire. M. Featherston et M. Miall se rendirent alors auprès du président et de M. Cumberland, à leur résidence respective, et leur exposèrent le résultat de leurs démarches touchant l'examen des livres faites au bureau de la compagnie du chemin de fer du Nord, et proposèrent au dernier de ces messieurs, dans le but de faire les choses à sa convenance, et de faciliter l'examen, que l'inspection des livres eût lieu à son propre domicile, proposition que M. Cumberland promit de prendre en considération.

Frustrée dans ses démarches pour obtenir un libre accès aux livres, la Commission se réunit samedi, le 23 septembre 1876 (après avoir donné avis de cette séance), lorsque l'honorable J. H. Cameron, toujours sous le prétexte de la maladie de M. Cumberland, demanda encore un nouvel ajournement, dans le but de permettre à M. Cumberland de se trouver présent, et il soumit au commissaires le document suivant :

“ M. Cameron s'oppose à toute procédure ultérieure touchant la prise en considération des nouveaux griefs qui lui ont été soumis, en l'absence de M. F. W. Cumberland, qui est indisposé au point de ne pouvoir assister aux séances de la Commission, et pour cette raison il requiert un ajournement jusqu'au jour où la Commission pourra de nouveau se réunir, dès que M. Cumberland sera en état de comparaître.

“ M. Cameron s'oppose, en outre, à ce que l'on saisisse la Commission de tous nouveaux griefs, qui ne sont pas énoncés dans le document communiqué à M. Hamilton, secrétaire de la Compagnie du chemin de fer du Nord, attendu qu'ils ne tombent pas sous le coup des attributions de la Commission, qui, d'après ses prétentions, se trouvent définies dans l'exposé des griefs présenté par M. Hamilton.”

Comme M. Cameron n'avait pas produit de la part du médecin aucun certificat explicatif de l'absence de M. Cumberland, et comme les commissaires étaient d'avis qu'il n'était pas désirable d'accorder aucun autre délai ultérieur, par suite des obstacles que l'on avait opposés à l'exécution de la Commission, ils refusèrent, en conséquence, d'accéder à la demande de M. Cameron ; là-dessus, comme il en avait précédemment donné avis, il se retira, laissant M. G. D'Arcy Boulton le remplacer comme conseil pour ses clients ; et les commissaires alors procédèrent à l'interrogatoire de MM. F. H. Heward, Noah Barnhart, Patrick Burns, Alexander Manning, John Ginty, William Rowland et William H. Lockhart Gordon (dont les témoignages se trouvent dans l'annexe A), et ensuite ils ajournèrent à lundi, le 25 septembre 1876, lorsque M. Archibald F. Campbell, conseil de M. Cumberland, déclara que son client était trop malade pour se trouver présent à l'examen des livres, ou aux séances de la Commission. Sur la déclaration du procureur-général qu'il avait l'intention de mander MM. Ball, Douglass et Wood, et autres personnes, qui avaient été assignées pour rendre témoignage touchant les commissions payées à M. Barlow Cumberland sur des primes d'assurance pour des propriétés du chemin de fer du Nord, M. A. F. Campbell, de la part de M. Cumberland, s'obligea de fournir un état de la part de son client, par lequel on admettrait que M. Barlow Cumberland et autres employés avaient accepté ces commissions (état qui fut subséquemment produit comme pièce No. 1, le 27 septembre 1876.—Voir annexe A), et en conséquence, les témoins ci-dessus nommés ne furent pas interrogés.

Par suite des obstacles continuels que l'on a suscités aux commissaires, pour les empêcher de faire une investigation complète des affaires de la Compagnie du chemin

de fer du Nord, d'après les termes généraux et sur les points énoncés dans la Commission, et comme la maladie de M. Cumberland a amené un moment d'arrêt dans nos procédés, et que d'ailleurs il a admis lui-même la vérité de la plupart des principaux griefs énoncés dans le préambule de la Commission, nous croyons qu'il est à propos, à cette période de l'enquête, de faire connaître les résultats que nous avons obtenus, et de solliciter de Votre Excellence les instructions propres à nous guider à l'avenir.

Nous avons donc l'honneur de faire rapport qu'à même les deniers qui, en vertu des Statuts à cet égard, étaient payables et auraient dû être payés au gouvernement en vertu de son hypothèque, les sommes suivantes ont été, au contraire, payées de la manière et pour les fins ci-après mentionnées :

1. Nous constatons que diverses sommes, s'élevant en tout à \$5,440.68, ont été prises sur les fonds de la compagnie du chemin de fer, pour défrayer les dépenses d'élection de l'honorable J. B. Robinson, comme candidat dans le district d'Algoma (pendant que le dit Robinson se trouvait en même temps président de la Compagnie du chemin de fer du Nord), et que, sur l'ordre de M. Cumberland, ce même montant fut porté dans les livres de la compagnie comme suit, savoir : un tiers aux "dépenses contingentes," un tiers aux "dépenses parlementaires," et un tiers aux "frais judiciaires," en versements d'un vingt-quatrième par mois, faisant en tout soixante-douze versements. (Les détails concernant ces entrées se trouvent dans l'annexe A. Pièce No. 1, produite le 25 août 1875.)

2. Nous constatons encore que l'honorable J. B. Robinson, pendant qu'il était président de cette compagnie, a dépassé son crédit au montant d'à peu près \$1,900.00, montant qui est en sus de la somme de \$5,440.68 ci-haut mentionnée, et qui se trouve encore dû avec l'intérêt.

3. Nous trouvons ailleurs qu'il y a eu de payée à même les deniers de la Compagnie du chemin de fer du Nord la somme de \$1,000.00 pour capital-actions dans le journal le "Mail," capital-actions qu'a souscrit M. Cumberland, et qu'il possède encore en son propre nom, et ce montant, par son ordre, a été porté dans les livres de la Compagnie du chemin de fer du Nord aux chapitres des "frais judiciaires et parlementaires" ainsi que des "frais d'impressions et d'annonces," sans qu'aucune valeur toutefois n'ait été donnée en impressions et annonces.

4. Nous trouvons de plus que M. F. W. Cumberland, le 25 février 1873, a tiré sur le trésorier de la compagnie du chemin de fer du Nord pour une somme de \$8,000.00, qui lui a été payée, et que, sur les fonds provenant du montant de cette traite il a donné \$7,600.00 pour sa part dans le vapeur "Chicora," qu'il avait acheté conjointement avec l'honorable Frank Smith et Noah Barnhart, écuyer, mais au nom de ces deux messieurs seulement, tout en ordonnant que cette somme de \$8,000.00 fût portée aux chapitres des "dépenses parlementaires" (compte indéterminé); et que subséquemment le président de la compagnie, M. William Thompson, donna ordre de porter cette somme de \$8,000.00 au compte particulier de M. Cumberland, par l'entrée suivante : — (Voir annexe A, pièce No. 6, du 25 août 1876.)

1876.

26 février— F. W. Cumberland (individuellement) Dt.

A dépenses parlementaires.

Pour autant, représentant une partie du placement effectué par M. Cumberland dans le vapeur "Chicora," et devant être représenté par la cession de ses droits dans la propriété du dit vapeur jusqu'à la concurrence d'une égale somme, et devant appartenir à la compagnie comme garantie de cette somme ainsi avancée, la condition de tel placement devant fournir matière à une investigation pour le règlement de cette transaction..... \$8,000.00

et ce montant, avec l'intérêt, n'ont pas été remboursés à la compagnie.

5. Nous constatons, en outre, à l'égard d'une somme de \$9,665.68, payée au secrétaire d'un comité d'actionnaires de la Compagnie du chemin de fer du Nord au moyen de quatre billets promissoires, en juin, juillet, août et septembre 1875, sur l'ordre de M. Cumberland, qu'elle a été déboursée pour les différents objets énumérés dans "L'Etat Explicatif" de M. Campbell, produit le 14 septembre 1876, comme pièce No. 4, dans l'annexe A; que sur cette somme, MM. Morrison, Wells et Gordon ont reçu, pour services rendus au comité des actionnaires de la Compagnie du chemin de fer du Nord, dans les démarches pour prélever un montant de 300,000 louis sterling sous forme d'un nouveau capital, pour aide donnée dans la rédaction du projet de loi pour ré-ajuster le capital de la compagnie et pour autres fins, et aussi pour faire passer tel projet de loi, en y comprenant un grand nombre de voyages et de visites à Ottawa, New-York et en Angleterre pour les fins ci-dessus mentionnées, pendant une période de dix-huit mois et plus..... \$5,000.00

Pour leurs déboursés, qui comprennent les honoraires payés aux agents de Londres, 200 louis sterling..... 1,886 47

Que M. G. T. Denison, comme secrétaire du comité des actionnaires, a reçu pour ses services pendant une période d'au-delà de dix-huit mois..... 2,000 00

Et pour divers déboursés par lui encourus, y compris une somme de \$200.00 payée à la succession du secrétaire décédé (M. Henderson). 404 29

Que M. J. C. Campbell a reçu pour ses déboursés, y compris ses frais de voyage à Ottawa et New-York, au sujet des nouvelles dispositions législatives demandées par les actionnaires, etc..... 276 92

Et que MM. Morrison, Wells et Gordon ont aussi reçu le montant de leur mémoire de frais, dans la cause, devant la Cour de Chancellerie, de R. L. Denison *vs.* la Compagnie du chemin de fer du Nord (retirée plus tard)..... 98 00

\$9,665 68

Dans les investigations que nous avons faites sur ce chapitre, nous avons interrogé comme témoins M. Cumberland, M. C. J. Campbell, le Col. Denison et M. Gordon (Voir annexe A.)

Quant au premier de ces items, quoique les honoraires réclamés paraissent exorbitants, les services rendus ont été, dit-on, d'un grand secours, et ils n'ont cessé qu'au bout d'une période de temps considérable, pendant laquelle deux hommes de profession ont été presque constamment employés.

Le deuxième item peut passer sans commentaires, attendu qu'il a trait à des déboursés réels.

A l'égard du troisième item, il appert d'après la preuve que ce montant a été expressément réclamé en vertu d'une convention conclue avec le comité des actionnaires, avant que M. Denison eut accepté la place de secrétaire.

Le quatrième item est pour argent réellement déboursé par M. Denison, lorsqu'il agissait comme secrétaire.

Le cinquième item est pour déboursés réels faits par M. C. J. Campbell, lorsqu'il agissait pour le comité des actionnaires, et d'après ses ordres.

Le dernier item est pour frais encourus en Cour de Chancellerie sur les procédures instituées par le Col. R. L. Denison contre la compagnie du chemin de fer du Nord, et plus tard discontinuées en vertu d'arrangements pris avec la compagnie.

Et nous remarquons encore, au sujet de cette somme de \$9,665.68, que, bien qu'elle ait été déboursée par la dite Compagnie du chemin de fer du Nord du consentement ostensible des actionnaires et des porteurs de bons, il n'appert pas cependant que le gouvernement ait été consulté à cet égard, ou que ses intérêts, vu sa position de plus fort créancier de cette compagnie, aient été pris en considération dans cette circonstance.

6. Nous constatons de plus qu'une somme de \$2,500.00, portée dans les livres de la Compagnie du chemin de fer du Nord au compte de l'honorable D. L. Macpherson, n'était pas pour argent dû à ou par ce monsieur, ou pour laquelle la compagnie avait reçu ou devait recevoir bonne et valable considération, mais que c'était pour le montant d'une souscription payée par M. Cumberland à l'honorable D. L. Macpherson, comme trésorier nommé pour le prélèvement de fonds destinés à présenter un témoignage d'estime au très honorable Sir John A. Macdonald, et que ce montant a été ainsi payé à même les deniers de la Compagnie du chemin de fer du Nord; et que ce montant avait été porté dans les livres de manière à représenter faussement une dette active de la compagnie, jusqu'au moment de l'amalgamation définitive de cette compagnie avec les compagnies de Prolongements Nord.

Que la somme de \$2,616.00 portée dans les livres au crédit de William Hamilton et fils, et entrée de manière à représenter une dette active de la compagnie, est pour autant pris sur les deniers de la dite compagnie en paiement d'un billet de cette compagnie, consenti en faveur de William Hamilton et fils, et donné sur l'ordre de M. Cumberland, pour que le montant en fut employé à défrayer "les dépenses et les services de diverses délégations organisées dans le pays, ainsi que pour les dépenses locales encourues à l'égard de l'opposition suscitée à la Compagnie du chemin de fer Midland." Il n'appert pas toutefois par la preuve que l'emploi de cette somme n'ait pas été dans l'intérêt commercial de la compagnie, ou que, pour promouvoir cet intérêt, les dépenses aient été excessives.

Qu'une autre somme de \$12,593.21, au sujet de laquelle nous avons poursuivi nos investigations, comprend le montant des billets de \$2,181.29 et de \$10,411.92 respectivement, qui furent consentis le 30 juin 1869, et le 15 avril 1873, par M. F. W. Cumberland, en faveur de la Compagnie du chemin de fer du Nord, pour liquider jusqu'à la concurrence de cette somme son compte particulier, qu'il déclare avoir soutiré en partie pour défrayer ses dépenses d'élection comme candidat à la représentation parlementaire d'Algoma et de Cardwell, et partie pour payer son capital-actions dans le vapeur "Chicora." Le montant du premier de ces items est de \$4,166.90, que la compagnie aurait dû payer en justice, ainsi que le prétend M. Cumberland.

Nous trouvons, relativement aux items ci-dessus de \$2,616, \$2,500 et \$12,593.21 (voir Annexe—pièce 2, produite le 25 août 1876,) une entrée au journal dans les termes suivants :—

Le chemin de fer de prolongement Nord (compte nouveau), Dt.

A divers, savoir :—

A William Hamilton et Fils.....	\$ 2,616 .00
D. L. Macpherson.....	2,500 00
Effets à recevoir.....	12,593 21
	<hr/>
	\$17,709 21

Et comme il appert que l'on se servait de deux séries de livres,—dont l'un contenait les transactions de la Compagnie du chemin de fer du Nord (proprement dite), et l'autre, celles des compagnies de Prolongement—le but de cette entrée était de retrancher ces items, comme dettes actives, des livres de la Compagnie du chemin de fer du Nord (proprement dite) et de les porter au débit d'un compte qui ne représentait pas des dettes actives, mais plutôt des "sommes déboursées," ou, en d'autres termes, des pertes, dans les livres des compagnies de Prolongement.

Simultanément une entrée paraît avoir été faite dans les livres des compagnies de Prolongement, à l'effet qui suit :—

Dépenses pour bonus municipaux et octrois du gouvernement, Dt.

Au chemin de fer du Nord (compte nouveau), savoir :—

Pour montants transportés par la compagnie du chemin de fer du Nord, étant des items portés aux chapitres suivants dans ses livres, le 30 juin 1875 :—

Wm. Hamilton et Fils.....	\$ 2,616 00
D. L. Macpherson.....	2,500 00
Effets à recevoir.....	12,593 21
	<hr/>
	\$17,709 21

La dernière entrée avait pour effet de changer la nature ainsi que la position ou la classification de ces comptes.

Subséquentment, le 29 février 1876, une autre entrée paraît avoir été faite sur l'ordre du président, M. William Thompson, dont l'attention avait été attirée sur les entrées ci-dessus par le secrétaire, comme suit :

(Voir Annexe A.—Pièce No. 3, produite le 25 août 1876.)

Divers, Dt.

A dépense pour Bonus Municipaux et Octrois du Gouvernement, pour les montants suivants :

W. Hamilton et Fils (étant le billet de la Compagnie du chemin de fer du Nord en faveur de W. Hamilton et Fils, en date du 30 octobre 1871).....	\$2,616 00
D. L. Macpherson.....	2,500 00
F. W. Cumberland, règlement de compte, représenté par deux billets :	
L'un en date du 30 juin 1869, à 4 mois.....	\$ 2,181 29
L'autre en date du 15 avril 1873, à 6 mois.....	10,411 92
	<hr/>
	12,593 21
	<hr/>
	\$17,709 21

Ce qui rétablit ainsi le montant comme représentant d'une manière ostensible la dette active dans les livres des compagnies de Prolongement, où ce montant figure comme tel aujourd'hui, d'après ce que nous présumons.

7. Par suite des bruits qui couraient que d'autres personnes avaient reçu pour des fins illicites des sommes d'argent provenant des fonds de la Compagnie du chemin de fer du Nord, et que M. J. D. Edgar avait touché de ces deniers pour ses dépenses d'élection, on fut d'avis qu'il convenait d'interroger MM. Cumberland et Edgar comme témoins à cet égard, et après les avoir entendus, nous avons trouvé que ces bruits étaient sans fondement, et que toutes les sommes d'argent, au contraire, que M. Edgar avait reçues de la Compagnie du chemin de fer du Nord, lui avaient été ainsi payées en sa qualité d'homme de profession, pour les services qu'il avait rendus à cette compagnie dans des procédures légales et des affaires du ressort du Parlement, en 1874-75, lorsqu'il ne siégeait pas en Chambre, et que la rémunération que lui avaient valu ces services avait été approuvée par le bureau des directeurs dans le temps.

8. Comme on nous avait rapporté que la coutume s'était introduite, dans les bureaux de la Compagnie du chemin de fer du Nord, de permettre à ses employés de recevoir, pour leur propre bénéfice, des agents des compagnies d'assurance, des commissions sur les primes des assurances effectuées avec ces compagnies, nous avons mandé plusieurs des principaux agents d'assurance à Toronto et nous nous proposons de les interroger sur cette question, mais après avoir constaté, d'après les témoignages de MM. Frank Howard et William Rowland, que telle coutume existait, et vu surtout que M. Cumberland justifiait l'existence de cette coutume par le fait

(comme il le déclara) que ces commissions tombaient en ligne de compte lorsqu'il s'agissait de déterminer les salaires des officiers ainsi employés, nous n'avons pas poussé plus loin nos investigations à cet égard. Ainsi, quant à cette question, nous constatons que M. Barlow Cumberland et M. Telfer, dans l'emploi de la Compagnie du chemin de fer du Nord comme officiers salariés, ont reçu et reçoivent encore des commissions sur toutes les primes des assurances par eux effectuées sur la propriété de ce chemin de fer, et que ces commissions s'élèvent ordinairement à environ dix pour cent sur les primes payées. (Nous renvoyons à l'Annexe A, aux témoignages de MM. Frank Howard et William Rowland, donnés le 23 septembre 1876, et à la Pièce No. 1, produite le 27 septembre 1876.)

Comme on nous avait informés que M. Cumberland ou son fils, M. Barlow Cumberland, avait pu réaliser des bénéfices sous forme de commissions payées par des personnes qui avaient obtenu des contrats de la compagnie du chemin de fer du Nord, nous avons interrogé M. Patrick Burns, marchand de bois et de houille de la cité de Toronto, ainsi que MM. Alexander Manning et John Ginty, entrepreneurs, qui avaient eu des contrats pour la construction des lignes de chemin de fer de Prolongement Nord. Dans le premier cas, il n'y a aucune preuve quelconque capable de servir à une imputation de cette nature. Dans le second cas, il fut établi qu'il n'y a eu de payé aucune somme d'argent, ni sous la forme de bonus, ni pour aucune autre raison quelconque, soit à M. Cumberland, soit à son fils; mais qu'après que MM. Manning et Ginty eurent obtenu le contrat pour la construction de la ligne de North Grey jusqu'à Meaford (embranchement distinct à cette époque du chemin de fer du Nord,) M. Barlow Cumberland devint leur associé pendant une courte période de temps, ayant pour sa part une moitié dans les profits; cet arrangement néanmoins, ne fut jamais définitivement conclu, et il demeura subséquemment avec eux, moyennant salaire; de plus, MM. Manning et Ginty ont tous deux déclaré que M. Cumberland s'était opposé à ce que son fils eût, en qualité d'associé, aucune part dans les profits de l'entreprise. (Voir annexe A à l'égard des témoignages de MM. Patrick Burns, Alexander Manning et John Ginty, à la date du 23 septembre 1876.)

Nous trouvons encore que tous les paiements de sommes en argent énumérés dans les items 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 ci-dessus mentionnés ont été ainsi faits dans tous les cas sur les ordres de M. Cumberland, et sans l'approbation du bureau des directeurs de la Compagnie du chemin de fer du Nord à cette époque, et que les entrées dans les livres de la Compagnie du chemin de fer du Nord se sont faites de la même manière, à l'exception de celles qui ont eu lieu par l'ordre du président, M. Wm. Thomson, et dont il a été question d'une manière spéciale.

Nous devons, d'un autre côté, mentionner qu'à l'heure qu'il est nous n'avons pas reçu de la Compagnie du chemin de fer du Nord, ni de son conseil, aucune communication qui nous informe que le bureau des directeurs à Londres soit disposé ou non à mettre à notre disposition les livres de la compagnie, pour nous permettre d'en faire un examen général, quoique une telle information nous ait été promise dès le 14 septembre dernier.

Avant de terminer notre rapport provisoire, nous croyons qu'il est de notre devoir de déclarer que nous sommes d'avis que l'on doit tenir bon compte au secrétaire de la compagnie du chemin de fer du Nord (M. Thomas Hamilton), qui a pris sur lui de signaler les griefs en question à l'attention du gouvernement de Son Excellence, au sujet de la conduite qu'il a tenue dans cette affaire, conduite qui, dans notre opinion, est excessivement louable, et se trouve en accord parfait avec les obligations de sa charge.

En terminant, nous saisissons cette occasion de reconnaître les services utiles que nous a rendus M. Miall, l'excellent teneur de livres du gouvernement, dans les différentes questions que nous avons eu à examiner.

Le tout respectueusement soumis.

LARRATT W. SMITH,
Commissaire.
JOHN P. FEATHERSTON,
Commissaire.

ANNEXE A.

INVESTIGATION DANS L'AFFAIRE DE LA COMPAGNIE DU CHEMIN
DE FER DU NORD.

TORONTO, 25 août 1876.

M. F. W. CUMBERLAND, après serment prêté,

Est interrogé par M. Mowat :—

Q. Avez-vous apporté avec vous les livres de la Compagnie du chemin de fer du Nord ?

R. Non ; je ne les ai pas apportés.

Q. Pas un seul ?

R. Non ; pas un seul.

Q. Avez-vous reçu un *subpœna* vous ordonnant de les produire ?

R. Non.

Q. Vous êtes le directeur-gérant de la compagnie ?

R. Le gérant en chef.

Q. Depuis combien de temps avez-vous occupé cette même position ?

R. J'ai rempli deux charges, d'abord celle de directeur-gérant, et plus tard, comme aujourd'hui, celle de gérant en chef, et cela depuis 1851.

Q. C'est-à-dire l'une ou l'autre de ces deux charges ?

R. L'une ou l'autre, suivant que je siégeais au bureau de direction. Quand je siégeais au bureau de direction, j'occupais la charge de directeur-gérant ; dans le cas contraire, j'occupais celle de gérant en chef mais non de directeur-gérant.

Q. A l'égard de l'item de \$2,500, que l'on prétend avoir été donné comme souscription au fonds destiné à présenter un témoignage d'estime à Sir John Macdonald, ce fait est-il exact ?

R. Oui.

Q. Cette somme a-t-elle été prise sur les fonds réguliers de la compagnie ?

R. Oui.

Q. Vers quelle époque ?

R. Le 14 janvier 1871.

Q. C'était la date de la traite ?

R. Oui.

Q. Avez-vous la traite en votre possession ?

R. Oui.

Q. L'avez-vous ici ?

R. Je ne l'ai pas ici, mais je l'ai exhibée à M. Miall ce matin.

Q. Était-ce une traite de la compagnie ?

R. Oui.

Q. Elle était payable à qui ?

R. A l'honorable D. L. Macpherson, trésorier du " fonds Macdonald."

Q. Était-ce la seule somme donnée par la compagnie à ce fonds ?

R. La seule somme.

Q. A-t-il été souscrit aucune autre somme à un fonds semblable pour Sir John Macdonald ?

R. Non ; cette somme à été la seule ainsi souscrite.

Q. Quel était ce fonds ?

R. D'après ce que j'ai compris, c'était un fonds organisé en reconnaissance des services éminents rendus au public par Sir John Macdonald.

Q. Comment a été faite l'entrée dans les livres pour le paiement de cette somme ?

R. Nous produisîmes la traite, ainsi que mon mandat adressé au trésorier pour le paiement de ces \$2,500 à l'honorable D. L. Macpherson, avec instruction de garder cette traite en disponibilité jusqu'à nouvel ordre.

Q. Tel a été votre mandat ?

R. Oui.

Q. Avez-vous ce mandat ici ?

R. Je ne crois pas en avoir copie, mais je vous l'ai donné presque dans les termes mêmes de sa rédaction.

Q. Est-ce qu'il y a eu une liste de souscription ?

R. Je n'en ai jamais vue.

Par le président :—

Q. A qui était adressé le mandat ?

R. Le mandat était adressé au trésorier, M. Thomas Hamilton, lui enjoignant d'émettre la traite.

Par M. Mowat :—

Q. Est-ce qu'il y a eu aucun ordre de donné par le bureau des directeurs au sujet de cette souscription ?

R. Non, il n'en a pas été donné.

Q. En ont-ils eu connaissance ? ou était-ce d'après leur désir ou avec leur approbation ?

R. Non ; pas en leur qualité de membres composant le bureau de direction.

Q. Était-ce à la connaissance et avec l'approbation de certains membres du bureau ?

R. Je ne saurais dire que ce fût à la connaissance ou avec l'approbation de tous les membres en général du bureau ; mais je crois que je puis dire que c'était à la connaissance et avec l'approbation de certains membres du bureau.

Q. Quel était alors le nombre des membres du bureau ?

R. Il y en avait alors cinq, je crois, outre deux membres de la compagnie. Ceux-ci étaient les membres de la cité de Toronto et du comté de Simcoe.

Q. Faisant sept en tout ?

R. Oui ; je le crois.

Q. Et quels sont ceux de ces membres qui autorisèrent cette souscription ?

R. Il me serait impossible de les nommer maintenant, car réellement je ne me rappelle pas quels étaient ceux qui composaient le bureau alors.

Q. Pouvez-vous dire combien de membres approuvèrent la souscription ?

R. Non ; je ne le puis.

Q. Mais vous êtes bien certain qu'il y en eut quelques-uns qui l'approuvèrent ?

R. J'en suis bien certain.

Q. Cette approbation fut-elle donnée avant la souscription ou après ?

R. Avant la souscription.

Q. Ainsi vous savez qu'à l'époque où la traite fut donnée, quelques-uns des directeurs approuvaient cette souscription ?

R. Oui.

Q. Constituait-ils la majorité des directeurs ?

R. Je ne saurais le dire.

Q. Auriez-vous donné une traite pour un tel objet sans l'approbation de la majorité des directeurs ?

R. Oui, car à cette époque je gérais personnellement les affaires en grande partie, et je ne craignais pas d'assumer moi-même la responsabilité en bien des cas dans l'intérêt de la compagnie.

Q. Sir John A. Macdonald était alors premier ministre du gouvernement fédéral ?

R. Je crois qu'il l'était.

Q. Vous savez qu'il l'était, je présume ?

R. Oui, je sais qu'il l'était.

Q. Et vous pensiez qu'il était dans l'intérêt de la compagnie de lui souscrire une somme de \$2,500 ? Avez-vous donné cette souscription parce que vous pensiez qu'il était dans l'intérêt de la compagnie d'en agir ainsi ?

R. Non, pas tant dans l'intérêt de la compagnie, que je croyais au contraire que toutes les personnes intéressées dans les travaux publics en ce pays devraient connaître ses services éminents.

Q. Ainsi vous avez donné cette souscription en considération des services de Sir John A. Macdonald, et non parce que vous pensiez que c'était dans l'intérêt de la compagnie ?

R. Je ne l'ai pas donnée en vue de promouvoir les intérêts de la compagnie du tout. Je veux dire les intérêts futurs de la compagnie.

Q. L'avez-vous donnée en vue de promouvoir les intérêts de la compagnie ?

R. Assurément non.

Q. Alors, d'après ce que je comprends, vous dites que vous avez donné une souscription de \$2,500 au fonds destiné à présenter un témoignage d'estime à Sir John Macdonald, sans l'autorisation des directeurs, et sans considérer si c'était dans l'intérêt de la compagnie ?

R. Sans l'autorisation officielle des directeurs, et sans avoir en vue de promouvoir les intérêts futurs de la compagnie.

Q. Avez-vous considéré qu'il était dans l'intérêt de la compagnie de donner une semblable souscription ?

R. Je n'ai été mu par aucune telle considération.

Q. Alors, si je comprends bien, vous avez donné cette souscription sans l'autorisation des directeurs comme corps, et sans songer à promouvoir les intérêts de la compagnie.

R. Oui.

Q. Combien s'écoula-t-il de temps après que ceux des directeurs, qui n'avaient pas approuvé au préalable cette souscription, en eurent connaissance ?

R. Il s'écoula bien peu de temps.

Q. Combien de temps ?

R. Je ne pourrais pas préciser le temps.

M. WILLIAM ELLIOT, prête serment.

Interrogé par M. Mowat :

Q. Vous êtes le président actif de la Compagnie du chemin de fer du Nord ?

R. Non ; je ne le suis pas ; j'ai simplement agi comme président des assemblées du bureau, ayant été nommé provisoirement.

Q. Où est le président actuellement ?

R. Il n'est pas en ville.

Q. Quel est le président ?

R. M. William Thomson.

Q. M. William Thomson n'est pas en ville ; il est à Philadelphie ?

R. Oui.

Q. Depuis combien de temps est-il à Philadelphie ?

R. Depuis quatre ou cinq jours.

Q. Avez-vous été assigné par *subpoena* de comparaître, et avez-vous été requis de produire les livres de la compagnie ?

R. Oui.

Q. Les avez-vous apportés avec vous ?

R. Non, monsieur.

Q. Sont-ils en votre possession ?

R. Non, monsieur.

Q. Pourquoi ?

R. Je n'ai pas plus de contrôle sur ces livres qu'aucun autre directeur.

Q. Qui en a le contrôle ?

R. Ils sont en la possession du gérant en chef ou du trésorier. Je crois que le gérant en chef en a la garde.

Q. Alors M. Cumberland est la personne qui a le droit de les produire ?

R. Oui, monsieur.

M. F. W. CUMBERLAND continue à rendre son témoignage.

Q. Vous ne vous rappelez pas le temps auquel les directeurs ont eu connaissance de la souscription ?

R. Non. Je ne voudrais pas affirmer qu'ils n'en ont pas eu tous connaissance, mais je ne sais pas si tel est le cas.

Q. Avez vous eu plus tard avec eux quelque conversation au sujet de cette souscription ?

R. Eh bien ! on ne s'occupa plus de cette affaire.

Q. Est-ce qu'il y avait quelque raison de cacher cette souscription aux autres directeurs, ou à quelqu'un d'entre eux ?

R. Non ; il n'y en avait aucune.

Q. Vous n'aviez pas l'intention de la leur cacher ?

R. Non.

Q. Vous ne la leur avez pas cachée, alors ? Vous pensiez que s'ils ne s'étaient pas prononcés personnellement au préalable à l'égard de cette souscription, ils étaient parfaitement d'accord à l'approuver ?

R. Indubitablement, ils l'auraient approuvée.

Q. C'est en janvier 1-71, je crois, que vous avez dit que l'affaire avait eu lieu ? Les membres du bureau de direction se réunissaient souvent, je suppose, chaque semaine ?

R. Non ; les membres du bureau à cette époque se réunissaient très peu souvent.

Q. Combien de fois se réunissaient-ils ?

R. Ils se réunissaient sur convocation.

Q. Combien de fois en moyenne par mois ou par trimestre ?

R. Une fois peut-être dans trois semaines ou dans un mois.

Q. Quand a lieu votre assemblée annuelle ?

R. L'assemblée semestrielle a lieu généralement au commencement d'août.

Q. L'assemblée de 1871 a-t-elle eu lieu en août ?

R. Je le crois.

Q. Où se tient l'assemblée ?

R. A Toronto.

Q. Les directeurs eurent-ils tous connaissance de cette souscription avant la convocation de cette assemblée semi-annuelle, dans tous les cas ?

R. Je n'en suis pas certain ; je l'ignore.

Q. Vous ne savez pas s'ils en avaient eu connaissance, au moment de cette assemblée semi-annuelle ?

R. Je ne saurais le dire.

Q. Vous n'avez aucune impression à cette égard ?

R. Je serais plus en état d'en parler, si je pouvais me rafraîchir la mémoire en prenant connaissance des messieurs qui étaient alors membres du bureau.

Q. Vous ne pouvez pas dire en conséquence s'ils savaient tous alors, à l'époque de cette assemblée semi-annuelle, que l'affaire avait eu lieu ?

R. Je ne le puis pas.

Q. Comment cette souscription a-t-elle été consignée dans les livres au début ?

R. Il fut simplement fait une entrée au compte de l'honorable D. L. Macpherson, constatant que cette somme lui avait été payée.

Q. Elle ne fut pas alors portée au compte indéterminé ?

R. Elle ne fut pas portée ou placée au chapitre d'aucune dépense particulière.

Q. Avez-vous dans le grand livre un chapitre pour comptes indéterminés ?

R. Nous avons divers chapitres pour comptes indéterminés—mais nous n'avons pas de chapitre général pour ces sortes de comptes.

Q. Pourquoi cette somme fut-elle portée au compte de D. L. Macpherson ?

R. Parce qu'il était le trésorier de ce fonds et qu'il avait reçu l'argent.

Q. Mais il n'était pas débiteur de la compagnie ?

R. Cette somme demeura consignée au chapitre des comptes indéterminés jusqu'à ce qu'on pût la porter au chapitre de quelque service particulier.

Q. Pendant combien de temps est-elle restée au débit de D. L. Macpherson ?

R. Jusqu'au 30 juin 1875. Elle y est encore portée à son débit?

Q. Pourquoi avez-vous dit jusqu'au 30 juin 1875, puisqu'elle s'y trouve encore portée à son débit?

R. Parce que le 30 juin 1875, elle fut transportée au compte qui fut ouvert à propos de l'amalgamation du chemin de fer de Prolongement Nord, amalgamation qui eut l'effet de nous donner pour la première fois un compte à capital.

Q. Comment en disposa-t-on alors?

R. Elle fut alors portée le 30 juin 1875, au compte des bonus municipaux, des octrois du gouvernement, et des dépenses de la compagnie du chemin de fer du Nord, qui constituaient un nouveau chapitre.

Q. Me donnez-vous maintenant l'entrée qui fut faite à l'égard de cet item dans les livres de la Compagnie du chemin de fer du Nord?

R. Non.

Q. Dites-moi d'abord comment on en a disposé?

R. Au moyen d'une pièce justificative.

Q. Comment a été faite en juin 1875, l'entrée dans les livres de la Compagnie du chemin de fer du Nord à l'égard de cet item?

R. "Prolongement du chemin de fer du Nord, compte nouveau. Dt. à Divers."

Q. Parmi ces items se trouvait cette souscription, n'est-ce pas?

R. Oui.

Q. Balançant par là le compte de D. L. Macpherson dans les livres de la Compagnie du chemin de fer du Nord?

R. Oui.

Q. Est-ce de cette manière que cette transaction se trouve maintenant consignée dans les livres de la Compagnie du chemin de fer du Nord?

R. Oui. Depuis l'amalgamation en date du 3 juin, ce qui s'appelle le compte particulier du prolongement Nord a été autant le compte de la Compagnie du chemin de fer du Nord que l'autre; l'époque où a été ouvert le compte particulier de la compagnie du chemin de fer du Nord a commencé lors de l'amalgamation, en vertu d'un acte passé le 3 juin 1875, et le Prolongement devint alors partie et portion de la Compagnie du chemin de fer du Nord; mais, afin de garder cette acquisition comme représentant un montant en capital distinct des revenus, les charges et responsabilités que nous assumâmes en acquérant le Prolongement du chemin de fer à l'époque de l'amalgamation ont continué à figurer dans le compte que nous appelons le "Compte Particulier ou Nouveau" du Prolongement Nord.

Q. Depuis cette époque avez-vous eu une série de livres séparé pour le Prolongement du chemin de fer du Nord?

R. Oui.

Q. Vous avez des livres séparés, le compte de la compagnie amalgamée étant en effet celui du Prolongement du chemin de fer du Nord, je présume?

R. Oui; c'est le compte que nous avons ouvert par suite de l'amalgamation.

Q. A partir de cette date vous avez porté cet item au compte nouveau du Prolongement du chemin de fer du Nord, dites-vous?

R. C'est cela.

Q. A-t-il été transporté à cette époque d'autres items du chemin de fer du Nord dans ce compte?

R. Il y a eu deux autres items de transportés. L'un de ces items était un billet de William Hamilton et fils, pour \$2,616, et l'autre, un billet de moi-même en propre pour \$12,593.21.

Q. Ces deux autres items avaient-ils été portés respectivement au débit d'Hamilton et fils, ainsi qu'à votre débit dans ces comptes?

R. Oui.

Q. Par l'ordre de qui ces entrées ont-elles été faites?

R. Par mon ordre.

Q. Le bureau des directeurs avait-il ordonné de faire ces entrées?

R. Non.

Q. Ces entrées ont-elles été faites avec l'approbation du bureau?

- R. Non.
- Q. Les directeurs n'en connaissaient rien auparavant ?
- R. Non ; j'avais donné ordre de faire ces entrées de ma propre autorité.
- Q. Sans avoir aucune communication quelconque avec le bureau des directeurs ?
- R. Oui.
- Q. Et hors la connaissance du bureau ?
- R. C'est-à-dire, hors sa connaissance que je sache.
- Q. Certains membres du bureau savaient-ils que vous alliez faire faire ces entrées ?
- R. Je ne le crois pas ; je n'en ai pas consulté aucun.
- Q. Les membres du bureau savaient-ils que ces trois items étaient portés au débit de ces personnes respectivement, avant cela ?
- R. Je ne crois pas qu'ils le sussent.
- Q. Vous ne croyez pas, alors, que le bureau des directeurs savait qu'il y avait cette somme de \$2,500 de portée au débit de D. L. Macpherson ?
- R. A moins qu'ils n'aient examiné le bilan.
- Q. Cette somme figurait-elle dans le bilan ?
- R. Oui.
- Q. Ainsi portée ?
- R. Oui.
- Q. Avez-vous ce bilan en votre possession ici ?
- R. Non ; mais je le produirai.
- Q. Le bureau des directeurs savait-il que cette somme de \$2,616 était portée au débit d'Hamilton et fils ?
- R. De la même manière, seulement par le bilan.
- Q. Avaient-ils eu connaissance des \$12,593.21 ?
- R. De la même manière.
- Q. Ont-ils jamais demandé ce que signifiaient ces entrées ?
- R. Je ne puis dire.
- Q. Le bilan est-il ou non un document considérable ? Combien contient-il d'items ou de feuillets, à peu près ?
- R. Il couvre environ quatre pages de papier-tellière, je pense.
- Q. C'est-à-dire, les items portés au côté du débit ?
- R. Oui.
- Q. Et ces items se trouvaient du nombre ?
- R. Oui.
- Q. Cet item de \$2,500 se trouve-t-il encore porté comme l'un des items du compte nouveau du Prolongement du chemin de fer du Nord ?
- R. Oui ; il s'y trouve porté comme item indéterminé.
- Q. Vous avez mentionné un autre item comme ayant été transporté ce jour-là et qui est le billet de William Hamilton et fils pour \$2,616. Devaient-ils ce montant ?
- R. Non.
- Q. Depuis combien de temps avait-il été porté à leur débit ?
- R. Depuis le 21 octobre 1871.
- Q. Leur avait-on payé ce montant ?
- R. On leur avait donné un billet.
- Q. Payable par la compagnie ?
- R. Oui ; par la compagnie.
- Q. Et ce billet a été payé par la compagnie ?
- R. Oui.
- Q. Et la compagnie a eu valeur et considération pour ce billet ?
- R. Eh bien ! oui, la compagnie en a reçu la valeur.
- Q. La compagnie avait-elle eu des transactions avec Hamilton et fils au temps ou auparavant que le billet fut donné ?
- R. Oui, depuis le commencement de 1871 à venir jusqu'à 1873, elle avait eu avec eux un grand nombre de transactions ?
- Q. Aviez-vous eu alors avec eux un règlement des comptes s'étendant jusqu'à cette date ?

R. De 1871 à 1873 nous avons eu un grand nombre de transactions et de contrats avec Hamilton et fils.

Q. Avez-vous eu un règlement de compte avec eux vers le 21 octobre 1871, époque où ce billet fut donné ?

R. Je ne m'en souviens pas ; je crois cependant qu'il y avait une balance d'établie entre nous à chaque semestre.

Q. Ce montant, néanmoins, demeura toujours porté à leur débit ?

R. Oui ; tantôt un montant un peu plus considérable, tantôt un montant moins considérable à chaque semestre.

Q. Pourquoi ce montant fut-il laissé à leur débit ?

R. Parce que le montant de ce billet était appliqué à différentes affaires de la compagnie.

Q. Alors ils n'ont point donné de valeur pour ce billet ?

R. Hamilton et fils n'ont point donné de valeur pour ce billet.

Q. Alors ce billet était destiné à quelque autre fin ?

R. Pour des affaires de bonus.

Q. A qui ?

R. Je ne saurais le dire ; mais je puis affirmer que la distribution des deniers employés pour d'autres fins a eu lieu à l'époque que nous luttons contre la compagnie Midland.

Q. Pour quel objet cet argent a-t-il été appliqué ?

R. Il a été appliqué à défrayer les frais et rémunération accordés aux diverses délégations organisées dans le pays, et les dépenses locales encourues au sujet de l'opposition faite à la compagnie Midland.

Q. Avez-vous un compte des particularités pour lesquelles cet argent a été payé ?

R. Je n'en ai pas.

Q. Pourquoi ce montant fut-il laissé au débit de MM. Hamilton et fils, lorsqu'ils ne devaient rien de tel ?

R. Parce que c'était pour des services secrets.

Q. Et ce compte est demeuré indéterminé depuis cette époque jusqu'à ce jour ?

R. Jusqu'à ce qu'il se présentât une occasion de le porter à un compte pour capital. Afin de le déterminer et d'effectuer alors à son égard des provisions au moyen d'un capital, nous travaillions pour nous procurer un capital à cette même époque.

Q. Que voulez-vous dire par là ?

R. Nous cherchions à obtenir la passation d'une loi en vertu de laquelle la compagnie du chemin de fer du Nord pût prélever de nouveaux fonds pour divers objets ; nous n'avions pas de compte ouvert à capital à l'époque de ces transactions, et nous suspendîmes les entrées par anticipation des pouvoirs que nous avons obtenu depuis.

Q. Est-ce que cet argent a été déboursé par Hamilton et fils ?

R. Non ; il fut déboursé, sujet au contrôle d'un certain nombre de messieurs, intéressés comme moi dans cette affaire.

Q. Hamilton et fils avaient-ils reçu cet argent ?

R. Non ; ils avaient reçu un billet, dont le montant fut employé sous le contrôle des personnes intéressées dans le chemin de fer de Muskoka et du Nord et payé à des personnes demeurant dans les localités sur la ligne des territoires contestés, ainsi qu'à des particuliers qui étaient partis comme délégués de Toronto dans ce but.

Q. Qui a réglé ainsi l'emploi de cet argent ?

R. Le président de la compagnie du chemin de fer du Nord à cette époque, M. Robinson, M. Wilson, le ci-devant associé de l'honorable Frank Smith, et beaucoup d'autres personnes. M. Smith, percepteur des douanes, qui avait été l'un des directeurs dans notre compagnie, en était un.

Q. Était-il directeur à cette époque.

R. Je ne suis pas certain s'il l'était à cette époque ; il l'était très peu de temps avant, dans tous les cas.

Q. Et il a aidé à régler l'emploi de cet argent ?

R. Je ne sache pas qu'il ait prêté son concours dans cette affaire, mais nous savions tous l'emploi que l'on faisait de cet argent.

Q. L'argent lui a-t-il été payé ?

R. Non ; pas à ma connaissance.

Q. En a-t-il eu une partie ?

R. Oui ; je le crois.

Q. Combien en a-t-il eu ?

R. Ils se sont mis comme tous les autres en campagne, cabalant et travaillant, et nos dépenses nous étaient payées. J'ignore combien de cet argent il a eu, et je ne sache pas qu'il en ait eu du tout personnellement. Les services étaient gratuits.

Q. Est-ce qu'il y a eu pour le même objet d'autre somme de dépensée en sus du montant de ce billet ?

R. Non par la compagnie du chemin de fer du Nord.

Q. Il n'y a pas eu d'autres sommes d'argent de prises sur les fonds de la compagnie du chemin de fer du Nord ?

R. Cette somme a été la seule qui ait été prise sur les fonds de cette compagnie et dépensée dans cette campagne.

Q. Quant à l'item suivant de \$12,593.21. Depuis combien de temps ce montant était-il demeuré à votre débit dans les livres de la compagnie du chemin de fer du Nord ?

R. Depuis 1873, de bonne heure.

Q. Pouvez-vous me donner les particularités concernant les billets qui représentent ce montant ?

R. Il y avait deux billets, dont l'un fut donné le 30 juin 1869, pour \$2,181.29, et l'autre, le 15 avril 1873, pour \$10,411.92.

Q. C'étaient des billets donnés par vous-même à la compagnie ?

R. Oui ; c'était de mes billets souscrits en faveur de la compagnie.

Q. A quelle occasion a été souscrit le premier de ces billets, celui de \$2,181.29 ?

R. La raison pour laquelle j'avais souscrit ces deux billets, c'est parce que l'on portait à mon compte des dépenses, qui, en réalité, appartenaient à la compagnie, dépenses dont j'étais chargé et dont je suis encore chargé, mais qui devaient m'être remboursées, comme je le prétends, à ces dates, pour services rendus et dont le montant avait été porté à mon compte particulier, et c'était aussi pour dégager mon compte particulier qui paraissait avoir été soutiré, et pour pourvoir, de fait, à mes besoins personnels, auxquels je pouvais à peine satisfaire par suite de ce que ces dépenses avaient été portées contre moi.

Q. Le bureau des directeurs a-t-il considéré ces items au même point de vue que vous ?

R. Le bureau n'a jamais été appelé à se prononcer à cet égard, parce que la discussion de ces questions eût été prématurée, tant que le compte à capital, dont j'ai parlé plus haut, ne nous eut pas été ouvert, et d'ailleurs, refusant de profiter de ma position officielle pour faire disparaître ces items de mon compte, je donnai un billet.

Q. A-t-il été ouvert contre vous un compte, dans lequel ces billets ont été portés ?

R. Ces billets sont ceux qui, avec les items de Macpherson et d'Hamilton, ont été transportés le 30 juin 1875, des comptes de la compagnie du chemin de fer du Nord aux comptes de la compagnie du Prolongement.

Q. Comment avaient été entrés ces billets avant ce transport ?

R. Ils figuraient dans le compte des effets à recevoir.

Q. De sorte qu'ils ne paraissaient pas portés à votre débit ?

R. Non.

Q. Quelqu'un des directeurs savait-il que vous aviez donné ces billets ?

R. Je ne saurais le dire ; j'ai agi en cela sur ma propre responsabilité de la même manière que les autres agissaient.

Q. Vous ignorez si les directeurs eurent connaissance de ces billets à l'époque où vous les avez donnés ? En ont-ils jamais eu connaissance ?

R. Je ne sache pas qu'ils en aient eu connaissance. Je ne pense pas que ce fait leur ait été connu avant que le président, M. Thomson, le 20 mars de cette année, en eut pris connaissance et examiné à fond toute cette affaire.

Q. Dois-je comprendre qu'en outre et en sus du salaire et autres items, vous avez tiré jusqu'au montant de ces deux billets, sans que les directeurs n'en aient eu connaissance, savoir, jusqu'au montant de \$12,593 ?

R. C'était pour un compte qui avait été soutiré antérieurement.

Q. Antérieurement à quelle date ?

R. A la date de ces deux billets.

Q. Alors vous avez soutiré votre compte jusqu'au chiffre élevé de \$12,593, sans que les directeurs en aient eu connaissance ?

Par M. Cameron :

Q. Est-ce qu'il ne figure pas toujours dans le bilan semestriel ?

R. Il y a figuré jusqu'à ce qu'il eut été converti en billets.

Par M. Mowat :—

Q. Mais ces items n'ont pas figuré contre vous personnellement dans le bilan après avoir été convertis en billets ?

R. Non.

Par M. Cameron :

Q. Ils figurèrent alors comme effets à recevoir ?

R. Oui.

Par M. Mowat :

Q. Alors je dois comprendre que vous avez ainsi soutiré votre compte sans que les directeurs ne se soient aperçus de l'opération ?

R. Je le pense. J'ignore s'ils en ont jamais eu connaissance ou non. Je n'en ai jamais fait mention.

Q. A aucun des directeurs ?

R. A aucun d'eux, je ne le pense pas. Je pourrais peut-être en avoir parlé au président. Les présidents d'aujourd'hui sont toujours en étroite communication avec moi.

Q. Quels étaient les présidents à cette époque ?

R. De 1869 à 1873 M. Beverley Robinson a été président jusqu'au moment où il a été remplacé il y a environ deux ans par M. Thomson.

Q. M. Thomson est devenu président en 1874 ?

R. Je le crois.

Q. Que sont devenus ces billets depuis que vous les avez souscrits ?

R. Ils sont demeurés sous la garde de la compagnie.

Q. Qu'entendez-vous par ces mots "sous la garde de la compagnie" ?

R. Ils sont demeurés sous la garde de M. Hamilton jusqu'à l'époque où ils ont été transportés à la compagnie de Prolongement, et depuis lors ils ont été sous la garde du commis qui tient les comptes de la compagnie de Prolongement du chemin de fer du Nord.

Q. Alors ces mêmes billets existent encore aujourd'hui ?

R. Oui.

Q. Sont-ils revêtus de timbres ?

R. Non.

Q. Les comptes de la compagnie ont été examinés par des auditeurs de temps à autre ?

R. Oui.

Q. Une fois par année, ou combien de fois ?

R. A chaque semestre.

Q. Combien y a-t-il d'auditeurs aujourd'hui ?

R. Deux.

Q. Qui sont-ils ?

R. M. Gamble et M. Graham.

Q. Depuis combien de temps sont-ils auditeurs ?

R. M. Gamble a été auditeur depuis un bon nombre d'années.

Q. Août 1869 ?

R. Je le crois.

Q. Et M. Graham ?

R. M. Graham, depuis deux ans.

Q. Qui a été le prédécesseur de M. Graham ?

R. M. Osler.

Q. Après que ces entrées eurent été faites, les auditeurs ou quelqu'un d'entre eux ont-ils demandé des explications touchant ces items ?

R. Non.

Q. N'avez-vous jamais été requis de fournir aucune explication à cet égard, tant que M. Thomson n'a pas eu fait de recherches cette année ?

R. Non.

Q. L'entrée que vous avez ordonnée de faire le 30 juin 1875, c'était de porter ces billets au compte du capital ?

R. Non ; j'avais ordonné de les transporter des livres de recettes de la compagnie du chemin de fer du Nord proprement dite au compte spécial de la compagnie du Prolongement ?

Q. C'était pour des sommes soutirées pour le compte de la compagnie, et non pas pour votre propre compte ?

R. C'était pour des sommes soutirées à l'occasion de dépenses que j'avais faites pour le compte de la compagnie, et qui avaient été portées dans mon compte particulier, et dont je m'étais débarrassé, parce qu'elles devenaient de plus en plus gênantes, en les convertissant en billets.

Q. Dans votre compte particulier, il y avait deux chapitres différents, l'un concernant l'achat du vapeur *Chicora*, et l'autre, des dépenses pour des fins politiques. Avez-vous des particularités quant à ces items ?

R. J'en ai.

Q. Les avez-vous ici ?

R. Non.

Q. Savoir, les items composant la somme de \$12,593, qui représentent les dépenses dont on devrait vous décharger, suivant vous ?

R. J'ai l'item concernant le "*Chicora*," et j'ai les items qui réunis représentent les montants dans mes propres comptes personnels.

Q. En conséquence, vous pourriez fournir les détails, je présume, s'ils vous étaient demandés ?

R. J'ai les détails.

Q. Vous dites qu'une partie de ces items était pour l'achat du vapeur "*Chicora*" ? Est-ce que cet achat a été fait pour le compte de la compagnie ?

R. En 1871, le vapeur "*Chicora*," qui avait navigué pendant plusieurs années comme l'un des bateaux de la ligne de Collingwood et du lac Supérieur, était sur le point de se vendre au colonel Sibley, de "*Silver Islet*," lequel le destinait à tenir la ligne d'opposition entre la tête du lac Supérieur et Détroit, et je pensai, comment le "*Chicora*" était le meilleur des vapeurs que nous possédions dans ces eaux, qu'il vaudrait autant fermer notre ligne que de le perdre ; aussi, après avoir examiné comment il serait possible de le garder dans cette ligne, je conclus que le seul moyen d'y réussir serait de l'acheter à l'insu de Sibley.

Q. En êtes-vous devenu l'acquéreur, alors ?

R. J'étais anxieux de le faire acheter, afin de le retenir dans la ligne, et dans ce but je formai une société appelée à souscrire les fonds et à acheter ce steamer, me chargeant moi-même de trouver le tiers du capital nécessaire à cette société.

Q. Quel devait être en tout le montant de ce capital ?

R. Le prix de cette acquisition s'élevait en tout à environ \$60,000.

Q. Quel est sur cette somme le montant qui fut pris dans la caisse de la compagnie ?

R. D'après une décision prise à cette époque, je ne devais pas me charger les épaules de ce lourd fardeau, mais l'on devait procéder de la manière suivante : La compagnie ne pouvant pas, d'après la loi, faire elle-même l'acquisition de ce vapeur, j'entrepris, en conséquence, de le conserver en l'achetant pour la ligne, et je pris en mon propre nom un tiers du capital souscrit, tout en me proposant d'en faire le transfert à la compagnie. Ainsi, la compagnie devait me fournir la moitié de l'argent pour rencontrer le tiers du capital que je souscrivais dans cette entreprise.

Q. Alors le prix d'acquisition était de \$60,000, votre tiers s'élevait à \$20,000, et la compagnie devait fournir la moitié de ces \$20,000 ?

R. Oui.

Q. La compagnie a-t-elle fourni la moitié des fonds ?

R. Non.

Q. Combien a-t-elle fourni ?

R. \$7,600.

Q. Prétendez-vous dire que les directeurs de la compagnie avaient convenu de fournir ce montant ?

R. Non ; voici quel était le programme : d'abord, il fallait s'assurer du vapeur ; ensuite, dans ce but, je devais me charger d'un tiers dans le prix d'acquisition. N'ayant pas les moyens de m'engager pour un tiers du capital, je pris alors sur moi, comme représentant la compagnie, d'en souscrire au moins la moitié.

Q. Quand avez vous transporté à la compagnie la moitié du capital que vous avez payé pour cette acquisition ?

R. Ce que je veux dire, c'est qu'après que la compagnie eut payé les \$7,600, je dus trouver la balance sans avoir recours du tout à la compagnie.

Q. La compagnie n'ayant pas fait l'acquisition du vapeur, elle n'y avait donc aucun intérêt ?

R. Elle y avait tout l'intérêt du monde.

Q. Comment ont été payées les \$7,600 ?

R. Elles ont été payées par une traite de la compagnie, faite par moi-même.

Q. C'est-à-dire, vous avez tiré sur la compagnie, et la compagnie a payé cette traite ? Et c'est la seule somme d'argent, qui, dans l'affaire du "Chicora," a été prise sur les fonds de la compagnie ?

R. Oui.

Q. Le "Chicora" est-il encore employé sur cette ligne ?

R. Oui, mais il est désarmé.

Q. Comment fut portée dans les livres cette somme de \$7,600 ?

R. Elle fut portée au compte des "dépenses parlementaires."

Q. Au compte des "dépenses parlementaires." Quant fut faite cette entrée.

R. Au temps de la traite.

Q. Quelle était la date de cette traite ?

R. Le 28 février 1873.

Q. C'est-à-dire, une traite en votre faveur sur le trésorier de la compagnie ?

R. Non ; en faveur de mon fils. Je me trouvais alors à Montréal.

Q. Était-il ordonné par cette traite qu'elle fût portée au compte des "dépenses parlementaires ?"

R. Oui, il y était ordonné que le montant en fut porté aux "dépenses parlementaires ?"

Q. Et on se conforma à tel ordre ?

R. On s'y conforma.

Q. Ce fait fut-il mentionné au bureau des directeurs ?

R. Je devrais plutôt dire que ce que l'on prétendait faire, c'était de porter le paiement de cette somme effectuée sur l'acquisition du "Chicora," au chapitre des items indéterminés, comme il n'y avait pas aucun chapitre particulier auquel on pût l'assigner. Il s'agissait simplement de l'entrer quelque part jusqu'à ce que l'on pût en disposer d'une autre manière. Dans ce cas, une entrée quelconque en vaut une autre, et cette somme, en conséquence, a continué à figurer dans ce chapitre comme item indéterminé jusqu'à ce jour.

Par le Président :

Q. Je présume qu'il y avait à cette époque un compte d'ouvert pour les "dépenses parlementaires ?"

R. Il y a toujours un compte d'ouvert pour les "dépenses parlementaires."

Par M. Mowat :

Q. Vous avez reçu, je présume, une cédule de la vente du vapeur des anciens propriétaires, lorsque vous avez fait cette acquisition ?

R. Oui, de Milloys.

Q. Et à qui a été cédé et vendu le vapeur ?

R. A l'honorable Frank Smith, M. Noah Barnhart et à moi-même. (Il y eut plus tard un changement d'effectué, voir la suite.)

Q. Vous étiez les trois associés ?

R. Oui.

Q. Frank Smith était-il alors l'un des membres du bureau de direction ?

R. Non ; il n'en est devenu membre que depuis l'époque de l'amalgamation.

Q. M. Barnhart était-il membre du bureau ?

R. Non.

Q. Il n'en a jamais fait partie ?

R. Oui ; il en a fait partie pendant quelques mois, après la date de l'amalgamation.

Q. Ce billet n'est pas porté à votre débit ? Il est entré comme étant de \$8,000 ?

R. Oui ; il y a eu une traite pour \$8,000, mais le paiement effectué sur le vapeur n'a été que de \$7,600.

Q. Ainsi vous avez reçu \$8,000 pour le compte de la compagnie ?

R. Oui.

Q. Mais cette somme n'a jamais été portée à votre débit ?

R. Non ; elle a été portée aux "dépenses parlementaires" ?

Q. Mais, d'après ce que je comprends, ces \$12,593 ont été portées à votre compte ?

R. Oui, mais cette somme de \$8,000 ne forme pas partie des billets. J'avais payé les deux premiers versements sur le vapeur, soit \$9,166.34, comme représentant ma part des versements, qui devenaient dûs pour cette acquisition en 1872. Ensuite, en mars, 1873, devint dû le versement pour lequel fut faite la traite en question, et pour lequel la compagnie fournit les fonds. C'était cette somme de \$7,600 dont il a été question en parlant de \$8,000.

Q. Dites-vous maintenant que cette somme de \$8,000 se trouve ou ne se trouve pas comprise dans les \$10,411.92 ?

R. Elle ne s'y trouve pas comprise.

Q. Est-ce qu'il y a eu de fait sur le "Chicora" quelque paiement qui se trouve inclus dans cette somme de \$10,411.92 ?

R. Oui. Le 31 décembre 1873, la compagnie donna une traite pour \$6,245.02 sur le versement qui devenait dû à cette époque.

Q. Dites-vous que ce montant a été inclus dans les dépenses ?

R. Je dis que ce montant fut porté et inclus dans mon compte particulier à la date de la traite, le 31 décembre 1873.

Q. Ce montant est-il compris dans le billet de \$10,411.92 ?

R. Oui.

Q. Ce billet porte la date du 15 avril 1873, et le billet dont vous parlez maintenant a été fait dans le mois de décembre de cette année. Comment ce montant pouvait-il se trouver compris dans les \$10,411 ?

R. Si je me trompe, c'est parce que mon commis m'a induit en erreur. (Ici le témoin consulta son commis.) Oui ; c'est une erreur cléricale que la date de décembre. Le paiement a été fait le 10 janvier 1873.

Q. Quel paiement ?

R. Le paiement de \$6,245.02, qui eut lieu au moyen de la traite de la compagnie, et qui fut porté à mon compte.

Q. Quel autre item se trouvait compris dans le billet de \$10,411 ?

R. Un item pour des services portés à mon compte.

Q. Quels étaient ces services ?

R. Ces services avaient rapport à mes élections pour la représentation d'Algoma et de Cardwell, services qui devaient être payés par la compagnie suivant moi.

Q. Quelle était la somme sur cette balance pour ces services ?

R. La balance complète des \$10,411 était pour ces services.

Q. Vous avez été candidat pour la représentation d'Algoma ?

R. Je l'ai été et je fus élu député.

Q. C'était à l'élection de 1867 ?

R. C'était à la première élection après la Confédération.

Q. Était-ce la même année que vous avez brigué les suffrages des électeurs de Cardwell ?

R. Non ; je me suis présenté à Cardwell en 1871.

Q. Était-ce pour la Chambre des Communes ?

R. Non ; pour celle d'Ontario.

Q. Est-ce qu'il y a eu d'autres sommes de prises sur les fonds de la compagnie pour défrayer vos dépenses d'élection en sus de la balance provenant des \$10,411 ?

R. La compagnie réellement n'a rien payé pour mes dépenses d'élection. Je les ai payées moi-même, et j'ai donné mon billet pour ces dépenses.

Q. C'est-à-dire, vous avez donné ce billet de \$10,411.92 ?

R. Oui.

Q. L'argent fut d'abord pris sur les fonds de la compagnie, porté à votre compte, et ensuite inclus dans le billet que vous avez donné ?

R. Les traites furent tirées sur mon salaire. Je tirai sur la compagnie, et les montants furent portés d'une manière régulière à mon compte particulier.

Q. Pendant l'élection ?

R. Oui.

Q. Quel a été sur les \$10,411.92 le montant absorbé pour vos dépenses d'élection et dont la compagnie était tenu, à votre avis, de vous décharger ?

R. Je crois que ma réclamation contre la compagnie serait plus considérable que cette balance restant sur les \$10,411, déduction faite du montant porté par le "Chicora," savoir, \$4,166.

Q. Quel serait le surplus sur ce montant ?

R. Eh bien ! probablement ce surplus serait de \$800 à \$1,000.

Q. C'est-à-dire, en sus et en outre des \$4,166 ?

R. Oui ; et je crois avoir fait une estimation plutôt trop basse que trop élevée.

Q. Est-ce qu'il y a eu d'autres sommes d'argent de la compagnie d'appliquées aux dépenses d'élection, outre celles que vous venez de mentionner ?

R. Oui.

Q. Quelles sont ces autres sommes ?

R. Nous avons défrayé les dépenses de M. Robinson comme candidat à la représentation d'Algoma dans l'élection de 1872.

Q. A combien s'élevèrent ces dépenses ?

R. A environ \$5,000.

Q. A \$5,000 exactement.

R. Non ; à \$5,440.68.

Q. Cette somme a-t-elle été payée en une seule et même fois ?

R. Non ; en plusieurs fois.

Q. Au moyen de traites ?

R. Oui, et en liquidation de comptes faits pour des dépenses légitimement encourues.

Q. En traites tirées par qui ?

R. En traites tirées d'Algoma, en bons pour comptes spéciaux, dépenses encourues, etc.

Q. Quand ont été faits les paiements, qui s'élèvent à ce montant—entre quelles époques ?

R. Entre le 22 juillet 1872, et octobre 1872.

Q. Avez-vous ici les particularités ?

R. Oui.

(Le témoin remet un état à M. Mowat.)

Q. Cet état est intitulé "élection d'Algoma." Cet item est-il ainsi porté dans les livres ?

R. Oui.

Q. Est-ce qu'il y a un compte dans les livres pour l'élection d'Algoma, c'est-à-dire dans les livres de la compagnie du chemin de fer du Nord ?

R. Oui.

Par le Président :—

Q. Ce compte était-il ouvert à cette époque ?

R. C'est une pièce justificative.

Par M. Mowat :—

Q. Quand furent faites les entrées ?

R. Le 31 octobre 1872.

Q. Elles ont été faites à une même date ?

R. Oui.

Q. Tout l'argent avait-il été payé avant cette date ?

R. Oui.

Q. Est-ce qu'il n'y a pas eu d'autres sommes de payées depuis pour le même objet ?

R. Non.

Q. Les dépenses de votre élection ont-elles été entrées de la même manière ?

R. Elles ont été portées contre moi dans mon compte.

Q. Est-ce qu'il n'a pas été fait au préalable quelque arrangement pour que les dépenses de M. Robinson fussent payées par la compagnie ?

R. Comme M. Robinson était notre président, je le priai de se présenter comme candidat à la représentation d'Algoma, et je lui proposai que s'il se présentait, nous paierions les dépenses d'élection.

Q. Est-ce qu'il y a eu quelque résolution d'adoptée par le bureau à cet effet ?

R. Non ; il n'en a été adoptée aucune.

Q. Cette question a-t-elle été discutée par le bureau en assemblée ?

R. Non.

Q. En avez-vous parlé à d'autres membres du bureau à part le président ?

R. Non ; j'ai agi de moi-même.

Q. M. Robinson était-il président à l'époque qu'il s'est présenté ?

R. Oui.

Q. Et il a continué à l'être pendant quelque temps après ?

R. Oui.

Q. Ces entrées furent faites le 31 octobre 1872, de cette manière-là ?

R. Oui.

(Le document ici exhibé au témoin fut produit et marqué "Pièce A," voir plus bas.)

Q. C'est un état correct, extrait des livres ?

R. Oui.

Q. Vous dites que cette entrée a été faite en octobre ; 1872, mais quelques-unes de ces traites ont été datées dès le mois de juillet,—il y en a une de datée en juillet, l'autre dans le mois d'août ?

R. Toutes ces traites ont été portées dans mon compte particulier.

Q. Et elles ont été toutes transportées de votre compte particulier, en octobre 1872 ?

R. Oui.

Q. Ce compte pour l'élection d'Algoma figure-t-il encore dans les livres ?

R. Cet item est maintenant entré dans les livres comme vous le voyez.

Q. Figure-t-il maintenant dans les livres comme suit : "Election d'Algoma, \$5,440.68" ?

R. Cet item a été transporté au compte des "frais judiciaires et parlementaires."

Q. Quand ce transport a-t-il eu lieu ?

R. Le 31 octobre 1872, il a été transporté aux chapitres suivants : "Dépenses contingentes," "Dépenses parlementaires" et "frais judiciaires," et tous les mois il en a été portée, savoir, un tiers à chacun de ces chapitres.

Q. Pendant combien de mois ?

R. Pendant environ deux ans, je crois.

Q. Cet item a maintenant disparu complètement ?

R. Oui.

Q. Est-ce qu'il existe maintenant dans les livres un compte contre M. Robinson ?

R. Oui.

Q. Quelle en est la raison ?

R. Comme président, pendant tout le temps qu'il a occupé cette charge, et maintenant comme directeur. Nous avons ouvert un compte pour chaque directeur.

Q. Est-ce qu'il n'y a pas une balance considérable à son débit.

R. Oui.

Q. Doit-il cette balance ?

R. Eh bien ! il la conteste.

Q. Pourquoi la conteste-t-il ?

R. D'abord, parce qu'il prétend qu'il a dépensé une partie de cette somme au service de la compagnie, et, surtout, parce que ses appointements comme président ont été moindres que ceux de son prédécesseur.

Q. Quelle est la balance qui est maintenant portée à son débit ?

R. Environ \$4,900.

Q. Quel montant prétend-il avoir dépensé sur cette somme au service de la compagnie ?

R. Je l'ignore.

Q. Avez-vous eu avec lui quelque conversation à ce sujet ?

R. J'ai eu plusieurs conversations, et j'ai correspondu au sujet des réclamations pour ses dépenses faites et ses services rendus dans l'intérêt de la compagnie, ainsi qu'au sujet de la question de lui faire obtenir des appointements aussi élevés que ceux de son prédécesseur. S'il eût reçu les mêmes appointements, il y aurait eu une balance à son crédit et non à son débit.

Q. Combien réclame-t-il pour les dépenses qu'il a encourues et dont la compagnie devrait le décharger ?

R. Je l'ignore.

Q. Depuis combien de temps cette somme de \$4,900 a-t-elle été portée à son débit ?

R. Cette somme s'est accumulée depuis plusieurs années.

Q. Avez-vous ici les particularités touchant cet item ?

R. Non ; je les ai montrées à M. Miall ce matin.

Q. Je vois d'après cet état qu'en 1871, 1872 et 1873, il y a certains montants considérables pour effets à recevoir, dans chacune de ces années, et qu'il y a six billets représentant des sommes élevées, portés au compte de M. Robinson durant ces trois années. Étaient-ce des billets de la compagnie ?

R. Oui.

Q. Tous ces billets ?

R. Oui.

Q. Quel salaire devait-il avoir ?

R. \$1,000 par année, savoir, \$500 par année comme président, et \$500 comme directeur.

Q. Ces sommes étaient-elles portées à son crédit de temps à autre ?

R. Oui.

Q. Pourquoi lui avait été donné le premier de ces billets, savoir, celui de \$1,000, le 27 octobre 1871 ?

R. La compagnie le lui avait donné en à-compte de ses réclamations.

Q. Était-ce pour des services rendus pour la compagnie ?

R. Je l'ignore.

Q. Qui lui a donné ce billet ?

R. Il lui a été donné sur mon ordre, je présume.

Q. Savez-vous pourquoi ce billet lui a été donné ? Était-ce pour quelque affaire concernant la compagnie ?

R. Je présume que c'était pour lui permettre de soutirer son compte—pour lui payer d'avance son salaire.

Q. Vous croyez qu'il devait employer ce montant pour ses affaires personnelles ?

R. Je le crois.

Q. Alors vous lui avez donné en mai 1872, \$500 ; pourquoi était-ce ?

R. J'ignore pourquoi c'était. Je présume que c'était pour le même objet.

Q. Ensuite, le 1er octobre 1872, il a reçu \$1,000 ; pourquoi cette somme lui a-t-elle été donnée ?

R. Dans le même but. Vous voudrez bien remarquer que le montant collectif de tous ces billets représentait le même salaire que l'on avait payé à M. le juge Morrison, lorsqu'il était notre président.

Q. Mais vous ne donniez pas à M. Robinson le même salaire qu'à M. le juge Morrison ?

R. Non, mais je me proposais de lui faire obtenir le même salaire qu'avait reçu son prédécesseur.

Q. Et parce que vous vous proposiez d'en agir de la sorte à son égard, alors vous lui avez payé ces montants.

R. Je ne voudrais pas dire que j'eusse pris à cet égard une décision définitive ; mais je voyais que sa réclamation était fondée, et lorsque arriverait le temps où je pourrais faire valoir mon influence, je travaillerais à la lui faire payer.

Q. Et, en conséquence, vous lui avez donné ces billets de temps à autre.

R. Oui ; voilà la raison qui me faisait agir.

Q. Avez-vous informé le bureau de votre conduite dans cette affaire ?

R. Je ne pense pas que le bureau connût ce que je faisais.

Q. C'était simplement une affaire entendue entre vous et M. Robinson ?

R. J'ai agi de moi-même ; c'est-à-dire je le présume. Il peut, néanmoins, avoir obtenu quelques autres billets du secrétaire hors ma connaissance.

Q. De plus je trouve que le 11 septembre 1872, il lui a été donné un autre billet de \$400 ; pourquoi était-ce ?

R. Mes réponses précédentes s'appliquent à ce billet.

Q. Le 15 juillet 1873, il a reçu encore \$1,050, n'est-ce pas ?

R. La même réponse s'applique dans ce cas.

Q. Le 1er octobre, 1873, vous lui avez donné un billet de \$2,000 ?

R. Je suis sous l'impression que ce billet se rapporte en partie aux dépenses qu'il a faites comme notre président, c'est-à-dire, aux "dépenses parlementaires."

Q. Vous sollicitiez alors la passation d'une loi ?

R. Oui.

R. Quelqu'une des autres sommes était-elle pour des "Dépenses parlementaires."

R. Je ne pourrais le dire de mémoire, mais je ne doute pas qu'une partie de ces sommes ne le fût. Il était nécessaire d'encourir à Ottawa certaines dépenses que nous avons cru de notre devoir de payer.

Q. Mais il n'y eût pas d'entrées de faites dans les livres à leur égard ?

R. Non ; elles furent portées au compte particulier de M. Robinson.

Q. Est-ce que quelqu'une de ces sommes a été employée à défrayer des dépenses d'élection ?

R. Non.

Q. Dans la pièce A, qui renferme nombre d'items pour dépenses d'élection dans Algoma, je vois le nom d'un M. Cameron, qui s'y trouve mentionné. Après cette élection avez-vous payé quelques sommes d'argent à une personne qui y demeurerait, et du nom de Cameron ?

R. Cameron y tenait une auberge, où logeait notre agent. Je n'ai pas de doute que ce compte ne soit un compte d'aubergiste.

Q. Vous avez payé \$70 par mois à un certain M. Cameron après l'élection ?

R. Oui ; c'est le même homme, il était notre agent.

Q. Pour combien de temps l'avez-vous payé ?

R. Pour la saison de la navigation, c'est-à-dire, pour tout le temps qu'il a agi pour nous comme l'agent de la ligne au Sault Ste. Marie.

Q. Pendant combien de temps a-t-il ainsi agi pour vous ?

R. Je ne saurais le dire de mémoire.

Q. Et vous lui avez payé \$70 par mois.

R. Je ne sais pas combien nous lui avons payé. Son salaire est mentionné dans nos comptes, je sais, car Cameron a été employé comme notre agent, après avoir été nommé par moi.

Q. Auriez-vous la complaisance de vous enquérir de cela ?

R. Oui ; Cameron, toutefois, est décédé maintenant.

Q. M'avez-vous donné le montant entier, pris sur les fonds de la compagnie et employé à l'acquisition du "Chicora."

R. Oui.

Q. Ce montant, alors, comprend les \$7,600 et les \$6,245 ?

R. Oui.

Q. Est-ce qu'il y a eu pour le journal le *Mail* un montant de souscrit et de payé à même les fonds de la compagnie ?

R. Oui.

Q. Quel montant ?

R. \$1,000.

Q. Pas davantage ?

R. Non ; pas à ma connaissance.

Q. Ce montant a-t-il été payé en une seule fois ?

R. Non ; il y a eu deux ou trois paiements de faits.

Q. Était-ce pour souscription ou pour capital-actions ?

R. Pour capital-actions.

Q. La compagnie est-elle à présent actionnaire dans le journal le *Mail* ?

R. Je ne sache pas qu'une corporation pût prendre du capital-actions dans une autre ?

Q. Vous ne savez pas si ce capital-actions est inscrit au nom de la compagnie ?

R. Je pense qu'il ne l'est pas ; il l'est en mon propre nom.

Q. Quand le montant fut-il payé ?

R. Il le fut en trois versements.

Q. A quelles dates ?

R. Je l'ignore.

Q. Est-ce qu'il y avait un compte d'ouvert dans les livres de la compagnie pour le capital-actions du *Mail* ?

R. Non ; il n'y en avait pas.

Q. Comment furent entrés les paiements faits à la compagnie du *Mail* ?

R. Ils furent portés aux chapitres de divers services, c'est-à-dire aux "Frais judiciaires et Parlementaires," et aux "Dépenses pour impressions et annonces," jecrois.

Q. Mais ce n'était pas pour aucun compte d'impressions et d'annonces ?

R. Non.

Q. Vous avez dans les livres un compte intitulé "Compte des impressions et Annonces" ?

R. Oui.

Q. Et vous avez porté dans les livres partie de ce montant souscrit aux comptes des frais judiciaires légales et parlementaires, et partie au compte des impressions et annonces, faisant en tout \$1,000 ?

R. Oui ; il y a eu trois versements de faits au montant de \$500, \$100 et \$400.

Par M. Armour :—

Q. Vous parlez du "Chicora" comme étant en votre propre nom. Possédiez-vous les parts que vous aviez dans ce vapeur en fidéicommis pour la compagnie ?

R. Oui ; je le considérais ainsi.

M. Cameron déclara qu'il n'avait pas de questions à poser de la part de la compagnie ; que le témoin avait donné des explications sur ces transactions, qui lui étaient personnelles, et en tant que la compagnie se trouvait concerné, que lui, M. Cameron, n'avait pas de questions à poser.

Par M. Armour :—

Q. A part cette souscription de \$2,500, est-ce que toutes ces sommes d'argent ont été par vous avancées pour le plus grand intérêt de la compagnie ?

R. Oui.

Par M. Mowat :—

Q. Quand vous dites que tous ces paiements, à cette exception près, ont été faits

dans l'intérêt de la compagnie, voulez-vous en même temps comprendre toutes les sommes qui furent payées pour les dépenses d'élection ?

R. Dans tout ce que j'ai consenti à faire et à payer, j'agissais dans l'intérêt de la compagnie.

Q. En y comprenant même ces dépenses d'élection ?

R. Oui, monsieur.

En réponse à M. Mowat, le témoin ajouta : " Les papiers marqués Annexes A, B, C, D et E (et qui ont été produits) sont des extraits corrects tirés des livres de la compagnie par ses officiers.

Après quoi, la commission s'ajourna.

TORONTO, 26 août, 1876.

M. F. W. CUMBERLAND, étant rappelé,

Est interrogé par *M. Mowatt* :—

Q. Je vois d'après ce "papier" marqué "Annexe C," que le 29 février 1876, il appert que l'on a fait sur le côté opposé du livre une entrée, par laquelle ces items, dont nous avons parlé, savoir, d'Hamilton et fils pour \$2,616, celui de l'honorable D. L. Macpherson pour \$2,500, et celui de F. W. Cumberland pour \$12,593.21, ont été reportés au compte des parties respectivement. Comment cela est-il arrivé ?

R. Cela arriva parce que le secrétaire, M. Hamilton, signala ces montants à l'attention du président et fit au côté opposé du livre cette entrée qu'il avait recommandée.

Q. M. William Thomson est le président ?

R. Oui.

Q. Depuis combien de temps est-il président ?

R. Depuis deux ans, je crois. Il est dans sa deuxième année.

Q. Reçoit-il un salaire ?

R. Oui.

Q. Combien reçoit-il ?

R. £100 sterling comme président, et le même montant que les autres directeurs.

Q. C'est-à-dire un peu moins que ne recevait M. Robinson ?

R. Non ; il reçoit le même salaire.

Q. Lui faites-vous des avances en argent, comme vous en faisiez à M. Robinson, en sus et en outre de son salaire, et par anticipation d'une augmentation future de son salaire.

Q. Pas que je sache.

Q. L'annexe "E," d'après ce que je vois, indique que le même jour—le 29 février 1876—la somme de \$8,000 fût transportée du compte des "Dépenses parlementaires" au compte particulier de F. W. Cumberland : —quand fut faite cette entrée ?

R. Elle fut faite à la même date par le président. Je désirerais que l'on me permit de donner des explications à ce sujet. Le président, agissant sur des informations qui lui étaient fournies par le secrétaire, le 20 mars 1876, me pria de le rencontrer, avec le secrétaire de l'auditeur, afin d'examiner les faits que le secrétaire avait signalés à son attention, et nous nous rencontrâmes en conséquence. A la fin du semestre expiré le 30 juin 1875, suivant mon habitude, j'examinai le bilan des traites, afin de donner des instructions à l'égard de toutes les questions particulières que nous aurions, dans mon opinion, à considérer, comme, par exemple, la question des profits et pertes, des poursuites à intenter pour le recouvrement de certains comptes, etc., et aussi celle de porter dans les livres certains items et de les classer à ma discrétion. J'en avais fait autant pour le bilan du semestre expiré le 30 juin 1875, et j'ordonnai que les comptes que vous mentionnez présentement—ces trois items en question—fussent portés au "Compte spécial de l'amalgamation," de l'"Hypothèque du gouvernement," et des "Affaires de la corporation." En d'autres termes, le chemin du Prolongement avait été amalgamé le 3 juin en vertu du nouvel acte du Parlement, et nous conti-

nuâmes à désigner les comptes du Prolongement sous le titre de "Compte spécial de l'amalgamation," de manière à les tenir séparés des comptes ordinaires et antérieurs du chemin de fer du Nord lui-même, et ces comptes ont toujours été ainsi tenus jusqu'à ce jour, et ils le sont encore actuellement. Et dans l'état contenu dans cette annexe les termes "Compte de l'amalgamation" signifient la continuation du compte des chemins de fer du Prolongement à l'époque de leur amalgamation, le 3 juin. Je donnai ordre de transporter ces comptes à ce chapitre, et en comparant cet état avec la pièce justificative numéro 3,107, dans le livre des pièces justificatives, numéro 46, on trouvera que j'ordonnai le "transfert" de ces items au compte nouveau du "Prolongement du Nord," et qu'ils devaient être "transportés" maintenant dans le "compte spécial," sur l'ordre du directeur-gérant. Ce que je désire faire comprendre, c'est qu'en ordonnant que ces items seraient d'abord "transportés," ce premier état devait servir à préparer une pièce justificative,—et qu'en ordonnant qu'ils "seraient transportés dans le compte spécial," on voulait qu'ils fussent portés en entier dans le "compte spécial," et la pièce justificative, dont j'ai donné l'explication plus haut, contient les mots "transfert de ces items dans le compte nouveau," et déclare qu'ils doivent être présentement transportés dans ce "compte spécial." De plus, le commis qui rédigea la pièce justificative d'après les instructions contenues dans le premier état y inséra primitivement les mots "devant être portés présentement au compte spécial," et avant que j'eusse apposé mes initiales à cette pièce justificative et que je l'eusse remise, le commis, sur mon ordre, passa un trait de plume sur les mots "devant être transportés présentement," et y intercaler, d'après mes instructions, les mots "maintenant transportés dans," et c'est dans cet état que fut laissée la pièce justificative, et qu'elle y est restée depuis. Maintenant, ma seule intention en préparant mon état primitif, et la pièce justificative rédigée d'après cet état,—mon seul but en faisant changer par le commis les mots "devant être présentement portés" en ceux-ci "maintenant transportés dans," c'était que le débit et le crédit iraient ensemble, que les comptes seraient transportés en entier dans le compte spécial, qui était un compte à capital, et y figureraient comme items indéterminés, tant du côté du crédit que de celui du débit, jusqu'à ce qu'on dût en disposer au moyen du capital que l'on prélèverait en vertu de l'acte du Parlement passé à la dernière session.

Q. Que, de fait, ces items devaient être pris sur le capital que l'on prélèverait en vertu de l'acte de la dernière session ?

R. Oui ; mais la raison pour laquelle je vous importune par ces explications, c'est que je désire me dégager de l'imputation qu'à l'époque où le transfert fut opéré, j'eusse quelque intention de changer la nature de ce compte. Je voulais changer le compte de place, mais je ne voulais pas en changer le caractère, et c'est dans ce but que les mots "devant être présentement portés" furent biffés, et que les mots "transportés dans" furent intercalés. Je n'ai jamais vu la pièce justificative ensuite, et je n'ai jamais vu non plus les entrées dans le compte auquel elle avait été portée, ni le compte dans lequel elle avait été "transportée," à venir jusqu'à ce jour-là, le 20 mars, lorsque le président et moi-même avons examiné cette affaire. Je n'avais pas le moindre doute que mes instructions n'eussent été suivies, et que l'entrée n'eût été faite correctement. Je n'ai jamais vu l'entrée avant le 20 mars, lorsque M. Thomson se trouva présent, et c'est alors qu'il me fit voir à ma très grande surprise que l'effet de l'entrée était de changer la nature du compte.

Q. Quel était le changement opéré ?

R. Par ce changement les montants portés au débit se trouvaient acquittés.

Q. Prétendez-vous dire que vous n'aviez pas l'intention de faire faire une entrée qui aurait l'effet d'acquitter les montants portés au débit ?

R. Non, assurément. Je n'ai pas donné de telles instructions. Je ne suis pas un habile teneur de livres, et je dois être guidé par ceux qui le sont. Ce n'est qu'à l'époque dont nous parlons maintenant que j'eus connaissance que la nature des comptes se trouvait changée. Mon intention était de changer les comptes de place, mais non d'en changer la nature.

Q. Quel changement de place vouliez-vous faire ?

R. Je voulais transporter ces items du compte des revenus de la compagnie du

chemin de fer du Nord, les porter dans le compte spécial du Prolongement, et là les y détenir comme items indéterminés.

Q. Quelles étaient les entrées que vous entendiez faire faire en transportant ces items de la pièce justificative marquée "Annexe I" ?

R. Je voulais que ces items "fussent transférés," "transportés," "reportés" exactement comme ils se trouvaient dans les premiers livres.

Q. Quelle est l'entrée qui aurait rendu votre idée ?

R. Je ne saurais le dire, parce que je ne suis pas un teneur de livres suffisamment habile et je ne me rappelle pas comment ces items se trouvent entrés. Vous savez qu'hier nous parlions de ces items comme figurant au débit des parties respectivement. En les prenant comme ils figuraient dans les livres le 30 juin 1875, mon intention, mes ordres et instructions étaient qu'ils fussent transférés du livre où ils figuraient au compte du chemin de fer du Nord dans le compte spécial du Prolongement, sans en changer la nature, mais en les prenant seulement d'une série de livres pour les porter dans une autre.

Q. Je croyais que vous aviez dit qu'il n'y avait qu'une série de livres ?

R. Quoiqu'il y ait deux séries de livres, il n'y a cependant qu'un seul compte.

Q. Avez-vous cette entrée ici ?

R. J'en ai une copie. Je produis une copie de l'original, c'est-à-dire une copie de mon premier ordre. La pièce No. 1 est une copie des instructions primitives que j'ai données au commis chargé du compte spécial.

(Ce document fut ici produit, et marqué "No. 1." Voir plus bas.)

Q. Avez-vous le document original ici ?

R. En voici une copie exacte, mais j'apporterai l'original. Dans l'annexe I, où la pièce justificative ici produite, les mots "devant être présentement portés" furent biffés, et les mots "transportés dans" furent intercalés à la place des premiers par le commis, avant que j'eusse apposé mes initiales à la pièce justificative.

Q. Vous avez apposé vos initiales à cette pièce justificative (No. 2), après qu'elle eût été ainsi changée ?

R. Oui.

Q. Et ce ne fut qu'après que vous eussiez apposé vos initiales à cette pièce justificative, ainsi corrigée, que les entrées furent faites dans les livres ?

R. Non.

M. Mowat, après avoir comparé la pièce justificative avec l'entrée, déclara que toutes deux étaient identiques.

Q. Vous voyez que l'entrée dans les livres correspond exactement avec la pièce justificative ?

R. Voici ce que je déclare : mon ordre et la pièce justificative commandaient de changer le compte de place, mais non d'en changer la "nature." Mais l'effet des entrées, telles qu'elles ont été faites, était de me faire faire une chose que je n'avais pas l'intention de faire.

Q. Alors vous prétendez dire que le secrétaire ne s'est pas conformé à vos instructions ?

R. Je prétends dire que l'on doit avoir mal compris l'ordre que j'ai donné, et que l'on ne m'a pas demandé non plus ni instructions ni explications à cet égard, et à venir jusqu'au moment, où, en présence du secrétaire, le 20 mars, l'effet de cette entrée me fut expliqué par M. Thomson, j'avais toujours supposé que ces items, qui figuraient au débit de certaines parties, lorsque j'avais donné la pièce justificative, figuraient encore au débit de ces mêmes parties.

Q. Alors je comprends que ce n'est pas le secrétaire, qui ne s'est pas conformé à vos instructions, mais que c'est vous-même qui n'avez pas donné des instructions correctes ?

R. Je dis que si le sens de l'ordre que j'avais donné primitivement pour la rédaction d'une pièce justificative eût été suivi, les entrées, qui ont été faites subséquemment, n'auraient pas eu l'effet de changer les comptes.

Q. J'ai compris que vous avez dit que le document marqué I est la pièce justificative à laquelle vous avez apposé vos initiales. Est-ce cette pièce justificative qui

donnait au secrétaire les instructions nécessaires à l'égard des entrées qu'il devait faire dans les livres ?

R. Oui.

Q. Indiquez en quoi l'entrée, qu'il a faite, diffère de la pièce justificative, qui lui disait de faire telle entrée, en signalant la différence entre ce que vous lui avez dit de faire et ce qu'il a fait ?

R. Je dis que l'effet a été tout-à-fait différent de celui auquel je m'attendais. Je n'ai jamais parlé au secrétaire à l'égard ou à propos de ces entrées ou pièces justificatives entre le 30 juin 1875, et 20 mars suivant. Personne ne m'a parlé, ni s'est informé auprès de moi, ni m'a fait de recommandation au sujet de ce changement. Il n'en a jamais été question une seule fois entre le secrétaire et moi-même, et conséquemment ce ne fut que le 20 mars 1876, lorsque le président, en présence de M. Hamilton, me dit que l'effet de ces entrées était d'acquitter les montants portés au débit de certaines parties, que je priai le président de s'assurer si tel était le cas, et sur sa réponse affirmative, l'entrée au côté opposé du livre fut alors faite.

Q. Depuis combien de temps avez-vous été le gérant du chemin de fer ?

R. Depuis 1851.

Q. Je ne vois pas comment le secrétaire, en sa qualité de teneur de livres, eut été capable de faire autre chose que ce qu'il a fait ?

R. Je ne prétends pas qu'il l'eût été ; mais je dirai que, si le secrétaire trouvait qu'on lui ordonnait de faire des entrées, en vertu desquelles certains montants portés au débit de quelques parties se trouvaient acquittés, il aurait demandé naturellement, comme c'était son devoir de le faire, si tel ordre lui avait été donné intentionnellement. Si le secrétaire m'eût fait connaître l'effet que devaient avoir les entrées contenues dans l'Annexe A, ces entrées n'auraient pas été faites.

Q. Vous avez dit hier qu'une personne du nom de Cameron avait été employée comme agent pour le "Chicora" au Sault ?

R. Il était employé, si je me rappelle bien, comme agent de la ligne de la Malle Royale de Collingwood et du lac Supérieur, et préposé comme tel à la vente des billets de passage tant du côté américain que du côté canadien, et chargé spécialement du soin d'enlever les passagers à la ligne américaine pour les donner à la ligne canadienne.

Q. Quand fut-il d'abord employé comme tel ?

R. Je ne saurais le dire.

Q. Vos livres le feraient-ils voir ?

R. Les livres de la ligne de Collingwood et du lac Supérieur le feraient voir. Je suis sous l'impression que la ligne lui payait une moitié de son salaire, tandis que la compagnie du chemin de fer lui payait l'autre. Réellement, j'ignore si la ligne du vapeur lui payait tout son salaire, ou si nous en payions une partie.

Q. Est-ce qu'il y avait eu là un agent aux frais ou en partie aux frais de la compagnie avant que ce Cameron y fut employé ?

R. Je ne le pense pas. Il y avait eu un agent aux Mines de Bruce et un autre à la Baie du Tonnerre, et nous étions d'opinion, comme l'était la ligne du vapeur, qu'il serait avantageux d'en avoir un aussi au Sault Ste. Marie.

Q. Et Cameron, en conséquence, fut la première personne qui fut employée comme tel à cet endroit ?

R. Je le pense.

Q. Je crois que vous avez dit qu'il y fut employé pendant le reste de la saison ?

R. Oui. La saison ne dure que pendant le temps que les bateaux naviguent.

Q. Est-ce qu'il y eut un agent d'employé dans le même but au Sault l'année suivante ?

R. Je ne le pense pas. Je crois que lorsqu'il cessa d'être agent, nous trouvâmes que sa nomination à ce poste n'avait pas amené des résultats bien avantageux, et nous la révoquâmes à la fin de la saison.

Q. Quand l'élection eût-elle lieu à cet endroit ?

R. Je ne le sais pas, mais je crois qu'elle eut lieu après les autres élections.

Q. A propos des élections, vous nous avez mentionné, je crois, la somme de \$4,000 comme étant le montant des dépenses pour vos trois élections à vous-même ?

R. Les dépenses s'élevèrent à un montant plus considérable. Ce que j'ai dit, c'est que la différence entre \$6,245 et \$10,411.92, montant du billet, était pour des dépenses d'élection, y compris toutes mes élections.

Q. Était-ce là le montant entier dépensé pour dépenses d'élection ?

R. Certainement. C'est là tout le montant, tel qu'il est extrait de mon compte particulier. Si j'ai dépensé davantage dans mes élections, c'est une affaire qui me regarde personnellement. Ce montant n'est pas encore sorti des fonds de la compagnie, mais, dans la supposition que la compagnie le paie, comme je le présume, elle me déchargera du fardeau de ces dépenses d'élection ; alors il devient évident que tout le montant, dont elle pourra me tenir quitte, doit être porté sur le billet pour en établir la balance.

Q. Est-ce qu'il n'y a pas eu d'autres dépenses d'élection de mises à la charge de la compagnie en sus de celles que vous avez mentionnées ?

R. Il n'y en a pas eu d'autres.

Q. Tout ce qui a été dépensé en sus de ce montant est sorti de votre propre poche ?

R. Oui.

Q. Vous avez dit que vous pouviez fournir les particularités concernant certaines sommes dont nous parlions hier. Vous êtes-vous mis dans une position à pouvoir le faire ? A propos de l'élection d'Algoma, la plupart des items qu'elle représente sont des traites, et autres effets semblables. Avez-vous les particularités indiquant comment ces sommes ont été dépensées ?

R. Tout cela a été porté à mon compte personnel.

Q. Pouvez-vous me fournir les particularités du billet de \$2,616 en faveur d'Hamilton et fils ?

R. Je vous ai dit que je ne le pouvais pas. Je vous ai déclaré que ce billet s'appliquait aux dépenses encourues pour les députations, etc.

Q. J'ai compris que vous disiez hier que vous aviez touché le montant de ce billet et que l'argent en avait été dépensé par les personnes engagées dans l'opposition suscitée au chemin de fer Midland ?

R. Oui.

Q. Et de qui ont-elles reçu l'argent ?

R. D'Hamilton. Je présume qu'il escompta ce billet, et que le montant en fut remis aux personnes qui faisaient de l'opposition.

Q. L'argent provenant de ce billet n'est-il pas passé entre vos mains ?

R. Je crois qu'il y avait une liasse de billets de banque. Je ne l'ai jamais défaite. Elle avait été envoyée ou apportée à mon bureau par Hamilton.

Q. Lorsque cette liasse de billets de banques a été apportée à votre bureau, qu'en avez-vous fait ?

R. Je l'ai envoyée porter en ville, deux minutes après l'avoir reçue.

Q. Avez-vous divisé l'argent avant de l'envoyer ?

R. Non ; je n'ai pas défait cette liasse.

Q. Ainsi vous l'avez envoyée en entier sans diviser du tout l'argent qui s'y trouvait ?

R. Je n'en ai jamais brisé le cachet.

Q. Avez-vous donné des instructions au sujet de la manière dont l'argent devait se partager ?

R. Je n'avais rien à faire dans le partage de cet argent.

Q. Alors, à qui l'avez-vous envoyé ?

R. A M. Wilson, l'associé de M. Frank Smith.

Q. Est-il encore vivant ?

R. Il est décédé depuis environ deux ans.

Q. Lui avez-vous envoyé la liasse de billets dans l'état où vous l'aviez reçue ?

R. Oui ; exactement comme Hamilton me l'avait envoyé.

Q. Par qui l'avez-vous envoyée ?

R. Par mon fils.

Q. Lui avez-vous donné des instructions pour lui dire comment il devait en disposer ?

R. Il savait ce qu'il devait en faire.

Q. De quelle espèce ces billets étaient-ils ?

R. Je l'ignore.

Q. Avez-vous donné quelques ordres à l'égard de l'espèce de ces billets ?

R. Non ; je ne connais rien au sujet de ces billets ?

Q. Saviez-vous comment l'argent devait se partager avant de l'envoyer à M. Wilson ?

R. Je savais seulement qu'il devait être dépensé dans la campagne où nous nous trouvions engagés.

Q. Comment arriva-t-il que cette somme fut inégale, étant de \$2,616 ?

R. Le billet était de \$2,600, Les \$16 doivent avoir été pour intérêt ou quelque chose de semblable.

Q. Je crois que vous avez dit que vous pourriez vous procurer les particularités au sujet des \$2,181.29 ?

R. Je crois que vous m'avez tout-à-fait mal compris. Cet item représentait dans mon compte personnel la somme que j'avais soutirée,—exactement la somme que j'avais soutirée à cette époque.

Q. Il vous est par conséquent impossible de dire en quoi consistent les particularités de ce billet ?

R. Certainement, si je n'examine pas mes comptes particuliers.

Par M. Cameron :—

Q. J'ai compris que M. Cumberland avait dit qu'il n'avait donné aucune instruction pour faire quelque entrée dans le but d'acquitter les montants portés au côté du débit, et qu'il n'avait eu aucune intention de cette sorte ?

R. Ces entrées avaient été faites contrairement à mon intention, et contrairement à mes ordres tels qu'exprimés dans ma pièce justificative.

Q. Cette déclaration est-elle correcte : “ Je n'ai donné aucune instruction pour faire des entrées dans le but d'acquitter les items portés au côté du débit, et si tel a été l'effet produit, ce résultat a été obtenu contrairement à mon intention et contrairement à mes ordres, tels qu'énoncés dans ma pièce justificative ?

R. Oui,

Par M. Armour :—

Q. Qu'advint-il des billets qui représentaient ces montants portés au débit ; furent-ils transférés du compte du chemin de fer du Nord dans celui du Prolongement Nord ?

R. Oui ; et les billets furent remis au commis qui a tenu le compte en dernier lieu mentionné, et qui maintenant les produit.

M. Mowat ici proposa que le teneur de livres fit un examen général des livres de la compagnie.

M. Cameron refusa de consentir à ce qu'aucun teneur de livres fit un examen général des livres de la compagnie, sans qu'il fut produit un état indiquant d'une manière spéciale toute entrée ou somme d'argent, au sujet de laquelle le gouvernement se propose de démontrer de l'irrégularité, ou au sujet de laquelle le gouvernement prétend avoir des droits, attendu qu'un tel examen ne forme pas partie des procédés de la Commission ; de plus, il s'oppose à tout examen quelconque, à moins que le teneur de livres, chargé de faire tel examen, ne prête serment au préalable et ne procède à cet examen en présence de la Commission ; ou à moins qu'il ne déclare de la part du gouvernement que celui-ci se propose de démontrer qu'il a droit à des sommes d'argent autres que celles qui sont spécialement portées et mentionnées dans la dite Commission, et qu'il ne spécifie, en même temps, quelles sont ces sommes d'argent. Il prétendit aussi que la Commission n'avait pas le pouvoir d'ordonner que les livres fussent examinés.

TORONTO, 30 août 1876.

Le témoignage de M. Cumberland, tel que pris par le sténographe ayant été lu et corrigé,

M. Cumberland désira donner les explications suivantes au sujet des deux séries de livres :—

En parlant des deux séries de livres, j'entendais dire que ces livres étaient ceux de la compagnie du chemin de fer du Nord, et quand furent achetés les chemins de fer du Prolongement Nord, nous avons cru qu'il valait mieux continuer à tenir le compte de cette acquisition et de l'amalgamation comme compte séparé, et en charger le commis qui avait auparavant tenu le compte du prolongement. Ces deux espèces de livres sont des livres de la compagnie du chemin de fer du Nord, avec la distinction que le compte spécial du Prolongement contient les transactions qui ont eu lieu par suite de l'amalgamation, et est un compte ouvert à capital, tandis que les comptes du chemin de fer du Nord sont tous des comptes ouverts au revenu. Je désire ajouter qu'à l'égard du transfert du *Chicora* quoique l'acquisition s'en soit faite comme je l'ai déjà déclaré, le transfert ou la vente a été de fait consenti à M. Frank Smith et M. Noah Barnhart seulement. J'étais dans l'erreur en disant que mon nom s'y trouvait mentionné. Ce vapeur est encore à leurs noms.

FRED. CUMBERLAND.

Après quoi, la commission s'ajourna.

(Pièce A. déposée le 25 août, 1876.)

ÉLECTION D'ALGOMA.

1872.

22 juillet—	Chèque pour moi de.....	\$ 400 00	
10 août.	“ “	500 00	
17 do	“ “	600 00	
7 sept.	Traites de M. Shortiss, sur G.D.B.	500 00	
10 do	Chèque en paiement des comptes de Plummer.....	1,468 68	
10 do	Chèque, traite de M. Church.....	50 00	
31 do	Montant payé sur le compte parti- culier de F. W. C., traite de N. Jones	150 00	
18 do	Chèque, I. B. R.....	226 00	
18 do	“ N. I. divers comptes	345 00*	
		4,239 68	
	Traite de M. Boulton.....	200 00	
		4,439 68	
	Str. Algoma.....	730 00	F.W.C { Compte
	Billets de complet parcours.....	263 50	F.W.C. { de fin de
	J. T. Rolphs, son compte.....	7 50	F.W.C { saison.
		\$5,440 68	

Portez cela au compte indéterminé et faites-en le virement de $\frac{1}{24}$ par mois.Mensuellement $\frac{1}{3}$ des dépenses fortuites.do $\frac{1}{3}$ des dépenses parlementaires.do $\frac{1}{3}$ des frais judiciaires.

F. W. C.

F. W. Cumberland devant être crédité pour.....	\$4,239 68
G. D. Boulton do	200 00
	\$4,439 68

*A. Cameron.....	\$ 50 00
Bampton.....	143 00
Luxton.....	20 00
Jones.....	122 00
Corbould	10 00
	\$345 00

Pour cette pièce, voir le livre des pièces justificatives No. 38, No. 3,417.
TORONTO, 31 octobre 1872.

ANNEXE A.

Chemin de fer de Prolongement Nord, Nouveau Compte, Dt.

Divers.

Pour le virement de ces sommes constituant ses items au débit des comptes suivants le 30 juin 1875, et actuellement réunis en un compte spécial, le tout par ordre du directeur-gérant, voir No. 3,107.

William Hamilton et fils, billet du 21 octobre, 1871, et escompte.....	\$2,616 00
D. L. Macpherson, chèque du 14 janvier 1871.....	2,500 00
Billets recevables, billet de F. W. Cumber- land du 30 juin 1869.....	\$ 2,181 29
et billet du 15 avril 1873.....	10,411 92
	<hr/> 12,593 21
	<hr/> \$17,709 21

Pour l'inscription ci-dessus, voir journal No. 8, folio 497 du 30 juin 1875,—Reporté dans le grand livre No. 7, folios 569, 895, et 559.

ANNEXE B.

Dépenses se rattachant aux octrois municipaux et aux subventions du gouvernement, Dt.

“Nouveau Compte” du chemin de fer du Nord.

Sommes transférées par la compagnie, items au débit des comptes ci-dessous qui étaient dans leurs livres le 30 juin 1875, par ordre du directeur-gérant.

Wm. Hamilton et fils.....	2,616 00
D. L. Macpherson.....	2,500 00
Billets recevables.....	12,593 21
	<hr/> \$17,709 21

Pour ces comptes, voir le livre des pièces justificatives, “Compte Spécial,” No. 49.

ANNEXE.

Dépenses se rattachant aux octrois municipaux et aux subventions du gouvernement, Dt.

“Nouveau Compte” du chemin de fer du Nord.

Sommes transférées par la compagnie, items au débit des comptes ci-dessous qui étaient dans leurs livres le 30 juin 1875 :

Wm. Hamilton et fils.....	2,616 00
D. L. Macpherson	2,500 00
Billets recevables.....	12,593 21
	<hr/> \$17,709 21

Pour l'inscription ci-dessus, voir Journal, “Compte Spécial” folio No. 9, du 30 juin 1875.

 ANNEXE C.

DIVERS, Dt.

Dépenses se rattachant aux octrois municipaux et aux subventions du gouvernement :

W. Hamilton et fils, billet de la compagnie du chemin de fer du Nord	
A W. Hamilton et fils, daté le 21 octobre 1871.....	2,616 00
D. L. Macpherson	2,500 00
F. W. Cumberland, règlement de compte, représenté	
par 2 billets, l'un daté le 30 juin 1869 @ 47.....	2,181 29
l'autre daté du 15 avril 1873 @ 67.....	10,411 92
	<hr/> 12,593 21
	<hr/> \$17,709 21

Pour l'inscription ci-dessus, voir "Compte Spécial," Journal, folio No. 39, 29 février 1876. Grand Livre, folios 60, 340, 341.

 ANNEXE D.

MONTRÉAL, 25 février 1873.

THOS. HAMILTON, écr.,
 Sec. du chemin de fer du Nord du Canada,
 Toronto.

A demande payez à l'ordre de Fred. B. Cumberland, ou à lui-même, huit mille piastres (\$8,000) et portez cette somme au "*compte indéterminé des frais parlementaires*."

FRED. B CUMBERLAND.

Reçu paiement,

FRED. B. CUMBERLAND.

Voir livre de traits No. 11.

 ANNEXE.

1873.

28 février.

Frais parlementaires, payé la traite à vue de F. W. Cumberland	
du 25 février.....	\$8,000 00

Voir livre de caisse, No. 40 du 28 février 1873, folio 287.

 ANNEXE E.

1876.
29 février.

“ Compte Spécial ” de F. W. Cumberland, Dt.

Dépenses parlementaires :

Pour cette somme, qui représente une partie du placement de M. Cumberland, dans le vapeur *Chicora*, placement dont il fait cession à cette compagnie comme garantie de cette avance et à l'égard duquel il sera pris des informations dans un but de règlement, No. 5,592....\$8,000 00

Pour l'inscription ci-dessus, voir Journal No. 8, folio No. 608, 29 février 1876, et grand livre No. 7, folio 965.

CHEMIN DE FER DU NORD DU CANADA.

BUREAU DU GÉRANT-GÉNÉRAL.

Mémoire.

Toronto,

187 .

Comptes 1, 3 et 4 devant être portés au compte spécial de la fusion. “ *Compte de l'hypothèque du gouvernement et de la corporation,* ” (à ouvrir.)

No. 1. Hamilton et fils.....	\$ 2,616
No. 3. D. L. Macpherson.....	2,500
No. 4. Billets recevables.....	12,000

 ANNEXE I.

Pièce justificative,
Prolongement Nord “ Nouveau compte,” Dt.

Divers.

Le virement de ces sommes, items au débit des comptes suivants, 30 juin 1875, actuellement portés en compte spécial, a été fait par ordre du directeur gérant.

William Hamilton—balance de compte.....	\$ 2,616 00
D. L. Macpherson.....	2,500 00
Billets de F. W. C. du 30 juin 1869.....	\$ 2,181 29
15 avril 1873.....	10,411 92
	<hr/>
	12,593 21
	<hr/>
	\$17,709 21
	<hr/>

Voir livre des pièces justificatives, No. 46, pièce No. 3, 107.

TORONTO, 14 septembre 1876.

M. C. J. CAMPBELL, après serment prêté,

Est interrogé par *M. Bethune* :—

Q. Vous étiez actionnaire dans la compagnie du chemin de fer du Nord ?

R. Je l'étais.

Q. Et je crois qu'un certain nombre des actionnaires n'étaient pas satisfaits à une certaine époque de la manière dont les affaires de la compagnie étaient administrées ?

R. Ils l'étaient.

Q. Et il y eut un arrangement de conclu entre les actionnaires et la compagnie pour que l'on prit des mesures dans le but de faire une investigation régulière sur les affaires du chemin de fer ?

R. Il y a eu un tel arrangement de conclu. Une assemblée des actionnaires eut lieu, et il fut nommé un comité chargé de veiller aux intérêts des actionnaires.

Q. Étiez-vous membre de ce comité ?

R. Je n'étais pas actionnaire à cette époque. Plus tard, je devins actionnaire et formai partie du comité.

Q. Que fit ce comité ?

R. Il siégea de temps à autre, et on y discuta le bill projeté que l'on devait présenter au Parlement, d'après ce que nous comprenions.

Q. Vous êtes-vous assuré les services de solliciteurs dans l'intérêt des actionnaires ?

R. Le comité fit choix de M. Gordon comme solliciteur chargé de représenter le comité et les actionnaires, et l'on convint de défrayer ses dépenses.

Q. Devait-on lui payer des honoraires ?

R. Il ne fut pas question de lui payer aucuns honoraires particuliers, mais le comité devait les lui payer au nom des actionnaires.

Q. Je crois qu'il y a eu un certain arrangement entre ce comité des actionnaires et M. Cumberland, qui représentait la compagnie du chemin de fer à l'époque que ce bill fut présenté au Parlement ?

R. On s'arrêta finalement à un certain bill, que l'on apporta, à Ottawa, pour l'y faire passer, mais on n'y réussit pas.

Q. C'était en 1874 ?

R. Non, c'était en 1875. Et alors, nous apercevant que nous ne pouvions pas obtenir ce qu'il nous fallait, nous demandâmes ce que nous pouvions obtenir.

Q. A l'époque où vous avez fixé les bases de cet arrangement avec la compagnie du chemin de fer du Nord, est-ce qu'il y eut entre vous aucune entente sur la question d'indemniser le comité à l'égard des dépenses qu'il encourrait à Ottawa ?

R. Non ; il n'y a eu aucune entente.

Q. Est-ce qu'il y a eu aucun arrangement avec la compagnie du chemin de fer du Nord dans le but de payer Morrison, Wells et Gordon ?

R. Pas que je sache.

Q. Je crois qu'il a été payé ensuite une somme d'argent à Morrison, Wells et Gordon, une autre somme à leurs agents en Angleterre, et aussi un certain montant à vous-même et à M. Denison ?

R. Les affaires une fois terminées, nous discutâmes la question des frais, et comme les actionnaires en étaient responsables, et comme ces mesures législatives avaient été l'objet du vœu général des actionnaires et de la compagnie, nous fûmes d'avis que la compagnie du chemin de fer dût payer les dépenses encourues. M. Gordon prépara un mémoire de frais, et M. Cumberland convint que la compagnie devait être tenue d'en payer le montant.

Par le Président :—

Q. Est-ce un fait que le comité demanda que M. Gordon passât en Angleterre pour y obtenir £300,000 ?

R. Oui. S'il réalisait ce montant d'actions, il devait avoir un pour cent.

Q. Comment le montant fut-il fixé à environ \$5,000 ?

R. C'était le montant de ses honoraires pour les services qu'il avait rendus pendant toute cette période de temps.

Le témoin demanda à faire la correction suivante :

A l'égard des frais, M. Cumberland acquiesça au principe que la compagnie les paierait, sans qu'il fut mentionné à combien ils s'élèveraient, et il fut entendu que cette question des frais serait laissée à M. Gordon, M. Denison et moi-même, et que deux d'entre nous, savoir : M. Denison et moi-même, pourraient décider quel montant la compagnie aurait à payer.

Par M. Bethune :—

Q. Où cette entente eut-elle lieu ?

R. Au bureau de la compagnie à Toronto.

Q. A quelle époque ? Avant la passation du bill ?

R. Après qu'on se fut accordé sur le bill.

Q. A venir jusqu'à cette époque, est-ce qu'il y avait aucune obligation de la part de la compagnie de payer ces frais ?

R. Non, pas que je sache.

Q. Qui était responsable à cette époque quant au paiement de ces frais ?

R. Les actionnaires devaient être cotisés au *pro rata* du montant qu'ils possédaient en capital-actions.

Q. C'est-à-dire les actionnaires qui étaient d'un avis contraire ?

R. Oui ; au début, il avait été entendu entre le comité et M. Gordon que les actionnaires, représentés par le comité, paieraient les frais.

Q. Jusqu'à cette époque il ne vous avait été présenté aucun mémoire par Morrisson, Wells et Gordon ?

R. Non.

Q. Aviez-vous quelque idée du montant auquel s'élèverait leur réclamation ?

R. Je n'avais aucune idée quelconque.

Q. A l'époque de l'arrangement conclu entre M. Cumberland, vous-même et M. Denison, est-ce qu'il a été question du montant approximatif de leur mémoire ?

R. Je ne le pense pas.

Q. Quand avez-vous connu pour la première fois le montant de leur mémoire ?

R. A l'assemblée qui eut lieu aux bureaux du chemin de fer du Nord, M. Denison et moi avons discuté cette question, et alors les items de ce mémoire furent mentionnés.

Q. Saviez-vous quel était le montant de ce mémoire ?

R. Je ne le sais pas. Je dois dire qu'il avait été convenu de payer à M. Denison \$2,000 comme secrétaire du comité.

Q. A quelle époque ?

R. Lorsqu'il avait été nommé secrétaire du comité.

Q. Cette convention était-elle par écrit ?

R. Je crois que c'était en vertu d'une résolution adoptée par le comité.

Q. Est-ce qu'il y eut quelque écrit de signé par vous, M. Denison et M. Cumberland, à l'époque où vous avez discuté cette question au bureau ?

R. Je crois qu'il n'y en eut pas.

Q. Sur quel principe fut-il considéré que la compagnie était responsable. On n'avait discuté les conditions de cet arrangement et pris en considération cette question des frais qu'après la passation du bill, n'est-ce pas ?

R. Sur le principe général que dans les cas où il s'élève une contestation entre des actionnaires et un corps public, les frais vont avec le bill.

Q. Mais le bill pourvoit ordinairement aux frais dans un cas semblable ?

R. Je l'ignore, j'en suis sûr.

Q. Ce bill pourvoyait-il aux frais ?

R. Il ne paraissait pas y pourvoir.

Q. Pouvez-vous dire comment les actionnaires étaient responsables ?

R. M. Cumberland pourra vous expliquer cela.

Q. Pouvez-vous citer quelque principe ?

R. En vertu du même principe que j'ai cité.

Q. M. Cumberland a-t-il soulevé quelque objection au paiement de ces frais ?

R. Pas que je sache.

Q. Il a été produit ici par M. Gordon un état qui vous a été remis, et qui va à démontrer le principe et le coût du bill. Avez-vous eu quelque connaissance des faits énumérés quant à la somme d'ouvrage accompli par Morrison, Wells et Gordon ?

R. J'ai eu connaissance du nombre des assemblées qui ont eu lieu, de la quantité considérable de documents rédigés par M. Gordon, et de son voyage en Angleterre. Il y a eu d'accompli une forte somme de travail, résultant de sa mission en Angleterre.

Q. Avez-vous quelque doute quant aux faits mentionnés dans sa lettre du 6 avril 1876 ?

R. Je n'en ai pas.

Q. Quand avez-vous remis pour la première fois à M. Cumberland le mémoire de frais dont il a été question ?

R. Je ne puis pas me rappeler la date.

Q. Par qui a-t-il été remis ?

R. C'était un certificat que je remettais conformément à cet arrangement.

Q. Avez-vous communiqué de bouche avec M. Cumberland, lorsque vous avez remis ce mémoire, ou était-ce à l'aide d'une déclaration par écrit ?

R. C'était un état par écrit que je fournissais, et qui contenait l'exposé des comptes.

Q. Avez-vous cet état ici ?

(La pièce marquée "No. 3" fut ici produite.)

Q. Cet état paraît avoir été certifié par "C. J. Campbell, le 10 mai 1875." M. Cumberland a-t-il soulevé quelque objection à l'égard du compte ?

R. Non ; il n'en a pas soulevé.

Q. Etes-vous bien certain qu'il n'y avait pas eu d'arrangement de fait avant la passation du bill ?

R. Il n'y a eu aucun arrangement de fait avant qu'on se soit accordé sur ce bill.

Q. Alors le premier arrangement qui a été fait, est cette convention verbale après que le bill eut été approuvé, mais avant qu'il eut été finalement passé en Chambre.

R. Oui.

Q. Alors ce fut avant la passation du bill que cet arrangement fut conclu ?

R. Je ne me rappelle pas exactement le mois dans lequel cet arrangement eut lieu. C'était avant que nous nous fussions accordés sur ce qui faisait la base du bill, mais avant sa passation actuelle en Chambre.

Q. Est-ce que le paiement s'est fait après la passation du bill ?

R. Oui ; quelque temps après que le bill eut été passé.

Q. Comment le paiement s'est-il fait ?

R. Il s'est fait au moyen de quatre billets.

Q. Payables à qui ?

R. Je ne suis pas certain s'ils étaient payables soit à moi-même, soit à M. Denison. Je désirerais faire remarquer que, dans les items de ce compte ou mémoire, je n'avais d'intérêt que dans le montant que je recevais pour mes propres déboursés, savoir, dans la somme de \$276.92, qui représentaient mes dépenses réelles.

Par M. Mowat :—

Q. Etes-vous capable de dire si les faits énoncés dans cette lettre de M. Gordon, qui vous était adressée, était corrects ou non ?

R. Je ne puis dire positivement qu'ils sont corrects, mais je crois au meilleur de ma connaissance qu'ils le sont. Comme de raison, je n'ai pas eu l'occasion de vérifier le nombre des assemblées, etc., mais je crois qu'en général cet état est correct. Je sais que M. Gordon a consacré une grande partie de son temps aux affaires de la compagnie. Il est très anxieux d'être interrogé lui-même sur cette question.

Q. Quel était le montant total des frais ?

R. Le montant total des frais est de \$9,665.68, et le montant porté en ma faveur fait partie de cette somme.

Q. Est-ce qu'il a été fait quelque arrangement par écrit, en tant que vous le savez,

entre Morrison, Wells et Gordon et les actionnaires, qui étaient opposants, au sujet du paiement de cette somme d'argent ?

R. Il n'en a pas été fait dont je me souviens.

Q. Avez-vous entendu parler de quelque arrangement par écrit, que l'on aurait confié aux soins du Col. Dennison ?

R. Non.

Q. Je vois par votre témoignage qu'il est question d'une somme de \$276.92. Est-ce que cette somme couvrirait toutes vos dépenses, ou avez-vous reçu quelque chose des \$5,000 ?

R. Je n'ai rien reçu du tout sur cette dernière somme. J'ai déjà donné des explications à cet égard.

Q. Et ce montant de \$276.92 est le seul que vous avez reçu ?

R. Oui.

Par le président :—

Q. Alors vous n'avez pas compté vos dépenses en Angleterre ?

R. Ces dépenses n'ont rien à faire du tout avec la question qui nous occupe. Cette somme représentait simplement les déboursés que j'avais faits en voyageant entre Ottawa, ici et New-York.

Q. Mais vous êtes passé en Angleterre pour les affaires du chemin de fer du Nord ?

R. Oui ; j'y suis allé l'hiver dernier.

Q. Pour quelle affaire ?

R. Mon voyage n'avait rien à faire du tout avec les affaires du comité des actionnaires.

C. F. CUMBERLAND.

M. CUMBERLAND ayant été rappelé,

Fut interrogé par M. Mowat :

Q. Vous avez envoyé un état au sujet de cet item de \$9,655.68 au gouvernement ? Quand était-ce ?

R. C'était à la date du 17 avril 1876. Une lettre explicative accompagnait cet état.

Q. Cette lettre et cet état donnent-ils un exposé correct de ce que vous connaissez à l'égard de cet item ?

R. Oui.

Q. Aimeriez-vous à ajouter quelque chose au sujet de cet état, ou à donner quelque explication ?

R. Je désirerais en faire la lecture avant d'en agir ainsi.

(Le témoin alors lut une partie de cette lettre.)

Q. Cet état contient une énonciation correcte des faits, ainsi qu'un exposé exact de vos vues ?

R. Oui.

Q. Sont-ce là encore vos vues ?

R. Très certainement.

Q. Je vois qu'il s'y trouve de mentionnés deux documents, dont l'un est une lettre de M. Campbell adressée au comité des actionnaires. Est-ce la "l'état explicatif" de M. Campbell ?

R. Oui. Comme de raison, je n'ai eu rien à faire avec cela. Dans ma lettre adressée au gouvernement, j'avais simplement inclus une copie de cet état.

(Cet état fut ici produit, et marqué "No. 4.")

Q. Ce paiement a-t-il été fait avec la permission du Bureau—ce paiement de \$9,665.68 ?

R. Il a été fait de ma propre autorité.

Q. Et les raisons pour lesquelles vous l'avez fait sont celles que vous mentionnez dans votre état adressé au gouvernement.

R. Oui.

FRED. CUMBERLAND.

*(Pièce No. 1. Produite le 14 septembre 1875.)**(Confidentielle.)*

TORONTO, 5 avril 1876.

CHER GORDON,—Vous m'obligeriez en me fournissant un état complet des items sur lesquels vous appuyiez votre réclamation pour les honoraires qui ont été payés à votre société par le comité des actionnaires du chemin de fer du Nord.

Si ma mémoire est fidèle, la question a été seulement envisagée d'une manière générale, lorsque j'ai certifié le mémoire, et je serais heureux maintenant de me procurer les items de votre compte en détail.

Votre dévoué,

C. J. CAMPBELL.

W. H. LOCKHART GORDON, Ecr.

(Pièce No. 2.)

TORONTO, 6 avril 1876.

CHER M. CAMPBELL,—En réponse à votre lettre du 5 courant, me demandant de vous donner par écrit un état complet des items sur lesquels nous avons appuyé notre réclamation contre le comité des actionnaires du chemin de fer du Nord, réclamation qui fut plus tard arrêtée à \$5,000, je dois vous dire que, si, ma mémoire est fidèle, à l'époque où vous avez certifié le mémoire les différents services rendus, ainsi que les réclamations que nous avons contre les actionnaires, furent examinés d'une manière générale, et que la somme en question fut alors fixée comme représentant le juste montant qui devait nous être payé en considération de ces services et réclamations.

Cependant, comme vous désirez que j'énumère de nouveau les services que nous avons rendus et les circonstances sous lesquelles j'ai été employé pour le comité, je suis très heureux de pouvoir vous satisfaire.

Vous voudrez vous rappeler que le comité des actionnaires m'autorisa de passer en Angleterre et d'y prélever pour eux le nouveau capital de £300,000, et dans cette affaire je devais recevoir un pour cent, soit \$15,000. Là-dessus je traversai l'Atlantique dans le mois de juin, 1874, et je fus absent trois mois, pendant lesquels je m'efforçai à prélever ce nouveau capital. Mes efforts auraient été couronnés de succès et j'aurais trouvé des capitalistes prêts à placer cet emprunt sur le marché, si les actionnaires m'eussent fait obtenir la co-opération des autres parties intéressées dans le chemin de fer. Lors de mon retour en Canada, en septembre, 1874, le comité reconnut les services que je lui avais rendus en adoptant la résolution suivante :

ASSEMBLÉE

22 septembre 1874.

“ M. Gordon a fait un rapport verbal sur le résultat de sa mission en Angleterre, “ rapport que le comité a trouvé très satisfaisant, et il fut résolu sur motion de M. “ Scarth, secondé par M. Shortiss, que les efforts de M. Gordon et ses opérations en “ Angleterre, rencontrent l'approbation cordiale du comité, et que le comité “ présente ses remerciements à M. Gordon pour les démarches actives qu'il a faites “ dans l'intérêt des actionnaires.”

Les actionnaires plus tard n'ayant pas réussi à me faire obtenir les pouvoirs nécessaires à la réalisation du nouveau capital, et ayant fait ensuite avec le bureau de direction du chemin de fer du Nord des arrangements, qui m'enlevèrent des mains la négociation de cet emprunt, je crois qu'en loi j'étais en droit de réclamer les \$15,000 qu'ils m'avaient promises par écrit. Dans tout les cas j'avais droit à une indemnité considérable, lorsque cette affaire me fut enlevée des mains.

Quant aux autres services, ils sont très nombreux et ils couvrent une période de deux ans. Probablement il vaudra mieux pour moi de les séparer en différents chapitres.

Vacations et services à Ottawa.

En consultant nos livres, je trouve que M. Wells et moi n'avons pas fait moins de dix voyages à Ottawa, d'avril 1874 à avril 1875. Dans quelques-uns de ces voyages nous y avons passé trois semaines de suite, dans d'autres une quinzaine de jours, et en certain temps dix jours et une semaine. Je crois que dans deux occasions seulement nous y sommes restés moins de cinq ou six jours. Je serais heureux de pouvoir vous donner le nombre exact de jours pendant lesquels nous avons été absents lors de chacun de ces voyages, mais comme nous nous attendions de recevoir un honoraire déterminé pour nos vacations pendant chacune des deux sessions du Parlement, nous n'avons tenu compte que de nos dépenses lors de chacun de ces voyages, et non du temps que nous avons passé à Ottawa, et sans consulter les registres de l'hôtel où nous sommes descendus, lors de chaque voyage, je ne puis voir comment je pourrais vous fournir des informations plus précises à cet égard. En sus de ces voyages à Ottawa pendant les deux sessions en question, M. Wells et moi y avons fait, pour les affaires du chemin de fer du Nord, deux autres voyages, pendant chacun desquels, nous avons été absents de Toronto quatre jours au moins, je crois. Je pense que je ne suis pas loin de la vérité en disant que le temps que nous avons consacré pour les affaires de la compagnie à Ottawa ne saurait comprendre moins de trois mois en tout. Pendant presque toute la durée de chacune de ces deux sessions les intérêts des actionnaires du chemin de fer du Nord ont été surveillés soit par M. Wells, soit par moi-même, et cette surveillance était par elle-même un service important.

Vacations devant le comité.

Depuis le mois d'avril, 1874, jusqu'au mois d'octobre, 1875, j'ai toujours été assidû au comité des actionnaires, et j'ai assisté, je crois, à environ vingt séances, dont chacune généralement durait de deux à trois heures. J'ai rédigé tous les documents, lettres et avis d'importance qui ont été publiés ou adressés par ce comité. Dans deux occasions j'ai aussi rédigé pour le comité des bills qui devaient être présentés au Parlement dans l'intérêt des actionnaires, ainsi que des pétitions à cet égard.

Vacations devant les Conseils Municipaux de Toronto et de Simcoe.

Dans diverses occasions j'ai comparu devant les comités du conseil-de-ville dans le but d'obtenir la co-opération de la cité de Toronto, et je me suis également transporté à Barrie pour avoir l'aide du comité de Simcoe.

Vacations dans les bureaux du chemin de fer du Nord et dans les comités nommés par la compagnie.

Vous savez également que l'année dernière, après l'assemblée annuelle du chemin de fer du Nord, à laquelle j'assistais dans l'intérêt des actionnaires, je fus, avec vous et le col. Denison, nommé membre d'un comité spécial, composé à la fois d'actionnaires et de porteurs de bons, et chargé de régler le différend existant entre les deux partis. Ce comité siégea pendant au moins une demi-douzaine de séances, dont chacune dura presque une journée entière, et dans chacune de ces occasions j'étais présent dans l'intérêt des actionnaires et j'agissais pour eux.

Législation.

Vous n'ignorez pas non plus que le bill du chemin de fer du Nord de 1875 était l'œuvre de M. Edgar, qui agissait pour la compagnie, et la mienne, en ma qualité de représentant des actionnaires. M. Edgar rédigea le bill, mais je passai plusieurs heures à y travailler soit seul, soit avec lui et avec M. Cumberland, pour tâcher de le rendre acceptable à toutes les parties intéressées. Vous admettez qu'avant que je pusse faire un examen utile de ce bill, je devais acquérir une connaissance parfaite de tous les Actes antérieurs de la compagnie, ainsi que des compagnies de Prolongement, et de me mettre bien au fait de la question de l'amalgamation, qui était l'un

des points dont il s'agissait dans ce bill. Le fait de se procurer ces renseignements-là seuls constituait un travail qui n'était pas peu considérable.

Correspondance.

Je trouve que pour des lettres seulement j'ai, en différents temps, pendant ces deux années, couvert d'écriture au-delà de cent feuilles de grands papier à lettre. Il me serait tout-à-fait impossible de mentionner dans cette communication les nombreux pamphlets, papiers et documents que j'ai écrits pour soutenir les opinions des actionnaires; mais, si vous le désiriez, je pourrais vous en montrer quelques-uns, dont j'ai gardé des copies.

Par cet exposé vous pouvez voir la grande somme de travail qui a été accomplie et le long espace de temps pendant lequel M. Wells et moi avons dû nécessairement nous absenter de notre bureau. Je considère que le temps que nous avons ainsi passé ne peut pas s'évaluer à moins de six mois en tout, et, en notre qualité d'hommes d'affaires, vous comprendrez facilement jusqu'à quel point une telle absence de six mois a dû nécessairement être préjudiciable à notre société.

Nous comprenions que cette question était de la plus haute importance pour les actionnaires, et que les intérêts engagés dans ces conflits soumis au Parlement étaient aussi considérables. En conséquence, nous n'avons épargné ni temps, ni travail dans les efforts que nous avons faits pour faire reconnaître les droits des actionnaires, et lorsqu'il avait été conclu à Ottawa des arrangements favorables à leurs intérêts, nous croyions en prenant en considération toutes les circonstances qui se rattachent à cette affaire, et la convention en vertu de laquelle nous nous en sommes chargés, que nous avions droit à une rémunération libérale pour nos services, et pourtant nous n'avons reçu des actionnaires, comme vous le savez, qu'une compensation que j'ai toujours considérée comme bien au-dessous de ce que nous aurions pu en justice réclamer.

En terminant, je dois mentionner qu'en sus des services que je viens d'énumérer, j'ai comparu pour vous devant les arbitres nommés pour évaluer le capital-actions, ainsi que pour les actionnaires à la Grande Assemblée Spéciale, convoquée par M. Cumberland dans le but de changer la valeur des actions d'après le prix fixé par les arbitres.

J'espère que cet exposé renferme les renseignements que vous désirez. S'il se présente d'autres points qui requièrent de plus amples informations, je serai très heureux de pouvoir vous donner toutes les explications que vous me demanderez.

Je suis, cher monsieur,
Votre dévoué, etc.,

W. H. LOCKHART GORDON.

C. J. CAMPBELL, Ecr.,
Toronto.

(Exhibit 3.)

Le comité des actionnaires du chemin de fer du Nord du Canada

A Morrison, Wells et Gordon, Dt.

1874.		\$ cts.	\$ cts.
12 mars	Câblegramme aux agents à Londres.....	17 00	
18 do	do do do	13 00	
27 do	do aux mêmes.....	4 00	
27 avril	Dépenses de M. Gordon à Ottawa.....	31 50	
26 mai	do do do	62 00	
26 do	do de M. Wells, do	50 25	
	do de M. Gordon à Ottawa, New-York et en Angleterre...	454 17	
24 sept.	Louage de voiture.....	0 75	
21 oct.	Impressions de procurations des actionnaires	5 00	
30 do	Dépenses de MM. Wells et Gordon à Ottawa	54 00	
1875.			
22 février....	Dépenses de M. Gordon à Ottawa.....	32 00	
1er mars....	do pour aller et revenir d'Ottawa.....	41 00	
2 do ...	do de M. Gordon à Ottawa une seconde fois.....	41 00	
10 do ...	Louage de voiture.....	0 50	
13 do ...	do do	0 25	
15 do ...	Télégramme de M. Campbell	0 67	
	Réponse.....	0 30	
17 do ...	Télégramme à M. Wells.....	0 42	
19 do ...	Réponse.....	0 26	
22 do ...	Dépenses de M. Wells à Ottawa	74 50	
23 do ...	Frais d'express sur paquet des rapports d'Angleterre.....	2 90	
29 do ...	Louage de voiture.....	1 00	
	Frais de port.....	5 00	
	Chèque pour avoir une traite de £200 stg., pour envoyer aux agents à Londres pour leurs charges.....	995 00	1,886 47
6 avril.....	Services rendus par M. Gordon	5,000 00	5,000 00
			6,886 47
	Ajouté—G. T. Denison, Secrétaire, réclamant.....	2,404 29	
	do C. J. Campbell, do	276 92	
	do R. L. Denison, do	98 00	
			2,779 21
			\$9,665 68

Reçu paiement par les billets suivants de la compagnie du chemin de fer du Nord:—

\$2,697 61 dus le 10 juin 1875.
 2,322 69 " 10 juillet 1875.
 2,322 69 " 10 août 1875.
 2,322 69 " 10 sept. 1875.

\$9,665 68

Pour le comité des actionnaires,

GEORGE T. DENISON,
Secrétaire du comité.

C. J. CAMPBELL.

10 mai 1875.

" Frais judiciaires et parlementaires."

F. W. C.

CHEMIN DE FER DU NORD DU CANADA,
BUREAU DU GÉRANT-EN-CHEF,
TORONTO, 11 mai 1875.

THOS. HAMILTON, écr.,
Secrétaire.

Faits à l'ordre de la Compagnie, quatre billets comme suit :—

\$2,697 61	payable les	10 juin 1875.
2,322 69	do	10 juillet 1875.
2,322 69	do	10 août 1875.
2,322 69	do	10 septembre 1875.

\$9,665 68 et portez au "Compte du nouveau capital, dépenses parlementaires" sur lequel vous me consulterez.

FRED. CUMBERLAND.

(*Pièce No. 4, produite le 14 septembre 1875.*)

No. 2.

Cie. C. de F. du N.

" FRAIS JUDICIAIRES ET PARLEMENTAIRES, 1875." "

Mémoire.

En réponse à une lettre de M. Buckingham, secrétaire particulier du premier ministre, datée d'Ottawa, le 31 mars 1876, et requérant des explications à l'égard d'un prétendu "paiement irrégulier que l'on dit avoir été fait l'année dernière par le bureau des directeurs à certains actionnaires à Toronto, pour certains services que l'on prétend avoir été rendus par eux," je prends la liberté de faire rapport comme suit :

Les simples actionnaires, le 11 mars 1874, tinrent une assemblée à Toronto, et ils nommèrent alors un comité, chargé de veiller aux intérêts de ceux qui avaient des actions, et qui pouvaient être mis en péril par un bill que les directeurs se proposaient d'introduire en Parlement.

Ce comité, composé en majorité de personnes qui n'étaient pas actionnaires dans la compagnie, ne fut pas reconnu par le bureau des directeurs.

Néanmoins, ce comité continua d'agir, et se posa comme l'adversaire des directeurs (et d'après ce qu'il croyait), comme le défenseur des intérêts de ceux qui avaient des parts dans le capital-actions.

Par suite, en grande partie de cette hostilité, aucune mesure législative ne fut adoptée en 1874.

L'opposition du comité fut dirigée par des procureurs et conseils qui le guidaient, et l'on dépêcha un agent à Londres, en Angleterre, pour faire réussir les opérations financières auxquelles le comité s'était arrêté dans le but de réaliser un nouveau capital.

A une assemblée générale annuelle, tenue mercredi, le 10 février 1875, le bureau des directeurs présenta un projet de loi, qui rencontra l'opposition des actionnaires, mais qui finalement fut adopté par la compagnie, à la majorité des voix, en dépit des actionnaires qui votèrent dans la négative.

On comprit, néanmoins, que la passage du bill rencontrerait de grands obstacles, et que même elle se trouverait gravement compromise, à moins qu'on ne prit certains arrangements avec les actionnaires, et en conséquence, dans le but d'en venir à une entente au sujet du bill en question, on nomma à cette assemblée un comité d'actionnaires, composé de M. C. J. Campbell, du Col. Denison et de leur solliciteur, M. Gordon, et représentant, par procuration, une majorité absolue de tout le capital-actions de la compagnie aux mains des détenteurs réels.

Une assemblée, à laquelle assistèrent les membres de ce comité, eut lieu samedi,

le 13 février; on y discuta le projet de loi et l'on fit un effort pour en rédiger de nouveau certaines clauses de façon à rencontrer également les vues et du bureau des directeurs et des actionnaires.

A cette assemblée furent présents, comme représentant le bureau des directeurs, M. Cumberland, en compagnie de M. Edgar, conseil chargé de comparaître devant les Chambres.

Après beaucoup de travail et une longue discussion, on rédigea de nouveau les clauses du bill, qui avaient provoqué ce conflit, et les difficultés survenues furent levées et réglées de manière que le projet de loi fut adopté en fin de compte et d'un commun accord par toutes les parties intéressées. Sur ce, tous ceux qui étaient parties au bill se rendirent ensemble à Ottawa pour assurer le succès de cette mesure.

Après le dénouement de toutes ces difficultés et avant l'ajournement de la séance, on aborda, de la part des actionnaires, la question du paiement des frais, et l'on prétendit que dans tous les cas où il s'élevait un pareil conflit au sujet d'un bill entre le bureau de direction et les actionnaires d'une compagnie, et lorsqu'une entente avait lieu à la suite de concessions mutuelles, il était d'usage de faire tomber les frais sur la compagnie et non sur les simples actionnaires.

Après quelques instants de discussion, cette manière de voir fut adoptée par M. Cumberland et M. Edgar.

M. Cumberland alors amena sur le tapis la question relative au montant de ces frais, mais comme il n'avait été présenté aucun compte, et comme il y avait encore de nouvelles dépenses à faire au sujet du bill, il fut alors impossible de se prononcer à cet égard; cependant, il fut alors expressément convenu que l'on ne porterait en compte aucuns autres frais que ceux dont les actionnaires auraient été tenus légalement responsables et qu'ils auraient dû payer dans le cas où il n'y aurait pas eu d'arrangements de pris avec la compagnie. M. Cumberland alors, sur l'avis de M. Edgar, consentit à assumer la responsabilité ainsi limitée de ces frais comme conséquence du règlement et à ce qu'ils fussent payés par la compagnie, pourvu toujours que tous les comptes seraient d'abord approuvés et certifiés par M. Campbell et le Col. Denison de la part des actionnaires.

Eu égard aux intérêts des actionnaires, ainsi représentés par MM. Campbell et Denison à la réputation de ces messieurs ainsi qu'à la haute respectabilité de la société de Morrison, Wells et Gordon, à qui la plus grande partie de ces frais était due, on trouva que la compagnie était suffisamment protégée par les conditions de cet arrangement.

Le bill, ainsi adopté d'un commun accord, fut appuyé à Ottawa par toutes les parties intéressées, agissant de concert, et (sauf quelques amendements faits en comité) passa définitivement et devint loi le 8 avril 1875.

Quelque temps après il fut présenté un compte des dépenses à M. Cumberland par l'entremise de M. Campbell, mais comme il n'était pas certifié conformément à l'entente ci-dessus, on le renvoya à MM. Campbell et Denison pour qu'ils en fissent l'examen et la vérification.

Ces messieurs s'étant convaincus par eux-mêmes de l'exactitude des frais réclamés, renvoyèrent le compte revêtu de leur certificat pour qu'il fut payé.

Et le 10 mai 1875, le compte fut arrêté à la somme de \$9,665.68, et fut immédiatement transmis, d'après la routine ordinaire des affaires, au bureau du trésorier, pour être soldé et y demeurer de record; il y est encore avec toutes les pièces justificatives de même nature. Il y a été entré et porté au compte des "Frais Judiciaires et parlementaires" comme item à la charge du nouveau capital prélevé en vertu des dispositions de cet acte.

Je sou mets que ce règlement repose sur un principe tout-à-fait juste, qu'il s'accordait avec tous les précédents dans des cas semblables, et qu'il était éminemment avantageux, sinon absolument nécessaire, pour le but que la compagnie voulait atteindre et les intérêts qu'elle avait à sauvegarder en demandant la passation de cet acte.

Le montant des frais réclamés est sans doute susceptible d'être contesté: sur ce point j'annexe les explications fournies à MM. Campbell et Denison par Morrison, Wells et Gordon, lorsque le montant fut certifié, ainsi qu'une copie de l'état explicatif présenté par M. Campbell aux actionnaires.

L'expérience acquise à propos de comptes semblables, payés par cette compagnie et par d'autres corps publics au sujet de procédures parlementaires et de conflits d'intérêts lors de la passation d'un acte, semblerait démontrer, néanmoins, qu'en égard à la nature et à la valeur des services en question, au long espace de temps (près de deux ans) pendant lequel tels services ont été rendus, à la mission spéciale en Angleterre, et aux vacations à Ottawa et ailleurs, le montant total, tout élevé qu'il soit, ne serait pas considéré (d'après ce qu'on m'en a dit) par les avocats et procureurs comme extraordinaire et exorbitant; n'ayant pas la qualité requise je ne saurais me prononcer sur cette question des frais, mais je crois qu'en face des arrangements que l'on avait pris précédemment pour nous protéger et qui avaient été respectés, il aurait été de la plus insigne mauvaise foi si, lorsque le bill, par les efforts réunis et les concessions mutuelles des parties intéressées eût été passé, j'avais, moi, comme représentant la compagnie, refusé d'assumer pour elle la responsabilité des frais, tout en les faisant retomber sur les simples actionnaires, qui, au début, en étaient responsables.

Après avoir examiné cette transaction sous toutes ses faces, la seule que je regarde avec regret, c'est celle qui me présente la responsabilité que j'ai assumée et l'autorité que je me suis arrogée au sujet du règlement final et de l'acceptation de ce compte. Sur ce point, et sur celui-là seulement, je crois avoir commis une erreur de jugement, mais harassé comme je l'avais été depuis longtemps, ainsi que la compagnie, par les actes d'hostilité des actionnaires, anxieux que j'étais (après avoir déjà éprouvé bien des échecs) d'obtenir enfin la passation d'une loi, et considérant d'ailleurs combien le crédit de la compagnie se trouvait et se trouve encore sensiblement affecté par la réalisation de ce nouveau capital, je me suis laissé entraîner dans une voie, qui toute irrégulière qu'elle fût, techniquement parlant, m'a été tracée, suivant moi, par une bonne et saine politique, féconde en bons résultats pratiques. L'effet produit a été de réunir de nouveau les éléments autrefois hostiles de la compagnie, (c'est-à-dire les actionnaires et les porteurs de bons) sur le terrain des concessions mutuelles et dans un effort vigoureux, afin de profiter de l'Acte de 1875, surtout en ce qui regarde l'extinction de l'hypothèque du gouvernement fédéral.

Ces résultats sont visibles par le fait même que le bureau actuel des directeurs a été élu à l'unanimité des voix, comprenant un nombre presque égal d'actionnaires et de porteurs de bons.

FRED. CUMBERLAND,
Gérant en chef.

TORONTO, 17 avril 1876.

NOTE EXPLICATIVE DE M. CAMPBELL.

Mémoire des argents payés pour réclamations contre le comité des actionnaires du chemin de fer du Nord.

Morrison, Wells et Gordon, honoraires.....	\$5,000 00
do do déboursés.....	891 47
Agents de Londres de Morrison Wells et Gordon	995 00
G. T. Denison, secrétaire, pour services.....	2,000 00
do déboursés.....	404 29
C. J. Campbell, do	276 92
R. L. Denison vs. Cumberland, frais de poursuite.....	98 00
	<hr/>
	\$9,665 68

Les honoraires payés aux solliciteurs ont tenu lieu d'une commission que le comité était convenu de donner, dans le cas où le capital-actions serait placé sur le marché, mais comme ils ont failli dans leur négociations par suite du défaut d'autorisation de la part de la compagnie, ils n'ont pas pu réclamer la commission qui avait été fixée à un pour cent et qui leur aurait rapporté £3,000 sterling. L'honoraire de

\$5,000 n'a pas été considéré en conséquence comme exorbitant. Leurs déboursés, en outre, comprenaient les dépenses de M. Gordon pour sa mission en Angleterre, ainsi que divers voyages qu'il avait faits à Ottawa en allant et revenant. D'un autre côté, les agents légalement constitués à Londres ont adressé une réclamation au montant de £200 sterling pour des services qu'ils avaient rendus, réclamation qui a été admise et payée.

Le secrétaire a reçu \$2,000 aux termes de ses arrangements avec le comité. Les déboursés qu'il a fait comprennent la somme qui a été payée à feu R. L. Henderson.

Quant aux déboursés de M. Campbell, ils se composent seulement de ses frais de voyage.

L'item de \$98 payé à R. L. Denison était pour les frais du procès contre Cumberland.

Afin de couvrir le compte ci-dessus de \$9,665.68, le chemin de fer du Nord a donné les billets suivants dont quelques-uns sont encore en circulation :

\$2,697	61
2,322	69
2,322	69
2,322	69
<hr/>	
\$9,665	68
<hr/>	

C. J. CAMPBELL.

TORONTO, 26 novembre 1875.

TORONTO, 15 septembre 1876.

M. GEORGE T. DENISON, après serment prêté,

Est interrogé par *M. Mowat* :—

Q. Parmi certaines sommes d'argent qui ont été payées par la compagnie du chemin de fer du Nord, je trouve un montant de \$2,000, que l'on dit avoir été payé à G. T. Denison, secrétaire, pour services rendus. Êtes-vous le G. T. Denison qui s'y trouve mentionné ?

R. Oui.

Q. Pourquoi ce montant vous a-t-il été payé ?

R. Il m'a été payé pour mes services comme secrétaire du comité, pendant une période de temps d'environ un an et demi.

Q. De quel comité ?

R. D'un comité des simples actionnaires. C'était la convention en vertu de laquelle j'avais été employé par le comité. M. Campbell a fait cette convention avec moi, et est convenu de me payer ce montant. A l'expiration de mes services il l'obtint de la compagnie, et me le paya.

Q. Pour qui M. Campbell agissait-il ?

R. Il était l'un des membres du comité. Il n'avait pas été régulièrement nommé dans le comité, mais il en était membre virtuellement, en tant qu'il a agi pendant toute cette période.

Q. Était-ce un comité de simples actionnaires ?

R. Oui.

Q. Quels services deviez-vous rendre ?

R. Je devais agir comme le secrétaire salarié du comité, assister à toutes les assemblées, garder tous les procès-verbaux, etc. Le comité devait avoir l'usage de mon bureau pour y tenir ses assemblées. De fait, soumis aux ordres du comité, je devais faire tout l'ouvrage qu'il serait nécessaire de faire pendant cette période de temps.

Q. Quand cette convention a-t-elle été faite ?

R. Ce fut avant que j'occupasse cette position. Je ne désirais pas d'abord l'accepter, mais on vint me trouver plusieurs fois à cet égard. Mon oncle était le président du comité.

Q. Combien de temps était-ce avant qu'il y eut des arrangements de pris entre les actionnaires et les directeurs de la compagnie?

R. Je crois que ça dû être près d'un an après l'époque où nous nous sommes entendus sur le bill à présenter, et alors il y eut toujours beaucoup d'ouvrage à faire ensuite. Je suis allé à Ottawa en différentes occasions après cela.

Q. Pour les affaires du comité?

R. Oui, j'y allai d'après les ordres du comité.

Q. Est-ce que votre rémunération pour ces services et voyages se trouvait comprise dans ce montant de \$2,000?

R. Oui; tout se trouvait compris dans ce montant, excepté les déboursés actuellement encourus.

Par le Président :—

Q. Il y avait un autre item pour déboursés?

R. Je ne m'en rappelle pas les particularités, mais il y avait dans cet item environ \$200 pour les déboursés de l'ancien secrétaire du comité, feu M. Henderson.

Par M. Cameron :—

Q. Quel était le montant des déboursés?

R. Il était de \$404.29. Une partie de ce montant comprenait mes dépenses de voyage à Ottawa dans quatre ou cinq occasions. M. Campbell a entre ses mains les particularités, et je crois qu'il s'en trouve une copie parmi les papiers que possède mon oncle. Je pense avoir fourni à M. Campbell un état de ces items en détail. Il avait eu connaissance de presque toutes les sommes d'argent qui avaient été payées, et il était satisfait quant à ce montant. Il a été payé environ \$200 à la succession de feu M. Henderson.

Par M. Mowat :—

Q. Le reste était-il pour des déboursés réels?

R. Oui, pour des déboursés tous réels. Je puis mentionner maintenant que je n'étais ni membre du comité, ni actionnaire.

Q. Pourriez-vous me dire la quantité d'actions que représentaient les actionnaires dans l'intérêt desquels agissait le comité?

R. Je ne saurais vous le dire de mémoire, mais M. Campbell représentait un très fort montant d'actions, s'élevant à plus de \$200,000. Il en représentait beaucoup plus que tous les autres réunis ensemble. Je crois que les autres représentaient seulement un montant de \$10,000 à \$20,000.

Q. Quels étaient les autres membres du comité?

R. Le nombre des membres a varié quelque peu. Le premier comité n'était pas tout-à-fait le même que celui qui existait lorsque j'ai été nommé secrétaire.

Q. Quels étaient les membres du comité lorsque vous avez été nommé secrétaire?

R. Le comité était composé comme suit: d'abord le comité avait le pouvoir d'ajouter à son nombre, et en conséquence ils invitèrent M. Campbell à en faire partie. Ce comité donc se composait de mon oncle, qui était le président, de M. Campbell, de M. Thomas H. Lee, de M. Scarth, et de M. Shortiss. M. G. P. Dickson fut nommé membre du comité le même jour que je fus choisi comme secrétaire. Plus tard, après la passation du bill, M. James S. McMurray fut nommé membre du comité, et quelque temps après cela M. John Beverly Robinson en fit partie. Je crois que M. Robinson n'a peut-être assisté qu'à une ou deux séances avant que nous ayons fait notre rapport.

GEORGE T. DENISON.

M. F. W. CUMBERLAND, ayant été de nouveau rappelé,

Est interrogé par M. Mowat :—

Q. J'ai appris hier que le bruit courait que l'on avait payé à M. J. D. Edgar, pour ses dépenses d'élection, une somme en argent prise sur les fonds du chemin de fer du Nord. Est-ce le cas?

R. Non; ce n'est pas le cas.

Q. M. Edgar a été membre du Parlement à une certaine époque ?

R. Oui.

Q. Et il a été candidat plus d'une fois ?

R. Oui.

Q. Et est-ce que l'on a rien pris pour défrayer ses dépenses d'élection sur les fonds du chemin de fer du Nord dans quelque'une de ces occasions ?

R. Rien.

Q. On n'a rien pris dans aucune de ces occasions, ni directement, ni indirectement ?

R. Non, pas une seule piastre, ni directement, ni indirectement.

Q. A-t-il jamais été employé en sa qualité d'homme de profession par la compagnie du chemin de fer du Nord ?

R. Il a été employé comme tel par la compagnie du Prolongement du chemin de fer du Nord.

Q. Était-ce une compagnie distincte ?

R. Oui.

Q. Était-ce cette compagnie qui a été plus tard amalgamée avec la compagnie du chemin de fer du Nord ?

R. Oui.

Q. Était-ce avant cette amalgamation qu'il a été employé ?

R. Il était l'avocat de cette compagnie.

Q. A-t-il jamais agi devant le Parlement comme conseil du chemin de fer du Nord ?

R. Oui.

Q. A quelle époque ?

R. C'était pendant la session de 1875, lorsque nous travaillions à faire passer notre bill.

Q. Sont-ce les seuls services professionnels que M. Edgar ait rendus à la compagnie du chemin de fer du Nord et dont vous vous rappelez ?

R. Je crois que oui. Je ne me rappelle pas qu'il ait été employé par la compagnie dans d'autres occasions. Il avait travaillé de concert avec moi à Londres dans une autre occasion, mais il agissait alors pour la compagnie du Prolongement.

Q. Il était à Londres avec vous, mais il agissait pour la compagnie du Prolongement du chemin de fer du Nord, lorsque vous y aviez quelques affaires à transiger pour le chemin de fer du Nord ?

R. Oui. Je représentais les deux compagnies.

Q. Est-ce qu'il y a fait quelque ouvrage pour la compagnie du chemin de fer du Nord ?

R. Nos directeurs à Londres l'invitèrent, je crois, à rédiger un bill.

Q. Quand cela eut-il lieu ?

R. En 1872 ou 1873.

Q. Vous dites qu'il fut prié de rédiger un bill ?

R. Oui ; il fut prié de rédiger un bill par nos directeurs de Londres.

Q. Quel bill ?

R. Un bill qui devait être présenté dans la Chambre des Communes en Canada. Nous cherchions alors à faire passer un acte, et ils crurent alors devoir profiter de sa présence à Londres en lui faisant rédiger un bill.

Q. Rédigea-t-il le bill ?

R. Non ; il ne le rédigea pas. Il refusa de nous aider comme homme de profession.

Q. Quand vous dites qu'il refusa de vous aider, vous voulez parler de la compagnie du chemin de fer du Nord ?

R. Oui.

Q. Pourquoi refusa-t-il ?

R. Pour la raison qu'il occupait un siège en Parlement.

Q. Occupait-il un siège en Parlement à l'époque où il agissait comme conseil devant la Chambre pour le chemin de fer du Nord en 1874-75 ?

R. Il ne siégeait plus en Parlement à cette époque.

Q. Combien reçut-il pour ses services comme conseil devant la Chambre en 1874-75 ?

R. Pour les services qu'il avait rendus en rédigeant le bill ainsi que pour ses vacations à Ottawa, et pour son travail à propos des nouvelles dispositions introduites dans le bill, dont il a été question hier dans les témoignages, il reçut, en tout, je crois \$2,500.

Q. Ces honoraires furent-ils accordés par le bureau des directeurs ?

R. Ils le furent.

Par le Président :—

Q. Par le bureau des directeurs de la compagnie du chemin de fer du Nord ?

R. Oui.

Par M. Mowat :—

Q. Le paiement de cette somme avait-il quelque rapport avec les dépenses d'élection ?

R. Non ; pas aucun rapport quelconque.

Q. Est-ce qu'il y avait pour les élections un fonds auquel vous avez contribué à même les deniers du chemin de fer du Nord, en sus du montant dont vous avez déjà parlé ?

R. Il n'y en avait pas. Dans la première partie de mon témoignage, je vous ai indiqué toutes les dépenses d'élection que nous avons payées.

Q. Dans l'enquête du chemin de fer du Pacifique il a été question d'un fonds d'élection, et je crois qu'il a été dit que vous aviez contribué à ce fonds ?

R. Je n'y ai contribué en aucune façon quelconque. Cette assertion est tout-à-fait contraire à la vérité. Je n'ai eu rien à faire du tout avec ce fonds ni comme représentant la compagnie, ni en mon propre et privé nom.

Q. Avez-vous contribué personnellement à quelque fonds d'élection créé en faveur de M. Edgar ?

R. Non.

FRED. CUMBERLAND.

M. J. D. EDGAR, assermenté.

Interrogé par M. Mowat :—

Q. La compagnie de chemin de fer du Nord du Canada a-t-elle co-opérée au paiement de vos dépenses d'élections ?

R. Non, dans aucun temps.

Q. Les deniers de la compagnie de chemin de fer du Nord ont-ils été donné en aide indirectement ?

R. Ni directement, ni indirectement par cette compagnie ou aucune autre.

Q. Avez-vous jamais été employé comme homme de profession par la compagnie de chemin de fer du Nord ?

R. Oui, à propos de la législation de 1875, pour négocier avec le gouvernement au nom de la compagnie, et aider ensuite à mettre à exécution les clauses d'amalgamation contenues dans le bill.

Q. Etiez-vous en Parlement à cette époque ?

R. Je n'y étais pas.

Q. Votre compte a-t-il été soldé par la compagnie ?

R. J'ai cru comprendre qu'il avait été approuvé par le bureau. Du moins, on m'a dit que je ne pourrais pas le faire solder à moins d'être approuvé par le bureau.

Q. Quel en était le montant ?

R. \$2,500.

Q. Cela se rapportait-il aux dépenses d'élection ?

R. Nullement.

Q. Y avait-il aucune partie de cette somme payée en considération de services d'élection ?

R. Non, c'était parfaitement étranger à cela.

Q. M. Cumberland a-t-il contribué personnellement au paiement de vos dépenses d'élection ?

R. Non, j'ai toujours compris que les sympathies de M. Cumberland étaient acquises à mes adversaires en politique, conséquemment je ne le lui aurais pas demandé.

Q. Avez-vous été quelque temps procureur de la compagnie du Prolongement Nord ?

R. Je l'ai été jusqu'à la date de la fusion, et de fait, je le suis encore, lorsqu'il s'agit de terminer toutes affaires d'expropriation de la compagnie.

Q. Etes-vous jamais allé en Angleterre avec M. Cumberland pour les affaires de la compagnie de Prolongement.

R. J'y suis allé. J'étais procureur de la compagnie de Prolongement et ai été envoyé en Angleterre par le bureau de la compagnie de Prolongement afin d'essayer à faire exécuter un contrat conclu par le câble sous-marin avec messieurs Ewen de Londres, pour la vente des bons de la compagnie de Prolongement, contrat que les messieurs Ewen n'exécutaient pas.

Q. Avez-vous consacré vos services professionnels à la compagnie du chemin de fer du Nord lorsque vous y étiez ?

R. Point du tout. Les directeurs de Londres de la compagnie du chemin de fer du Nord me demandèrent si je voulais rédiger un bill, mais j'ai refusé parce que j'étais élu à la Chambre des Communes alors, et que le bill viendrait devant la législature.

Q. Vous dites qu'aucuns des deniers de la compagnie du chemin de fer du Nord n'ont été employés à payer vos dépenses d'élections. Ceux de la compagnie de Prolongement l'ont-ils été ?

R. Non, pas un centin. Je puis dire aussi que depuis décembre 1874, jusqu'à la date de la fusion en juin 1875, la plus grande partie du temps que je consacre à ma profession a été passée soit à Ottawa ou ici pour surveiller le bill de fusion ; et que pendant le temps que j'avais un siège au Parlement, ni moi ni mes associés n'avons reçu aucuns honoraires pour la passation de la loi à la législature fédérale.

J. D. EDGAR.

TORONTO, 23 septembre 1876.

M. FRANCIS HARRIS HEWARD, assermenté.

Interrogé par M. Bethune :—

Q. Vous êtes agent de la compagnie d'assurance Royale ?

R. Je le suis.

Q. Et l'avez été pendant plusieurs années ?

R. Depuis 25 ans.

Q. Avez-vous pris des risques ou des polices d'assurance sur la propriété de la compagnie de chemin de fer du Nord ?

R. Jamais pour la compagnie.

Q. Les polices sont-elles au nom de la compagnie ?

R. Il n'y a aucune police qui existe.

Q. Avez-vous jamais eu aucune police ?

R. Non, j'ai eu des offres, mais je les ai refusées.

Q. Alors vous n'avez jamais eu aucune police sur le matériel ou les bâtisses ?

R. Non.

Q. En aviez-vous sur les entrepôts, le blé dans l'élévateur ou quelque chose de ce genre ?

R. Pas avec la compagnie du chemin de fer du Nord directement, mais avec d'autres personnes.

Q. Ces polices ont-elles été effectuées par l'entremise de M. Cumberland ou son fils ?

R. Non. J'ai eu des offres verbales de M. Cumberland pour l'assurance sur le matériel etc.

Q. Pourquoi ces offres n'ont-elles pas été acceptées ?

R. Nous nous entendions pour le taux, mais il voulait une commission de dix pour cent sur la prime, chose que je ne pouvais lui donner. Avec la dernière offre nous demeurâmes d'accord pour le taux et il dit qu'il se contenterait de cinq pour cent, mais je ne pouvais pas même lui donner cela.

Q. Je crois que cette commission devait lui être payée personnellement ?

R. Je le crois, en effet.

Q. Est-ce que cela devait être sur la propriété tenue en fidéicommiss par la compagnie ?

R. Oui.

Q. Est-ce que cela comprenait les bâtisses, matériel ou entrepôts de la compagnie ?

R. Je crois que c'était les stations, les bâtisses et le matériel, y compris les chars, etc.

Q. Le montant total du risque était-il mentionné ?

R. Il l'a été dans le temps, mais je ne puis certainement pas me le rappeler. Il m'offrit, je crois, dans les deux premiers cas, un tiers du montant total d'assurance que je consentais à prendre, et dont la prime se serait élevée à environ \$1,500, sur laquelle somme il voulait toucher une commission de dix pour cent.

Q. A combien devaient s'élever les primes annuelles ?

R. Je pense que le tiers représenterait quelque chose comme \$1,500 dans chaque cas.

Q. Alors les dix ou cinq pour cent auraient été payés sur cette somme ?

R. Oui, quelque fût la prime. Comme de raison ce serait dix pour cent sur les \$1,500, car c'était la prime.

Q. Est-ce que cela a été refusé ?

R. J'ai refusé parce que je lui ai dit que je ne pouvais pas lui donner la commission, vu qu'il ne me resterait plus rien du tout.

Q. Connaissiez-vous des compagnies qui ont effectué des polices d'assurance pour la compagnie du chemin de fer du Nord ?

R. Je crois que la compagnie *Ætna*, la *British America* et la *Western* l'ont fait. Je ne suis pas certain, mais je sais, en tant que cela me regarde, que l'on m'a donné à entendre que la compagnie *Ætna* avait accepté le montant qui m'avait été offert.

Q. Avez-vous eu aucune conversation avec M. F. W. Cumberland lui-même ?

R. Non, c'était avec M. Barlow Cumberland. Il était commis dans le bureau de la compagnie du Nord et avait la charge de toutes les assurances, je crois.

Q. Quand eut lieu la dernière offre ?

R. Il y a à peu près trois ans.

Q. Étiez-vous sous l'impression qu'il était alors employé dans le bureau de la compagnie du chemin de fer du Nord ?

R. Certainement que je l'étais.

F. H. HEWARD.

M. NOAH BARNHART, assermenté.

Interrogé par M. Bethune :

Q. Avez-vous été directeur du chemin de fer du Nord du Canada ?

R. Seulement quelque temps.

Q. Pendant combien de temps ?

R. Environ six mois, je crois.

Q. En quelle année ?

R. Quelque temps après l'amalgamation.

Q. Avez-vous des intérêts dans aucune compagnie d'assurance de cette cité ?

R. Je suis directeur de la compagnie d'assurance *Western*.

Q. Est-ce la seule ?

R. Oui.

Q. Est-il à votre connaissance qu'un risque a été pris par la compagnie *Western* sur la propriété du chemin de fer du Nord du Canada ?

R. Tout ce que je sais, c'est qu'une demande a été faite pour une certaine partie de l'assurance sur le matériel roulant de la compagnie, et les stations sur le chemin.

Q. Pouvez-vous dire si cette assurance a été obtenue ?

R. Je ne le sais pas. La demande est venue devant le bureau, mais je ne sais pas si la police a été accordée ou non.

Q. Savez-vous s'il a été payé quelque chose à M. Cumberland ou à son fils, pour ces assurances de la compagnie ?

R. Je ne le sais pas.

Q. Connaissez-vous quelque chose à propos d'un contrat qui a été donné à MM. Manning et Ginty pour le prolongement du chemin de fer Meaford ou North Grey ?

M. Boulton s'oppose à la question, parce que la compagnie Meaford est une compagnie distincte de la compagnie du Nord du Canada, et que l'enquête ne se rapporte qu'à celle-ci.

Q. Qu'y avait-il de commun entre le chemin de fer North Grey et la compagnie du chemin de fer du Nord du Canada ?

R. Rien, avant que le North Grey fut donné a bail, à la compagnie du Nord.

Q. Le chemin de fer du Nord est-il propriétaire de cet embranchement maintenant ?

R. La compagnie en est propriétaire en vertu de l'acte d'amalgamation.

Q. Elle a fourni les fonds pour construire ce chemin ?

R. Non.

Q. N'a-t-elle pas garanti l'intérêt ?

R. Elle garanti l'intérêt sur £2,000 par mille pour l'embranchement de Muskoka et celui de North Grey.

Q. L'amalgamation a-t-elle eu lieu avant que le North Grey (ou embranchement Meaford) fut construit ?

R. Non, ce n'est que longtemps après.

Q. M. Cumberland était-il concerné en aucune manière dans ce chemin ?

R. Il était l'ingénieur consultant du North Grey et du Muskoka.

Q. Était-ce parce qu'il était gérant de la compagnie du chemin de fer du Nord du Canada ?

R. Je l'ignore.

Q. Est-il à votre connaissance qu'une commission a été payée à MM. Manning et Ginty ?

R. Non.

Q. Connaissez-vous quelque chose concernant l'achat des steamers *Chicora* et *Cumberland* ?

R. Oui.

Q. Aviez-vous des intérêts dans le *Cumberland* ?

R. Aucuns.

Q. Connaissez-vous quelque chose concernant le *Cumberland* ?

R. Rien du tout.

Q. Connaissez-vous quelque chose concernant le *Chicora* ?

R. Oui.

Q. De qui a-t-il été acheté ?

R. Des MM. Milloy.

Q. A quel prix ?

R. \$52,500.

Q. Par l'entremise de qui l'achat a-t-il été fait ?

R. Par M. Frank Smith et M. Cumberland. M. Frank Smith a payé un tiers, M. Cumberland un tiers et moi-même un tiers.

Q. Cela ferait par conséquent près de \$18,000 chacun ?

R. Oui, mais il y avait une hypothèque sur le bateau dans le temps, et j'ai payé près de \$30,000 en argent. J'ai perdu plus de \$45,000 sur ce bateau, y compris les intérêts.

Q. Quel montant M. Cumberland a-t-il payé ?

R. M. Frank Smith et moi avons payé le tout et il n'y a eu aucune réclamation contre le bateau. M. Cumberland se trouve arriéré de \$500 ou \$600.

Q. A quel chiffre se monteraient les paiements faits par lui, \$30,000 ?

R. Je ne sais pas. Je crois qu'il a payé environ \$28,000.

Q. Avez-vous une idée du montant des fonds de la compagnie du chemin de fer du Nord du Canada qui été ont payés sur cette somme ?

R. Je n'en ai jamais eu la moindre idée.

Q. Le steamer était-il à son nom ?

R. Non. Nous ne voulions pas lui donner une part avant qu'il eût tout payé.

Q. Vous ne saviez pas que cet achat était fait pour la compagnie du Nord ?

R. Non. La convention était avec M. Cumberland personnellement.

Q. Depuis combien d'années avez-vous acheté le bateau ?

R. Nous l'achetâmes en 1872.

Q. Lui avez-vous fait faire le service à votre compte, ou bien a-t-il été nolisé ?

R. Il a été nolisé l'année dernière et cette année à la compagnie du chemin de fer du Nord du Canada.

Q. Quand a-t-il été nolisé ?

R. Au printemps.

Q. A quel prix ?

R. Tout ce que nous avons pu avoir a été \$3,800 l'année dernière.

Q. Ce montant est-il pour plusieurs saisons ?

R. Non, seulement pour celle-là.

Q. Lorsque vous l'avez nolisé, vos conventions étaient-elles par écrit ?

R. Je ne sais pas.

Q. Y avait-il un vote du bureau de direction à cet effet, ou était-ce au moyen d'une entente avec M. Cumberland ?

R. Je crois qu'il y eut un vote du bureau.

Q. Qui a négocié la chose entre la compagnie et vous ?

R. M. Smith et moi.

Q. Qui représentait la compagnie à cette occasion ?

R. M. Cumberland.

Q. Comment se fait-il que M. Cumberland qui avait des intérêts dans le steamer faisait une convention de ce genre ?

R. Nous avons refusé de mettre le bateau en service. Nous l'avions acheté dans l'espoir, comme M. Cumberland le donnait à entendre, d'en retirer des bénéfices, tout ce que nous avons fait était pour l'avantage de la compagnie du Nord, et nous y avons perdu notre argent.

Q. Connaissez-vous quelque chose concernant un contrat pour la construction d'un élévateur à Toronto ?

R. Non.

Par le Président :

Q. Qui a eu les \$3,800 ?

R. M. Smith et moi.

Q. M. Cumberland n'a-t-il rien eu ?

R. Rien du tout.

Par M. Bethune :—

Q. A-t-il reçu le bénéfice du tiers, vu que ses obligations s'élevaient à cette proportion ?

R. Je crois que M. Smith et moi en assumions la responsabilité.

Q. Connaissez-vous quelque chose concernant l'achat de matériel fait à Simcoe du capitaine Isaac May ? La compagnie a-t-elle acheté le steamer *Emily May* ?

R. Je ne me souviens pas tout-à-fait. Il a été acheté par la compagnie du Prolongement. L'achat a été fait par M. Henry Howland.

Q. Vous n'y étiez pas personnellement intéressé ?

R. J'avais quelque chose à voir dans les paiements.

Q. A quel prix a-t-il été acheté ?

R. Je crois que c'est pour \$15,000.

Q. Pouvait-on le considérer comme valant ce montant?

R. Je crois que oui. Ceci n'a pas encore été payé.

Q. Y avait-il une hypothèque appliquée sur le steamer?

R. Guidé par les pouvoirs accordés par l'Acte d'amalgamation la compagnie a pris le steamer au prix qu'il avait coûté à la compagnie de Prolongement.

Q. Connaissez-vous quelque chose concernant certaines transactions entre M. Patrick Burns et la compagnie de chemin de fer du Nord du Canada pour le transport de la houille?

R. Non.

NOAH BARNHART.

M. PATRICK BURNS, assermenté.

Interrogé par M. Bethune :—

Q. Vous êtes commerçant de houille et de bois dans la Cité de Toronto?

R. Oui, monsieur.

Q. Vous l'avez été pendant plusieurs années?

R. Oui, monsieur.

Q. Il y a quelques années vous aviez un contrat avec le chemin de fer du Nord du Canada pour transporter le bois sur cette ligne?

R. La compagnie transportait le bois, mais je n'avais aucun contrat avec elle.

Q. Aviez-vous fait des conditions verbales?

R. Oui.

Q. Depuis combien d'années cela dure-t-il?

R. Dix ou douze ans.

Q. Y avait-il quelque arrangement cette année ou l'année dernière?

R. Non. J'en ai fait transporter une certaine quantité l'année dernière en la manière ordinaire.

Q. Quelle quantité à peu près?

R. Je ne puis préciser. Je ne pense pas en avoir transporté plus de trois ou quatre cents cordes.

Q. Avez-vous fait aucune convention avec quelque personne attachée au service de la compagnie pour le transport de ce bois?

R. Je ne crois pas. C'était du fret ordinaire.

Q. Y a-t-il eu aucune convention de faite?

R. J'ai acheté le bois sur place et l'ai fait transporter.

Q. Avez-vous fait aucun arrangement avec M. Barlow Cumberland,—avez-vous eu quelque conversation avec lui?

R. Je crois que j'ai eu une conversation avec lui l'hiver dernier.

Q. Où eut lieu cette conversation?

R. Je crois que c'était dans son bureau.

Q. Quel a été le résultat de cette conversation? A-t-il dit qu'il consentirait à transporter le bois?

R. Oui.

Q. Quel taux payiez-vous?

R. Je ne sais pas. Je crois que je payais le taux ordinaire.

Q. Y a-t-il eu quelque bonus de payé à lui ou à d'autres personnes?

R. Non, jamais.

Q. Comment payiez-vous? par chèque?

R. Je payais à l'agent du fret, M. McDonald, mais le chèque était toujours à l'ordre de la compagnie de chemin de fer du Nord du Canada.

Q. Ne devait-il pas y avoir des extras de donnés à M. Barlow Cumberland, soit en cette année ou en d'autres.

R. Jamais, ni à M. Cumberland, aîné, ou à son fils.

Par le Président :—

Q. A-t-il reçu quelque commission en aucune manière, soit en bois ou aucune autre chose de ce genre ?

R. Non, aucunement.

P. BURNS.

M. ALEXANDER MANNING, assermenté.

Interrogé par M. Bethune :—

Q. Vous êtes entrepreneur, M. Manning ?

R. Oui.

Q. Je crois que vous et M. Ginty avez été associés de temps en temps ?

R. Oui.

Q. Avez-vous un contrat pour la construction d'un chemin de fer jusqu'à Meaford ?

R. Oui, un contrat pour le North Grey, de la compagnie de Prolongement Nord.

Q. Y a-t-il eu, soit directement ou indirectement aucune somme de payée à M. Cumberland à propos de ce contrat, soit comme bonus ou autrement ?

M. Boulton fait objection.

R. Jamais, en aucune manière. Nous n'avons jamais eu de contrats avec le chemin du Nord. Ce contrat était fait avec une compagnie tout-à-fait indépendante de celle-là.

Q. Mais ne forme-t-elle pas partie maintenant de la compagnie du Nord ?

R. J'ai lieu de le croire.

Q. Vous dites que vous ou M. Ginty n'avez jamais rien payé à M. Cumberland. Y a-t-il eu quelque chose de payé à M. Cumberland fils, ou à quelque autre personne pour lui.

R. Rien du tout, comme bonus.

Q. M. Cumberland, fils, était-il associé avec vous ?

R. Il l'était après que nous eûmes obtenu le contrat.

Q. M. Barlow Cumberland ?

R. Oui.

Q. Combien devait-il en retirer ?

R. Il devait toucher la moitié des bénéfices. Ce contrat n'a jamais été terminé.

Q. Lui a-t-il été payé quelque chose pour acheter sa part de bénéfices ?

R. Non.

Q. Pourquoi le contrat n'a-t-il pas été terminé alors ?

R. Ce fut M. Ginty qui parla le premier de cet arrangement. J'étais mécontent d'un marché comme celui-là, et au bout de quelque temps j'en ai parlé à M. Cumberland et lui ai accordé un salaire pour ses services.

Q. De combien ?

R. \$65 par mois.

Q. Quelle était la nature de ses services ?

R. Il avait la charge des contrats et des travaux. Il demeurait dans la localité où se faisaient les travaux ; mais, obéissant au désir de son père il nous quitta avant que le tout fut terminé.

Q. N'était-il pas dans le temps à l'emploi de la compagnie du chemin du Nord du Canada ?

R. Non, pas à ma connaissance. Tout son temps nous était consacré. Il nous quitta pour aller au "Great Western," je crois.

Q. Qui a passé le contrat de la part de la compagnie ? Est-ce M. Cumberland ?

R. Non. J'ai soumissionné pour les travaux, j'ai cru comprendre que ma soumission était plus basse que les autres de \$14,000, et le contrat m'a été accordé. Ceci fut décidé par les directeurs—M. Frank Smith, M. Barnhart, M. Turner et d'autres directeurs, et autant que je puis me le rappeler M. Cumberland était l'ingénieur consultant.

Q. Alors l'emploi que vous donniez au fils n'était pas en considération du contrat que vous aviez obtenu ?

R. Nullement. Je dis franchement ce que je pensais concernant cette association avec M. Barlow Cumberland. Cela me causait beaucoup de désagréments, M. Ginty m'en parla d'abord et j'en étais très mécontent.

Q. Etiez-vous intéressé dans la construction de l'élévateur de la compagnie du chemin du Nord ?

R. Non.

Q. M. Cumberland fils a-t-il reçu autre chose que ses \$65 par mois ?

R. Je ne pourrais dire combien il a reçu.

Q. N'a-t-il pas reçu quelque chose à part de son salaire proprement dit ?

R. Je ne le crois pas. Il a été deux ans avec moi et il a reçu \$4,000.

Q. Ceci ferait alors plus que \$65 par mois ?

R. Ceci comprenait ses dépenses du dehors. Il avait un cheval et payait tous ses frais de voyage et autres dépenses personnelles qui se rattachaient à ces travaux.

Q. Mais les dépenses de voyage ne devaient pas s'élever à \$1,220 par an.

R. Il y avait une foule de dépenses qui se rattachaient à cette position. Je pourrais vous le dire en voyant les livres.

Q. Alors, la somme de de \$4,000 est tout ce qu'il a reçu, y compris le salaire et les dépenses ?

R. Oui, tout le montant, autant que je puis m'en rappeler.

Q. Vous dites que vous donnerez un état de toutes les dépenses ?

R. Je le donnerai.

Q. Etiez-vous intéressé, dans la construction de l'élévateur du chemin de fer du Nord ici ?

R. Nullement. Je crois que M. Reekie obtint le contrat.

Q. Des débentures ont-elles été données à M. Cumberland, fils, de quelque manière que ce soit ? Comment était-il payé ?

R. Par argent.

Q. Vous n'avez pas donné de débentures alors ?

R. Non. Nous étions payés en argent et n'avons jamais reçu de débentures. Je dois dire que je me suis plaint à M. Cumberland de ce que son fils eut quelque chose à faire avec ces travaux. Je ne voyais rien de reprehensible dans le fait que son fils était membre de la société, mais j'avais objection à ne recevoir qu'un quart des bénéfices. M. Cumberland aussi s'opposait fortement à ce que son fils continuât à faire partie de la société.

Par M. Mowatt :—

Q. M. Barlow Cumberland a-t-il signé aucun document ?

R. Non. Les documents étaient signés par M. Ginty et moi ; jamais par M. Barlow Cumberland.

Par M. Bethune :—

Q. Qui était chargé des négociations relativement au contrat entre vous et M. Ginty d'une part et la compagnie de chemin de fer de l'autre ?

R. M. Edgar, en qualité de procureur de la compagnie de Prolongement a préparé le contrat, et M. Ginty et moi l'avons signé à son bureau. Je n'ai jamais obtenu, ni ce contrat ni aucun autre en l'achetant ou en payant un bonus.

ALEX. MANNING.

M. JOHN GINTY, assermenté.

Interrogé par M. Bethune :—

Q. Vous étiez associé à M. Manning qui a obtenu le contrat pour la construction du chemin de fer North Grey à Meaford ?

R. Oui.

Q. Aviez-vous un autre associé à part M. Manning ?

R. D'abord j'avais fait une convention verbale avec M. Cumberland ; je vais l'expliquer. Je trouvais étrange d'avoir tout l'ouvrage à faire, et je voulais avoir un associé actif qui me déchargerait d'une partie de l'ouvrage ; car, je dirigeais les travaux du chemin de Muskoka.

Q. Vous aviez donc un autre associé. Qui était-il ?

R. M. Cumberland, fils, devait avoir une part.

Q. Comment se fait-il qu'il devait avoir une part ?

R. C'est à ma suggestion.

Q. Quand avez-vous fait les conventions avec lui ?

R. Après que les travaux furent commencés.

Q. Où ?

R. Ce devait être à Toronto.

Q. Que faisait M. Barlow Cumberland à cette époque ?

R. La première conversation que j'eus avec lui fut à Toronto. Il étudiait le droit, et je lui dis qu'il ferait mieux de laisser là ses études et d'entrer en société avec nous.

Q. Était-ce longtemps après que vous avez obtenu le contrat ?

R. Environ deux mois après.

Q. Aviez-vous commencé les travaux ?

R. Je crois que oui.

Q. Le contrat avait-il été signé par la compagnie ?

R. Oui, tous les arrangements étaient terminés.

Q. Avez-vous eu une entrevue avec son père à propos de cette société projetée ?

R. Jamais, ni directement ni indirectement.

Q. Quelqu'un vous a-t-il suggéré le nom de M. Barlow Cumberland ?

R. Jamais, ni directement ni indirectement. C'était de mon propre chef.

Q. Quelle part des bénéfices devait-il recevoir ?

R. Je ne puis dire.

Q. Mais vous lui avez assigné la part qu'il devait avoir dans les bénéfices ?

R. Oui, mais il y a si longtemps de cela que je l'ai oublié. Le projet de société a été signé par moi.

Q. Qu'avez-vous fait de ce projet de société, l'avez-vous donné à M. Barlow Cumberland ?

R. Non, je crois l'avoir donné à M. Edgar ou à M. Boulton. Dans tous les cas M. Manning et moi l'avons signé ensemble et laissé en la possession du témoin quel qu'il fût.

Q. Mais vous ne l'avez pas en votre possession maintenant ?

R. Non, je ne l'ai jamais revu depuis.

Q. Combien de temps avez-vous continué les affaires tout en l'ayant comme associé ?

R. Je ne pourrais le dire. Il y a si longtemps de cela. Les premières conventions furent faites entre M. Barlow Cumberland et moi-même.

Q. Quand ces conventions cessèrent-elles d'être en force ?

R. Je crois que ce fut un an après.

Q. Alors il fut votre associé pendant environ un an ?

R. Je le pense.

Q. Que lui avez-vous donné pour sa part de bénéfices de cette année ?

R. A ma connaissance il n'a pas eu un dollar.

Q. Mais il n'a pas travaillé un an pour rien ?

R. Si M. Manning lui a donné plus que son salaire, je n'en ai pas eu connaissance.

Q. Combien de temps ces travaux ont-ils duré ?

R. Trois ans, je crois.

Q. Avez-vous aucune idée de ce qui a été payé à M. Barlow Cumberland ?

R. Je ne sais pas. C'est M. Manning qui a payé. Je n'ai pas vu les livres depuis. J'ai cru comprendre de M. Manning qu'il ne devait recevoir que son salaire.

Q. Quel devait être son salaire ?

R. Je ne sais pas. Je crois que c'était quelque chose comme \$100 par mois, plus ses dépenses.

Q. Les livres l'indiqueraient, je suppose ?

R. Oui.

Q. Avez-vous les livres ?

R. Non ; ils sont entre les mains de M. Manning.

Q. Combien de temps M. Barlow Cumberland a-t-il été employé à salaire ?—pendant le reste du temps ?

R. Non ; il nous a quittés pour aller au Great Western, avant que nous eussions terminé les travaux.

Q. Étiez-vous intéressé dans la construction de l'élévateur de Toronto ?

R. Ni directement, ni indirectement. Je n'ai jamais fait de travaux pour la compagnie du chemin de fer du Nord du Canada. Je puis dire que lorsque nous avons soumissionné, ce fut premièrement pour le chemin de Muskoka, et nous l'avons obtenu. Je crois que les directeurs en ont été satisfaits, car ils l'avaient visité avant de décider de demander des soumissions pour l'autre chemin. M. F. W. Cumberland dans le cours de deux conversations qu'il eut avec moi, dit : "*Si votre soumission n'est pas basse, vous n'aurez pas le contrat, parce que nous voulons la donner au plus bas soumissionnaire.*"

Par le président :—

Q. Savez-vous si M. Barlow Cumberland a reçu \$4,000 pour deux ans ?

R. Je ne puis dire. Je n'ai jamais vu les livres du chemin North Grey. J'avais la direction entière du chemin de Muskoka.

Par M. Bethune :—

Q. M. Barlow Cumberland était-il intéressé en quelque manière dans l'embranchement de Muskoka.

R. Certainement non.

Q. Il n'y était nullement intéressé ?

R. Ni directement, ni indirectement.

Q. Par conséquent il n'a jamais rien reçu provenant des bénéfices de ce contrat ?

R. Jamais, ni directement, ni indirectement. Je désire ajouter que dans une conversation que j'eus avec M. F. W. Cumberland, environ un an après que son fils eût été associé avec nous, il dit que si son fils avait des intérêts dans le chemin autres que son salaire, cela devait discontinuer.

JOHN GINTY.

M. WILLIAM ROWLAND, assermenté.

Examiné par M. Bethune :—

Q. Vous êtes l'agent de la compagnie d'assurance *Queen* ?

R. Oui, la compagnie de Liverpool ?

Q. Depuis combien de temps en êtes-vous l'agent ?

R. Environ treize ans.

Q. Votre compagnie a-t-elle aucun risque sur la propriété du chemin de fer du Nord du Canada ?

R. Pas à présent.

Q. En aviez-vous l'an dernier ?

R. Non.

Q. Depuis combien de temps n'avez-vous pas eu de risque ?

R. Je ne crois pas que nous en ayons eu depuis 1871.

Q. Pour quel montant ?

R. Je crois que c'était pour \$10,000 sur l'élévateur du chemin du Nord à Collingwood.

Q. Avec qui avez-vous fait les conventions pour ce risque ?

R. Avec M. Barlow Cumberland.

Q. Lui a-t-il été payé aucune commission à cette époque ?

R. Aucune.

Q. A quel taux cette assurance a-t-elle été prise ?

R. La prime était de \$90 pour \$10,000 pendant trois mois. C'était pendant la construction de l'élévateur. C'était un risque d'ouvrier.

Q. Je suppose que ce montant a été payé par un chèque du chemin du Nord ?

R. Oui.

Q. Et aucune partie de ce montant n'a été remboursé à M. Barlow Cumberland ?

R. Non.

Q. Était-ce la seule assurance que vous aviez du chemin du Nord ?

R. Oui. Nous avons eu des assurances sur la propriété du chemin du Nord depuis, mais ces montants étaient assurés de nouveau par les autres compagnies, nous ne tenions aucune assurance directement de la compagnie du chemin du Nord.

WILLIAM ROWLAND.

M. WILLIAM HENRY LOCKHART GOUDON, assermenté.

Interrogé par M. Bethune :—

Q. Avez-vous vu la déclaration écrite, ou la correspondance échangée entre vous, M. Campbell et le gouvernement ?

R. J'ai vu un compte-rendu des travaux que nous avons faits et préparé, je crois, dans le but d'être présenté au gouvernement.

Q. Ce compte-rendu donnait-il un état exact des affaires que vous étiez chargé d'examiner par les actionnaires qui étaient opposants ?

R. Oui. Il n'indiquait pas tout-à-fait la somme d'ouvrage que nous avons fait parce que M. Campbell désirait l'avoir immédiatement, et je n'avais pas le temps de faire un tableau complet des travaux qui avaient été faits.

Q. Dans le cours des discussions l'on a trouvé comme exorbitante la somme de \$5,000 payée pour les services qui avaient été rendus, n'est-ce pas ?

R. Tout ce que je puis dire, c'est ceci—que si j'eusse connu la somme d'ouvrage à faire et le temps que nous devions y consacrer et la manière dont nous devons négliger les affaires du bureau afin d'exécuter ce travail, je n'aurais jamais entrepris de le faire pour une somme semblable. Il serait peut-être aussi bien pour moi d'indiquer de quelle manière ces honoraires avaient été fixés. Quand les actionnaires me proposèrent d'entreprendre ce travail on me demanda si je consentirais à aller en Angleterre pour négocier un emprunt afin de purger l'hypothèque du gouvernement et pour d'autre fins concernant le chemin. Quelque temps avant nous nous étions rendus à Ottawa et M. Mackenzie nous donnait à entendre que si les actionnaires pouvaient le faire on leur laisserait le soin de conduire eux-mêmes leurs opérations financières. Les actionnaires me prièrent de trouver ces fonds, et j'ai accepté moyennant une commission de un pour cent.

Q. Ces conventions étaient-elles par écrit ?

R. Oui.

(Le document est alors produit et marqué No. 1.)

Le témoin continua :—Avant de partir pour l'Angleterre je croyais qu'il était préférable d'avoir par écrit les conditions par lesquelles je m'engageais à entreprendre la négociation de cette affaire financière, ceci fut rédigé et signé par le président et le secrétaire, et je suis alors parti pour l'Angleterre. Je crois pouvoir dire que j'ai fait des arrangements avec une des meilleures maisons de Londres pour réaliser ce capital. Il y avait cependant un obstacle dans la voie, c'est qu'ils exigeaient l'assentiment des porteurs de bons ; et, ils dirent que si j'obtenais ce concours toute difficulté disparaîtrait. Ils me conseillèrent de correspondre avec M. Cumberland afin de savoir de lui si les porteurs de bons y consentiraient. J'attendis près de six semaines, correspondant avec le comité et mes associés d'ici et espérant que M. Cumberland viendrait en Angleterre. Quand je vis que M. Cumberland ne pouvait pas venir, agissant d'après les conseils de ceux avec qui j'étais en négociations, je revins au Canada pour voir si je ne pourrais pas engager le bureau de direction à agir de concert avec nous, ensuite

retourner en Angleterre et terminer les arrangements. A mon retour ici je trouvai M. Cumberland, naturellement, peu disposé à voir les actionnaires lui susciter des embarras et il refusa de nous aider dans nos démarches pour se procurer le nouveau capital. Alors le colonel Denison descendit avec moi à Ottawa pour voir si nous ne pourrions pas engager M. Mackenzie à nous accorder son influence, et d'après la correspondance échangée, nous avons cru comprendre que M. Mackenzie considérerait qu'il était injuste que les prétentions des porteurs de bons fussent un obstacle, et on entama une correspondance officielle demandant s'il ne serait pas possible au bureau de direction de co-opérer avec nous. Dans l'intervalle, M. Cumberland avait été en Angleterre, et à son retour la première chose qu'il fit ce fut de demander M. Campbell, moi et quelques autres pour s'entendre si nous n'en viendrions pas à un compromis. Mes clients acceptèrent ce compromis. Dans ce cas, l'on se dispensait de mes services. S'ils avaient été capables de produire l'autorisation des porteurs de bons, j'aurais été en état de faire l'emprunt. J'étais allé en Angleterre et mes dépenses avaient été assez considérables. Je pris conseil d'avocats, qui plus tard m'adressèrent un compte de 200 louis stg. Je mentionne ceci pour donner une idée de ce que j'ai fait.

Q. Je vois dans ce contrat que la commission de un pour cent ne devait vous être payé que dans le cas où vous réussiriez à prélever la somme requise, et je vois aussi que le comité ne se rendait pas personnellement responsable ?

R. Mais ils s'engageaient de la part des actionnaires à me payer la commission de un pour cent.

Q. Quelle somme vous proposiez-vous de prélever en Angleterre ?

R. 300,000 louis. A part cela, j'avais été employé à Ottawa pendant la session de 1874-75. Ces affaires commencèrent en février 1874 et se terminèrent en juillet 1875, environ dix-huit mois après.

Q. Etiez-vous autorisé spécialement par les actionnaires pour faire ce travail à Ottawa, ou bien cela faisait-il partie du travail stipulé dans la convention ?

R. Non. J'ai reçu des instructions particulières du comité. J'ai assisté à des assemblées de comité, rédigé trois projets de loi et en ai révisé un autre que M. Edgar avait fait pour la compagnie.

Q. La responsabilité des actionnaires se trouvait-elle engagée vis-à-vis de vous pour ce travail ?

R. Je crois que le comité l'était.

Q. Aviez-vous des instructions par écrit qui les rendaient responsables ?

R. J'ai simplement reçu avis d'aller à Ottawa et de faire ce travail.

Q. La réception de cette lettre était-elle suffisante pour justifier votre prétention ?

R. Non, je considère que j'avais double titre à leur considération—comme agent financier et comme aviseur légal.

Q. Y a-t-il quelque chose qui l'indique dans vos livres ?

R. Nous avons des entrées dans nos livres pour nos dépenses à Ottawa.

Q. Y a-t-il eu des réclamations produites contre la compagnie de chemin de fer du Nord du Canada ?

R. Toutes ces réclamations étaient portées au débit du compte des actionnaires privés du chemin du Nord.

Q. Aviez-vous quelque autres lettres contenant des instructions outre celle que vous teniez des actionnaires privés ?

R. Non, mais à diverses reprises le comité a adopté des résolutions autorisant M. Campbell, le colonel Denison et moi-même à agir en leur nom. Dans le livre tenu par le comité je puis avoir une copie de toutes ces résolutions. J'ai aussi reçu d'eux des instructions verbales.

Q. Sur quoi avez-vous établi les \$5,000 payées pour vos services ?

R. M. Campbell et le colonel Denison connaissaient le travail que j'avais fait. Ils avaient été avec moi tout le temps, et le comité des actionnaires à une de ses assemblées adopta une résolution comportant que le comité devrait être exempté de toute responsabilité pour les frais et autres déboursés, et la décision de cette question fut laissée à M. Campbell et au colonel Denison.

Q. Par qui devait-il être déchargé de telle responsabilité ?

R. Je crois que la résolution comportait ceci—que le comité considère que la compagnie du chemin de fer du Nord devrait payer tous les frais encourus par le comité. Je ne crois pas que le paiement des frais devenait une des conditions du règlement, mais la demande fut formulée de la manière ci-dessus, et M. Campbell fit part à M. Cumberland de cette demande pour décharger le comité de toute responsabilité.

Q. Avez-vous compris qu'à l'époque où l'on s'accorda sur le bill d'après cette base, que cet accord eut lieu sans qu'il fut mention que la compagnie paierait cette somme pour les frais et les déboursés ?

R. Je ne m'attendais nullement à ce que la compagnie paierait mes déboursés. J'en tenais le comité responsable.

Q. Avez-vous présenté un état de compte au comité avant ce règlement ?

R. On ne nous en a pas demandé, mais il en a été fait un qui a été donné à M. Campbell.

Q. Avez-vous compris que le paiement de votre compte devenait une des conditions du règlement ?

R. Le règlement était fait avant qu'il fût question de frais, mais, les conditions par lesquelles le bill avait été accepté par tout le monde furent acceptées par la compagnie du chemin de fer du Nord.

Q. Avant qu'il fût question de frais ?

R. Certainement.

Q. Supposant que M. Cumberland eût refusé de payer cette somme, pensez-vous que le comité se serait opposé à la passation du bill ?

R. Je ne puis dire. Tout ce que je sais, c'est qu'il y avait une résolution du comité comportant que la compagnie devait payer les frais, et quelques membres du comité y tenaient beaucoup. Ils prétendaient qu'ils avaient dépensé de l'argent et qu'ils ne devaient pas être forcés de payer ces frais.

Q. Le compte fut-il soldé avant la passation du bill ?

R. Je ne sais pas. Je ne pense pas qu'il le fût. Je sais que M. Campbell a eu des billets pour payer ce montant et d'autres encore, car j'ai eu des billets de M. Campbell. Je ne pense pas qu'il nous fût payé quelque chose ou que nous ayons reçu des billets avant que le bill fut sanctionné par le Gouverneur-Général.

(“ Pièce No. 2 ” fut alors produite.)

Q. Dans la “ pièce No. 4 ” du 14 septembre il est fait mention de déboursés s'élevant à \$891.47 à part la somme payée à vos agents de Londres. Pour en arriver à ce montant de \$891.47 avez-vous pris note de tous ces déboursés ?

R. Oui. Par exemple, si nous allions à Ottawa, à notre retour nous entrions toutes les dépenses du voyage, et la somme ci-dessus comprend les impressions, frais de télégraphie et autres déboursés.

Q. Ceci représentait donc une somme en argent réellement déboursée ?

R. Oui.

Q. A part les membres de votre société, y a-t-il eu quelque autre personne qui a reçu une part des \$5,000 ?

R. Non.

Q. La somme de \$98 était un déboursé qui se rattachait au procès ?

R. Oui.

Q. Sont-ce des déboursés réels en argent, ou bien cet item comprend-il les dépenses ordinaires ?

R. Je crois que ce montant comprend les dépenses ordinaires.

Q. Vous étiez prêt à procéder avec ce procès et vous aviez fait assigner les parties intéressées ?

R. Le bref était rédigé et n'avait pas encore été produit, mais il y en avait quatre ou cinq copies de prêtes pour l'assignation des parties.

Q. Et cette somme de \$98 était une réclamation fondée ?

R. Certainement. Je désire produire la lettre qui m'a été donnée par le comité des actionnaires m'autorisant à aller en Angleterre et à prélever l'argent.

W. H. LOCKHART GORDON.

(Cette lettre est produite comme "pièce No. 1" du 26 septembre 1876, date à laquelle le témoignage précédent a été lu et signé.)

(Pièce No. 1.—Produite le 23 septembre 1876.)

TORONTO, 12 juin 1874.

MONSIEUR,—Dans le cas où vous réussiriez à prélever le capital nécessaire pour purger l'hypothèque du gouvernement sur le chemin de fer du Nord du Canada, et pour les autres fins énoncées dans le bill préparé pour nous et le gouvernement, nous nous engageons par les présentes, en tant qu'il nous est permis de le faire, pour et au nom des actionnaires privés du chemin de fer du Nord du Canada, de vous accorder une commission sur le montant de capital ainsi prélevé, au taux de un pour cent sur la valeur au pair, de tel capital. Mais il est parfaitement entendu que nous ne nous engageons individuellement, ni nous, ni les actionnaires, de vous garantir cette commission, ou partie d'icelle, mais c'est seulement en notre qualité de délégués des actionnaires que nous nous engageons à mettre ceci à exécution en leur nom.

Au nom du comité des actionnaires privés du chemin de fer du Canada.

R. L. DENISON,

Président.

R. C. HENDERSON,

Secrétaire.

(Pièce No. 2.—Produite le 23 septembre 1876.)

MM. RENSHAW et ROLPH,

En compte avec

MM. MORRISON, WELLS ET GORDON

De Toronto, Canada.

Dans l'affaire du chemin de fer du Nord du Canada.

4^{er} février 1874, à mars 1875.

Autorisation d'agir pour un certain nombre d'actionnaires de cette compagnie de chemin de fer en Angleterre afin de soutenir leurs réclamations contre les porteurs de bons et de tâcher de prélever le capital requis par la compagnie, pour certaines fins, et ce, au moyen d'actions privilégiées ou autrement.

Diverses lettres adressées à vous ou à d'autres personnes à ce sujet et grand nombre de vacations dans divers bureaux d'affaires à Londres, dans le but de leur faire accepter les garanties offertes.

Nombreuses vacations chez M. Gordon lorsqu'il était en Angleterre, et lettres adressées à vous-mêmes presque toutes les semaines dans cet intervalle à ce sujet.

Examen d'une foule de rapports et de papiers concernant le passé de la compagnie du chemin de fer. Dans l'intervalle les messieurs McCulloch se sont chargés de l'affaire, moyennant certaines conditions.

Entrevues fréquentes avec eux concernant divers détails. En dernier lieu, il fut décidé que M. Gordon retournerait au Canada, vu qu'il était impossible de négocier aucune garantie à Londres sans que les porteurs de bons et les actionnaires n'en vinssent à une certaine entente entre eux.

Reçu 15 juin 1875..... £200⁺

TIMBRE.

RENSHAW et ROLPH.

(Pièce No. 1—Produite le 26 septembre 1876.)

TORONTO, 12 juin 1874.

MONSIEUR,—Au nom des actionnaires privés du chemin de fer du Nord du Canada nous vous autorisons par les présentes à prélever un nouveau capital, suffisant pour purger l'hypothèque du gouvernement sur le chemin et pour les autres fins énoncées dans le bill préparé pour nous et le gouvernement, et nous vous donnons par les présentes pleins pouvoirs de prélever ce capital aux termes et conditions que vous jugerez les plus avantageuses ; et dans le but de vous accréditer auprès des personnes avec lesquelles vous entrez en négociations, nous vous autorisons de leur montrer cette lettre afin qu'ils reconnaissent que vous êtes le seul agent accrédité par nous à traiter pour la négociation de cet emprunt.

Au nom du comité des actionnaires privés du chemin de fer du Nord.

R. L. DENISON,
Président.
R. C. HENDERSON,
Sécretaire.

W. H. LOCKHART GORDON, écr.,
Toronto.

Pièce No. 2—Produite le 26 septembre 1876.

TORONTO, 23 septembre 1876.

CHER MONSIEUR,—Les commissaires ont probablement pensé que je ne désirais pas dire le montant qui m'avait été payé lors de ma mission en Angleterre au nom du chemin de fer du Nord.

Je n'ai aucune objection à dire la somme que j'ai reçue, mais j'ai pensé que c'était tout-à-fait étranger aux affaires maintenant devant la Commission. J'ai été en Angleterre à la demande et en vertu d'une résolution du bureau qui s'engageait à payer mes dépenses personnelles. J'ai été absent trois mois et ces dépenses s'élevèrent à £170 stg., montant qui me fut payé. Je n'ai reçu aucune compensation soit directement ou indirectement pour mes services, soit en cette occasion ou en d'autres. Je vous autorise à produire cette lettre et d'en faire l'usage que bon vous semblera.

Je demeure,

Votre etc.,

C. J. CAMPBELL.

L. W. SMITH, écr.,
Président C. C. F. N.

(Pièce No. 1—Produit le 27 septembre 1876).

DÉCLARATION DE M. CUMBERLAND.

Les affaires d'assurance de la compagnie se divisent en deux branches, savoir : celle "d'accidents et garantie" et celle du "feu."

Avant 1869, M. Robert Spratt, courtier d'assurances de la rue Yonge, agissait en qualité d'agent de la compagnie, effectuait les assurances, et en recevait les pourcentages.

Vers cette époque M. Barlow Cumberland devint associé de MM. Harrison, Osler et Moss, et M. Spratt lui transféra l'agence des assurances de la compagnie.

Subséquentement (1872) il entra au service de la compagnie et continua à agir comme agent et à diriger les opérations de la compagnie sur les assurances contre le feu, et continua à recevoir le pourcentage des différentes compagnies.

Dans le même temps le département des "accidents et garantie" était adminis-

tré de la même manière. L'ex-agent de passagers, M. Adam Rolph, agissant en qualité d'agent d'assurance recevait le pourcentage ordinaire, et lorsque M. Rolph se retira du service, l'agence fut transmise à son successeur, M. Telfer, du département des ingénieurs, qui occupe encore cette position et continue de recevoir le pourcentage.

En fixant de temps à autre les salaires payables à ces différents officiers respectivement, on a toujours eu soin de prendre en considération le pourcentage d'assurance perçu par chacun, et ceci a toujours été considéré et reconnu comme partie de leurs émoluments comme officiers de la compagnie, et leurs salaires étaient réglés en conséquence—et il en est de même à présent.

Les commissions variaient de \$400 à \$500 par année, mais dans les deux ou trois dernières années, le chiffre des assurances dans les deux départements a été réduit de beaucoup.

Si l'on abolissait ce système les salaires payés à ces officiers par la compagnie devraient être augmentés et les compagnies d'assurances ou les courtiers en bénéficieraient d'autant.

OTTAWA, 26 décembre 1876.

MON CHER MONSIEUR,—En réponse à la demande faite par Larratt W. Smith, écr., je vous transmets le rapport final de la Commission du chemin de fer du Nord.

Votre etc.,

J. P. FEATHERSTON.

L'honorable R. W. Scott,
Secrétaire d'Etat, Ottawa.

A Son Excellence le Très Honorable Sir FRÉDÉRICK TEMPLE, Comte de DUFFERIN,
etc., etc., etc. Gouverneur-Général et Vice-Amiral du Canada.

Plaise à Votre Excellence :—

Depuis le 4 octobre dernier, époque à laquelle nous avons fait notre rapport intérimaire, d'autres mesures ont été prises concernant la commission "pour examiner les livres, comptes et pièces justificatives de la compagnie du chemin de fer du Nord du Canada, ainsi que les déboursés et les dépenses de la dite compagnie," et nous avons l'honneur de présenter à Votre Excellence le résultat de nos travaux.

Ayant appris que M. Cumberland était relevé de la maladie qui l'avait empêché d'assister aux séances, fait que nous mentionnions dans notre rapport intérimaire, nous avons décidé de continuer les travaux de la Commission le 25 octobre dernier ; et après avoir fait transmettre à la compagnie un avis de notre décision, le président de la Commission reçut une lettre le jour précédent de M. G. D'Arcy Boulton, procureur de la compagnie du chemin de fer, laquelle se lit comme suit :—

(COPIE)

"CHEMIN DE FER DU NORD DU CANADA.

"BUREAU DU PROCUREUR,

"TORONTO, 24 octobre 1876.

"MONSIEUR,—Quoique n'ayant pas encore reçu d'avis, j'ai lieu de croire que la Commission doit se réunir demain. M. Cameron est absent et je pense qu'il ne sera pas de retour avant la fin de la semaine. Je serai aussi dans la nécessité de m'absenter de la ville, demain, pour affaires particulières.

"En conséquence, je vous prierais d'ajourner la Commission à huit jours.

"Votre obéissant serviteur,

G. D'ARCY BOULTON.

"LARRATT W. SMITH, écr.,

"Président, Commission C. F. N. C."

La réponse suivante a été faite à la lettre qui précède :—

(COPIE.)

“ TORONTO, 24 octobre 1876.

“ MONSIEUR,—A mon retour du palais de justice où j'avais été occupé toute la journée, j'ai trouvé votre lettre dans laquelle vous me demandez d'ajourner la réunion de la Commission (fixée pour demain) d'ici à mardi prochain. J'ai consulté mon collègue à ce sujet, et comme le ministre de la Justice ne s'y oppose pas, nous ne sommes pas disposés à procéder quand même, quoique les délais aient été considérables. Comme votre absence et celle de M. Cameron ne concernent pas M. Cumberland qui, j'ai lieu de le croire, est de nouveau rétabli, je vous serai obligé si vous vouliez indiquer pour demain une heure à laquelle le teneur de livres du gouvernement pourrait avoir accès aux livres.

“ Je suis, votre obéissant serviteur,

“ LARRATT W. SMITH.

“ Président, Commission C. F. N. C.

“ G. D'ARCY BOULTON, écr.,

Etc., etc., etc.

“ Procureur, chemin de fer du Nord du Canada.”

M. Boulton ne fit aucune réponse à cette lettre, et le 31^{me} jour d'octobre dernier nous procédâmes en vertu de la Commission conformément à l'ajournement. Étaient présents, l'honorable procureur-général Mowat, représentant le gouvernement, et M. G. D'Arcy Boulton, procureur du chemin de fer du Nord du Canada et conseil pour d'autres parties intéressées. Le procureur-général demanda à M. Boulton si la compagnie avait l'intention de faire droit à la demande du président de la Commission, afin de permettre d'examiner les livres.

M. Boulton répondit dans la négative, vu que l'hypothèque du gouvernement avait été purgée; et demande lui ayant été faite de donner sa réponse par écrit, il transmit le mémoire suivant;

MÉMOIRE.

“ M. Boulton, en qualité de procureur de la compagnie, dit que depuis l'ajournement de mardi, les montants exigés en vertu des actes du Parlement fédéral pour purger l'hypothèque du gouvernement, ont été payés par lui au Receveur-Général du Canada, et que des certificats donnés en vertu des dits actes pour de tels paiements lui ont été accordés et signés, par lesquels il est reconnu que l'hypothèque a été entièrement purgée. C'est pourquoi M. Boulton fait remarquer, vu que la Commission a pour seule base l'hypothèque du gouvernement, et que cette hypothèque ayant été maintenant acquittée, cette Commission n'a plus sa raison d'être. En conséquence, M. Boulton, en réponse à la demande du Gouverneur-Général refuse de permettre que les livres de la compagnie soient produits.”

Il nous paraissait convenable d'après tout ce qui s'était passé, de fournir à la compagnie et à ses officiers l'occasion que présentait l'exécution complète de la Commission de faire de plus amples investigations et de fournir des explications plus détaillées; mais comme la compagnie invoquait le fait mentionné dans son mémoire, la Commission s'ajourna. Après mûre délibération, nous en sommes venus à la conclusion de ne pas procéder davantage, vu que l'existence de l'hypothèque étant la base sur laquelle reposait la Commission, et que cette hypothèque se trouvant éteinte, la compagnie pouvait s'opposer à ce que la Commission continuât ses travaux.

Nous n'avons qu'à faire mention de notre rapport intérimaire, afin de démontrer jusqu'à quel point nous avons pu remplir les devoirs que nous imposait la Commission.

Le tout humblement soumis,

LARRATT W. SMITH,

Commissaire, Président.

J. P. FEATHERSTON,

Commissaire.

TORONTO, 21 décembre 1876.

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-Général en Conseil, le 22 juillet 1876.

Le comité du Conseil a l'honneur de faire rapport :—

Que des représentations ont été faites par le secrétaire du chemin de fer du Nord du Canada que des deniers de la compagnie avaient été détournés et que de fausses entrées avaient été faites dans les livres de la dite compagnie ;

Que le gouvernement du Canada a une hypothèque sur l'immeuble de la compagnie, s'élevant à £475,000 sterling, et sujette à certaines obligations antérieures ;

Que tout emploi non-autorisé des deniers du chemin de fer du Nord du Canada doit avoir un effet très préjudiciable à la réclamation du gouvernement ci-dessus mentionnée et à la valeur de l'hypothèque qu'il possède sur ces chemins de fer ;

Qu'en conséquence il est jugé à propos d'ordonner une enquête pour examiner les différents détails qui se rattachent aux opérations financières de la compagnie et à l'administration du chemin par la dite compagnie, particulièrement les différents items portés au chapitre des déboursés sous le titre de frais d'exploitation—ainsi que les différents comptes entre cette compagnie et celle du Prolongement Nord et l'emploi des sommes venant de l'exploitation du chemin ;

C'est pourquoi ils recommandent qu'il soit émis une commission adressée à Larratt W. Smith, écuyer, C.R., D.C.L., praticien en loi, Toronto, John P. Featherson, écuyer, de la cité d'Ottawa, et Adam Hope, écuyer, de Hamilton (le dit Larratt W. Smith devant être président de la commission) pour telles fins, en vertu de l'autorité de 31 Victoria, chap. 38, les constituant commissaires pour examiner les livres, comptes et pièces justificatives du chemin de fer du Nord du Canada, les déboursés et dépenses de la dite compagnie, et ses opérations et ses transactions, et de s'assurer si certaines sommes d'argent n'ont pas quelquefois été employées par la compagnie ou ses officiers pour des fins autres que celles autorisées par la loi, et les conséquences de ces transactions en ce qui a rapport à la négligence de la compagnie à diminuer les charges qui existaient sur ce chemin antérieurement à l'hypothèque du gouvernement.

Et qu'il soit donné pleins pouvoirs aux commissaires qui seront chargés de conduire cette enquête, d'assigner à comparaître devant eux toutes personnes ou témoins, et de leur ordonner de rendre témoignage sous serment, verbalement ou par écrit (ou sur affirmation solennelle, si ce sont des personnes qui ont le privilège d'affirmer en matières civiles) et de produire tels documents, livres de comptes et toutes autres choses que les commissaires croiront nécessaires pour faire une investigation complète des affaires qu'ils sont chargés d'examiner.

Et, de plus, que les commissaires ou deux d'entre eux feront rapport de temps à autre, ou communiqueront dans un seul rapport, s'ils le jugent à propos, le résultat de leur dite enquête.

La dite commission devra siéger en la cité de Toronto.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH,
Greffier, Conseil Privé.

A l'honorable Secrétaire d'Etat,
Etc., etc., etc.

Au PRÉSIDENT
du chemin de fer du Nord du Canada,
Toronto.

DÉP. SEC. D'ÉTAT, 27 juillet 1876.

MONSIEUR,—Je suis chargé de vous apprendre que des représentations ont été faites que les deniers du chemin de fer du Nord du Canada ont été détournés et que de fausses entrées ont été faites dans les livres de la compagnie.

Je dois vous dire, de plus, que le gouvernement du Canada a une hypothèque de

£475,000 sterling sur l'immeuble de la compagnie, et sujette à des obligations antérieures, et que l'emploi non-autorisé des deniers de la compagnie ne peut avoir qu'un effet préjudiciable à la réclamation du gouvernement citée plus haut et la valeur de l'hypothèque qu'il possède sur le chemin de fer.

C'est pourquoi Son Excellence en Conseil a jugé à propos qu'une enquête soit faite relativement à tout ce qui se rattache aux opérations financières de la compagnie et à l'administration du chemin de fer par la dite compagnie, particulièrement les différents items portés au chapitre des dépenses sous le titre de frais d'exploitation, et les différents comptes entre cette compagnie et celle du Prolongement Nord; aussi, l'emploi des sommes provenant de l'exploitation du chemin à titre de recettes.

En conséquence, il a plu à Son Excellence de décider qu'une Commission soit émise et qu'elle soit adressée à Larratt W. Smith, écuyer, C.R., D.C.L., praticien en loi, Toronto, John P. Featherston, écuyer, de la cité d'Ottawa, et Adam Hope, écuyer, de la cité de Hamilton, (le dit Larratt W. Smith devant en être le président) pour les fins ci-dessus mentionnées, en vertu des dispositions de la 31^{me} Vic., chap. 38, les constituant commissaires pour examiner les livres, comptes et pièces justificatives de la compagnie du chemin de fer du Nord du Canada, les déboursés et dépenses de la dite compagnie, ses opérations et transactions, et de s'assurer si certaines sommes d'argent n'ont pas quelquefois été employées par la compagnie ou ses officiers pour des fins autres que celles autorisées par la loi, et les conséquences de ces transactions en ce qui a rapport à la négligence de la compagnie à diminuer les charges qui existaient sur ce chemin antérieurement à l'hypothèque du gouvernement.

Il a aussi plu à Son Excellence de décider qu'il soit donné pleins pouvoirs aux commissaires d'assigner de comparaître devant eux toutes personnes ou témoins et de leur ordonner de rendre leur témoignage sous serment, ou affirmation, verbalement ou par écrit, et de produire tels documents, livres de comptes et toutes autres choses que les commissaires croiront nécessaires pour faire une investigation complète des affaires qu'ils ont été chargés d'examiner.

Je dois ajouter que la dite Commission devra siéger dans la cité de Toronto.

J'ai, etc.,

E. J. L.

DEP. SEC. D'ETAT, 28 juillet 1876.

MONSIEUR,—Je suis chargé de vous apprendre que des représentations ont été faites que les deniers du chemin de fer du Nord du Canada ont été détournés et que de fausses entrées ont été faites dans les livres de la compagnie.

Je dois vous dire de plus, que le gouvernement a une hypothèque de £475,000 sterling sur l'immeuble de la compagnie sujette à des obligations antérieures, et que l'emploi non-autorisé des deniers de la compagnie ne peut avoir qu'un effet préjudiciable à la réclamation du gouvernement citée plus haut et à la valeur de son hypothèque sur le chemin de fer.

C'est pourquoi, il a plu à Son Excellence le Gouverneur-Général en Conseil d'ordonner qu'il soit émis une Commission, en vertu des dispositions de l'acte 31 Victoria chapitre 38, adressé à vous-même, J. P. Featherston, écr., de la cité d'Ottawa, et Adam Hope, écr., de la cité d'Hamilton, vous constituant commissaires pour examiner les livres, comptes et pièces justificatives du chemin de fer du Nord du Canada, ses déboursés et dépenses, ses opérations et transactions, et de vous assurer si certaines sommes d'argent n'ont pas quelquefois été employées par la compagnie ou ses officiers pour des fins autres que celles autorisées par la loi, et les conséquences de ces transactions en ce qui a rapport à la négligence de la compagnie à diminuer les charges qui existaient sur ce chemin antérieurement à l'hypothèque du gouvernement.

Il a aussi plu à Son Excellence décider qu'il soit donné pleins pouvoirs aux commissaires d'assigner à comparaître devant eux toutes personnes ou témoins et de leur ordonner de rendre leur témoignage sous serment ou affirmation, verbalement

ou par écrit, et de produire tels documents, livres de comptes et toutes autres choses que les commissaires jugeront nécessaires pour faire une investigation complète des affaires qu'ils ont été chargés d'examiner.

Je dois ajouter qu'il a plu à Son Excellence de vous nommer président de la Commission et de décider que les séances devront être tenues en la cité de Toronto. On est à préparer la Commission vous autorisant à procéder, et elle vous sera expédiée aussitôt que terminée.

J'ai, etc.,

E. J. L.

LARRATT W. SMITH, écr., C.R., D.C.L.,
Toronto.

(De semblables lettres (M.M.) ont été adressées à J. P. Featherston, écr., Ottawa, et Adam Hope, écr., Hamilton.)

CHEMIN DE FER DU NORD DU CANADA.

BUREAU DU GÉRANT,

TORONTO, 28 juillet 1876.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre, datée d'Ottawa le 27 courant, m'informant qu'une Commission a été nommée pour faire une enquête sur l'administration de la compagnie.

Je dois vous informer qu'elle a été mise entre les mains du bureau de direction pour la prendre en considération, et que je serai autorisé prochainement à correspondre avec vous à ce sujet.

J'ai l'honneur d'être, etc.,

WILLIAM THOMSON.

Président.

E. J. LANGEVIN, Ecr.,
Sous-Secrétaire d'Etat,
Ottawa.

TORONTO, 1er août 1876.

MONSIEUR.—J'ai l'honneur d'accuser réception de la vôtre en date du 28 dernier, concernant la Commission nommée pour examiner les affaires de la compagnie du chemin de fer du Nord du Canada, me nommant commissaire et me choisissant président de la dite Commission.

Ce sera pour moi un plaisir de faire partie de la Commission comme président et de mettre en pratique les instructions contenues dans votre lettre.

J'ai l'honneur d'être, etc.,

LARRATT W. SMITH.

L'honorable Secrétaire d'Etat,
Ottawa.

CANADA.

VICTORIA, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes sont adressées, ou qu'elles pourront en aucune manière concerner—SALUT.

ATTENDU que des représentations Nous ont été faites par le secrétaire de la compagnie du chemin de fer du Nord du Canada que des deniers de la compagnie ont été détournés et que de fausses entrées ont été faites dans les livres de la dite compagnie ;

Et attendu que le gouvernement du Canada a une hypothèque de £475,000 sterling sur l'immeuble de la compagnie, sujette à des obligations antérieures;

Et attendu que tout emploi non autorisé des deniers de la compagnie doit être préjudiciable à la réclamation du gouvernement et à la valeur de son hypothèque sur le chemin de fer;

Et attendu qu'il est jugé nécessaire d'ordonner qu'une enquête soit faite relativement à tout ce qui se rattache aux opérations financières de la compagnie et l'administration du chemin par la dite compagnie, particulièrement les différents items portés au chapitre des dépenses sous le titre de frais d'exploitation; aussi, les différents comptes entre cette compagnie et celle du Prolongement Nord, et l'emploi des sommes provenant de l'exploitation du chemin:

SACHEZ par les présentes, qu'en vertu de l'autorité d'un Acte du Parlement du Canada passé dans la 31ème année de notre règne et intitulé: *Acte concernant les enquêtes relativement aux affaires publiques*. Nous avons par et de l'avis de Notre Conseil Privé du Canada nommé, constitué et désigné et Nous nommons, constituons et désignons Larratt W. Smith, de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, écuyer, et de Osgoode Hall, praticien en loi, docteur en loi; John P. Featherston, de la cité d'Ottawa, dans la dite province, écuyer, et Adam Hope de la cité de Hamilton, écuyer, comme commissaires pour examiner les livres, comptes et pièces justificatives de la compagnie de chemin de fer du Nord du Canada, les déboursés et dépenses de la dite compagnie, ses opérations et transactions, de s'assurer si certaines sommes d'argent n'ont pas quelquefois été employées par la compagnie ou ses officiers pour des fins autres que celles autorisées par la loi, et les conséquences de ces transactions en ce qui a rapport à la négligence de la compagnie à diminuer les charges qui existaient antérieurement à l'hypothèque du gouvernement.

Et Nous conférons par les présentes à Nos dits commissaires ou à deux d'entre eux le pouvoir d'assigner à comparaître devant eux toutes personnes ou témoins et de leur faire rendre leur témoignage sous serment, verbalement ou par écrit (ou par une affirmation solennelle, si ce sont des personnes qui ont le privilège d'affirmer en matières civiles) et de produire tels documents que Nos dits commissaires ou deux d'entre eux jugeront nécessaires pour faire une investigation complète des affaires qu'ils sont chargés d'examiner.

Et Nous autorisons par les présentes, Nos dits commissaires ou deux d'entre eux à Nous faire rapport de temps à autre ou en une seule fois, comme ils le jugeront à propos, du résultat de la dite enquête.

Et Nous voulons et exigeons par les présentes que le dit Larratt W. Smith soit président de notre dite Commission et que Nos dits commissaires siègent en la cité de Toronto susdite.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. Témoin, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé Cousin et Conseiller, le Très Honorable SIR FRÉDÉRICK TEMPLE, COMTE DE DUFFERIN, Vicomte et Baron Clandeboye, de Clandeboye, dans le comté de Down, dans la Pairie du Royaume-Uni, Baron DUFFERIN et Clandeboye, de Ballyleidy et Killeleagh, dans le comté de Down, dans la Pairie d'Irlande, et Baronnet, Chevalier de Notre Très Illustre Ordre de Saint-Patrice, et Chevalier Grand-Croix de Notre Ordre Très Distingué de Saint-Michel et Saint-George, et Chevalier Commandeur de Notre Très Honorable Ordre du Bain, Gouverneur-Général et Vice-Amiral du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre CITÉ D'OTTAWA, ce VINGT-DEUXIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-seize et de Notre Règne la quarantième.

Par ordre,

R. W. SCOTT,
Secrétaire d'Etat.

4 août 1876.

MONSIEUR,—A propos de ma lettre en date du 27 juillet dernier, je suis chargé de vous transmettre ci-jointe une commission vous nommant, conjointement avec MM. J. P. Featherston et Adam Hope, commissaires pour faire une enquête à propos des affaires du chemin de fer du Nord du Canada.

J'ai, etc.,

E. J. L.

LARRATT W. SMITH, écuyer, C.R., D.C.L.,
Toronto.

TORONTO, 31 juillet 1876.

MONSIEUR,—Comme j'avais l'honneur de vous le dire dans ma lettre du 28 courant, je me permets, suivant les instructions que j'ai reçues de notre bureau de direction, d'attirer votre attention sur la déclaration ci-jointe soumise à notre considération par notre aviseur légal, l'honorable J. H. Cameron.

De plus, je me permettrai de dire que, guidé par cette déclaration, le but du bureau de direction n'est pas de susciter des obstacles à toute enquête légitime que le gouvernement aurait l'intention de faire, mais d'empêcher autant que possible que le crédit financier de la compagnie ne soit diminué par les procédés de la Commission. Et afin d'en venir à une entente avec le gouvernement, le bureau de direction a donné instruction à M. Cameron et à moi-même de nous rendre à Ottawa, mercredi prochain, et de demander une entrevue à ce sujet.

Je demeure,

Votre obéissant serviteur,

WILLIAM THOMSON,
Président.

L'honorable Secrétaire d'Etat,
Ottawa.

(Copie.)

DANS L'AFFAIRE DE LA COMMISSION DU GOUVERNEMENT CHARGÉE DE S'ENQUÉRIR DES
AFFAIRES DE LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DU NORD DU CANADA.

Ayant été demandé par le bureau de direction du chemin de fer du Nord du Canada, de leur donner conseil relativement à la Commission émise par le gouvernement, pour faire un examen des différents comptes de la compagnie et leur donnant pouvoir d'assigner à comparaître et d'examiner des témoins sous serment, et de faire produire tous livres ou documents de la compagnie, j'ai l'honneur d'informer le bureau de direction, qu'à mon avis, le gouvernement s'est fait une fausse idée de ses attributions en émettant cette commission.

Le statut 31 Vic., chap. 38, en vertu duquel il est déclaré que la Commission sera émise, autorise le gouvernement à émettre une Commission lorsqu'il est jugé nécessaire de s'enquérir de toutes choses se rapportant à la bonne administration des affaires de la Puissance, ou de la conduite d'aucune des branches du service public, mais dans aucun autre cas. Je ne puis comprendre comment les comptes ou les affaires du chemin de fer du Nord du Canada peuvent être considérés comme faisant partie des cas énumérés plus haut. Ce serait donc parce que le gouvernement est créancier de la compagnie et a une hypothèque sur le chemin de fer, tel que mentionné dans la Commission, hypothèque à laquelle le Parlement avait donné une protection toute spéciale qu'il aurait été à peine nécessaire de lui accorder, si l'on avait considéré qu'il fut possible que ce pouvoir extraordinaire de la Couronne pouvait être invoqué à la recommandation d'aucun particulier pour faire une enquête sur les affaires de la compagnie.

Indépendamment de ces considérations, le Parlement du Canada a sanctionné un arrangement conclu entre le gouvernement et la compagnie en vertu duquel celle-ci devait donner sous forme de compromis pour l'hypothèque du gouvernement de £175,000 stg. la somme de £100,000 stg., tout en prolongeant le délai pour le paiement des £100,000 à une époque qui n'est pas encore arrivée, et tout en déclarant qu'aussitôt ce paiement fait la compagnie serait déchargée de toute obligation ultérieure, et que l'hypothèque de la Couronne se trouverait alors éteinte.

Il est à la connaissance des directeurs, si toutefois ce n'est pas à celle du gouvernement, qu'une liste de griefs a été produite en cour de Chancellerie dans l'Ontario contre le directeur gérant de la compagnie, et la compagnie elle-même pour examiner et s'enquérir des mêmes faits qui donnent lieu à cette enquête du gouvernement, et qu'il serait très préjudiciable à la défense de la compagnie dans ce procès qu'une enquête fut faite par la Commission, avant l'audition de la cause.

Il est aussi à la connaissance des directeurs que l'acte du Parlement, en vertu duquel le compromis a été fait pour la réclamation de la Couronne contre la compagnie, comporte que le gouvernement nommerait une personne pour faire partie du bureau de direction et dont le devoir serait de protéger les intérêts de la Couronne dans la compagnie; qu'un tel directeur a été nommé par le gouvernement, et que sa position le met en état de faire toutes les recherches voulues par la Commission, sauf, cependant, d'examiner les témoins sous serment, chose qu'il aurait autant de droit de faire que les commissaires eux-mêmes.

Il est de plus à la connaissance du bureau que l'émission d'une commission du gouvernement pour faire une enquête dans les prétendues irrégularités de comptes et les entrées fausses et frauduleuses faites dans les livres de la compagnie, au détriment de l'hypothèque du gouvernement, est un fait d'une telle gravité que cela pourrait sérieusement porter atteinte aux intérêts de la compagnie et rendraient futiles tous leurs efforts pour obtenir les fonds nécessaires pour payer les £100,000 au gouvernement, et aussi pour mettre à exécution les autres projets de la compagnie tel que pourvu par l'acte du Parlement.

Je conseille donc que sous ces circonstances, et dans le but aussi de s'entendre avec les actionnaires et les porteurs de bons qui sont les mandants de la majorité des directeurs, et dont les intérêts seraient gravement lésés par ces procédures, le gouvernement soit mis au courant des objections que j'ai fait connaître au bureau de direction; qu'il soit prié de suspendre tout procédé de la Commission jusqu'à ce que ces objections aient été prises en considération par le premier ministre, et si cela est nécessaire que la compagnie soit entendue; et aussi, qu'il soit donné occasion au bureau de direction de s'entendre avec leurs mandants à ce sujet, le bureau de direction se chargeant lui-même de procéder immédiatement à une enquête vigoureuse concernant tous les faits sur lesquels on aurait attiré l'attention du gouvernement, et que le gouvernement désirerait faire examiner.

Il est inutile pour moi de dire que la ligne de conduite du gouvernement fait peser une grande responsabilité sur le bureau de direction quant à la position qu'il doit prendre. Si je comprends bien ce que doit être la Commission, chaque serment prêté sera extra-judiciaire, et chaque témoin assigné pourra refuser soit de comparaître ou d'être assermenté, et tout actionnaire ou porteur de bons pourra faire émettre un bill d'injonction défendant à la compagnie de se soumettre à cette enquête, ou de permettre que ses livres soient produits devant ou examinés par les commissaires.

J. HILLYARD CAMERON.

TORONTO, 29 juillet 1876.

OTTAWA, 5 août 1876.

MONSIEUR,—Je suis chargé d'accuser réception de votre lettre en date du 31 dernier, contenant une copie de plusieurs propositions soumises à la considération de la compagnie de chemin de fer du Nord du Canada par son aviseur légal, relativement à la nomination de la Commission mentionnée dans ma lettre du 27 dernier, pour

s'enquérir des prétendus détournements de fonds de la compagnie et pour examiner ses livres et comptes.

J'ai, etc.,

E. J. L.

WILLIAM THOMSON, écuyer,
Prés. C. F. N. C.
Toronto.

TORONTO, 7 août 1876.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre faveur du 4 courant, ainsi que la Commission, nommant MM. J. P. Featherston, Adam Hope et moi-même, commissaires pour faire une enquête sur les affaires de la compagnie de chemin de fer du Nord du Canada.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,
Votre obéissant serviteur,
LARRATT W. SMITH,
Président Com. C. F. N. C.

L'honorable
Secrétaire d'Etat,
Ottawa.

DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE,
OTTAWA, 31 août 1876.

Le soussigné a l'honneur de recommander :

Que le Secrétaire d'Etat soit chargé d'informer le président du chemin de fer du Nord du Canada, que Son Excellence a appris que la compagnie de chemin de fer du Nord du Canada avait émis des bons jusqu'à concurrence de quatre-vingt à cent mille louis sterling; et de plus que l'on a l'intention de payer le principal et l'intérêt, soit l'un ou l'autre, à même les bénéfices de la compagnie; et d'annoncer que Son Excellence a été conseillé que si un tel emprunt a été fait l'hypothèque du gouvernement devra avoir priorité sur cet emprunt, et si aucun paiement est fait soit par la compagnie ou les directeurs tant du principal que des intérêts sur l'emprunt de quatre-vingt ou cent mille louis, ou aucune partie d'iceux, en ne tenant pas compte de l'hypothèque du gouvernement ou de l'intérêt sur icelle, telle chose sera considérée comme détournement des fonds de la compagnie, pour lesquels les directeurs seront tenus personnellement responsables.

R. J. CARTWRIGHT,
Ministre de la Justice *par interim*.

DÉP. SEC. D'ETAT, 2 septembre 1876.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer qu'il a été porté à la connaissance du gouvernement que le chemin de fer du Nord du Canada avait émis des bons jusqu'à concurrence de quatre-vingt ou cent mille louis sterling, et de plus que l'on a l'intention de payer le principal et l'intérêt à même les bénéfices de la compagnie.

Je dois vous annoncer que l'honorable le député du Gouverneur-Général a été conseillé que si un tel emprunt a été fait, l'hypothèque du gouvernement devra avoir priorité sur cet emprunt, et si aucun paiement est fait soit par la compagnie ou les directeurs tant du principal que des intérêts sur l'emprunt de quatre-vingt ou cent mille louis, ou aucune partie d'iceux en ne tenant pas compte de l'hypothèque du gouvernement ou de l'intérêt sur icelle, telle chose sera considérée comme détourne-

ment des fonds de la compagnie, pour lesquels les directeurs seront tenus personnellement responsables.

J'ai, etc.,

EDOUARD J. LANGEVIN,
Sous-Sec. d'Etat.

WM. THOMSON, éer.,
Prés. C. F. N. C.,
Toronto.

CHEMIN DE FER DU NORD DU CANADA.
BUREAU DU DIRECTEUR-GÉRANT,
TORONTO, 8 septembre 1876.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 2 courant, donnant avis à cette compagnie de ne pas faire de paiements soit pour principal ou intérêt sur les quatre-vingt ou cent mille louis de bons émis à MM. Morton, Rose et Cie., et de vous informer que cette notification a été immédiatement soumise à la considération de mon bureau de direction.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur,
Votre obéissant serviteur,

WILLIAM THOMSON,
Président.

L'honorable
Secrétaire d'Etat,
Ottawa.

TORONTO, 4 octobre 1876.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le rapport intérimaire des commissaires nommés pour examiner les affaires de la compagnie du chemin de fer du Nord du Canada, et de vous prier de vouloir le soumettre à Son Excellence le Gouverneur-Général.

J'ai l'honneur d'être,
Votre obéissant serviteur,

LARRATT W. SMITH,
Prés. Com. C. F. N. C.

L'honorable R. W. SCOTT, C.R.,
Secrétaire d'Etat,
Ottawa.

DÉP. SEC. D'ETAT, 10 octobre 1876.

MONSIEUR,—Je suis chargé d'accuser réception de votre lettre du 4 courant, accompagnée du rapport intérimaire des commissaires nommés pour examiner les affaires de la compagnie du chemin de fer du Nord du Canada.

J'ai, etc.,

E. J. L.

LARRATT W. SMITH, éer., C.R., D.C.L.,
Toronto.